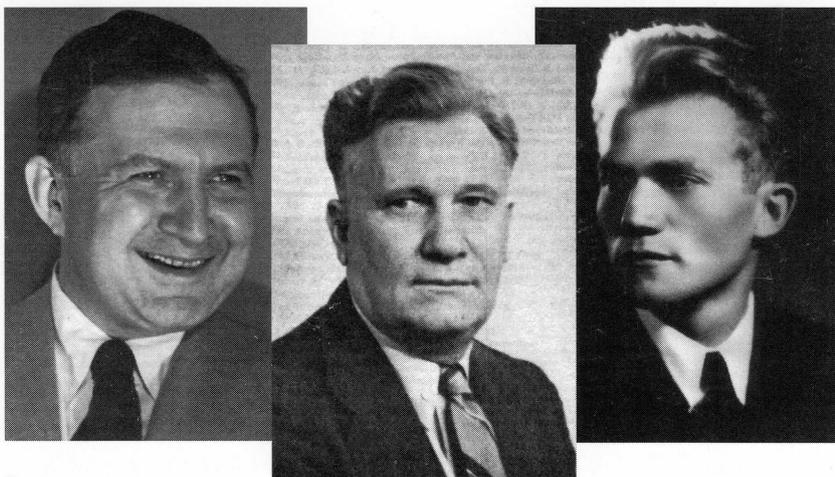


cahiers

LEON TROTSKY



**AU-DEHORS ET APRÈS LA BATAILLE
1943-1945**

Le SWP enterre la Révolution européenne

- Présentation de Pierre Broué
 Comité national du SWP Jean van Heijenoort Felix Morrow

67
octobre 1999

Revue trimestrielle Institut Léon Trotsky

CAHIERS LÉON TROTSKY

Revue éditée par l'Institut Léon Trotsky

L'Institut Léon Trotsky a pour but de promouvoir l'oeuvre de Léon Trotsky sous ses divers aspects [...], préparer la publication en langue française des *OEuvres* de Léon Trotsky [...] éditer les *Cahiers Léon Trotsky* destinés à établir un lien entre toutes les personnes intéressées par les travaux de l'Institut [...] et à permettre la publication de textes et documents concernant l'auteur et le mouvement ouvrier mis au jour au cours de recherches, regrouper ou recenser toute information, documentation ou archives concernant Trotsky et son Oeuvre. (Extraits des statuts de l'Institut, association selon la loi de 1901).

BUREAU DE L'INSTITUT LÉON TROTSKY

Pierre Broué, président et directeur scientifique, Gilles Vergnon, secrétaire,
Rédaction des *Cahiers* : Pierre Broué, BP 276, 38407 Saint Martin d'Hères Cedex

Administration des *Cahiers* :

Luc Aujame, 477 chemin du Puits, 69210 Fleurieux sur l'Arbresle

ABONNEMENT

Abonnement de soutien : 300 F, 350 F et plus

Etudiants :

demi tarif pour les moins de 25 ans, sur présentation de la carte d'étudiant

• France : 4 Nos (1an) 150 F

Particuliers :

• France : 4 Nos (1an) 300 F

• France : 8 Nos (2ans) 600 F

• Etranger : 4 Nos (1an) 350 FF

• Etranger : 8 Nos (2ans) 700 FF

Institutions :

• France : 4 Nos (1an) 400 F

• France : 8 Nos (2 ans) 800 F

• Etranger : 4 Nos (1an) 450 FF

• Etranger : 8 Nos (2 ans) 900 FF

Tous les anciens numéros des *Cahiers* sont actuellement disponibles au prix unitaire de **50 frs pour les abonnés** (prix public de 80 frs) + frais de port.

Petite collection du N° 1 à 20 : 600 frs (+ 45 frs de frais de port)

Grande collection du N° 1 au 39 : 1 500 frs (+ 80 frs de frais de port)

Pour l'étranger les prix indiqués ne sont valables que pour des paiements en francs français sur une banque française (ou correspondante) ou par mandat postal international,

sinon les frais bancaires s'élèvent à 100 frs.

Ainsi tout paiement en monnaie étrangère doit être majoré de 50 frs (frais de change) et tout paiement sur une banque étrangère de 50 frs (commission pour la banque)

Règlement à l'administration des *Cahiers Léon Trotsky*

par chèque bancaire ou postal libellé à l'ordre de ILT

à adresser à Luc Aujame - 477 chemin du Puits, 69210 Fleurieux sur l'Arbresle, France

N° ISSN 0181 - 0790

Commission paritaire 61601

Directeur de la publication : Pierre Broué

cahiers LEON TROTSKY

n° 67

Octobre 1999

AU-DEHORS ET APRÈS LA BATAILLE 1943-1945

Un triste débat :

le SWP enterre la Révolution européenne

Pierre Broué

– Le bilan *post mortem* 3

DOCUMENTS

Comité national du SWP

– Perspectives et tâches de la révolution européenne (11/1943) 9

Marc Loris (Jean van Heijenoort)

– Problèmes de la révolution italienne (09/07/1943) 27

Daniel Logan (Jean van Heijenoort)

– La situation européenne et nos tâches (01/10/1944) 37

Félix Morrow

– Bilan de la discussion en Europe (25/03/1945) 61

– La lutte pour la République en Belgique (07-11/1945) 111

– Douze questions sans réponse (08/1945) 121

Lettre d'un lecteur italien	123
--	-----

LECTURES

Morris Slavin

— Compte rendu d'une bibliographie sur Trotsky	124
--	-----

LES DÉPARTS

— Josep Rebull	128
— Jacques Kergoat	128
— Jules Fourier	128

Photo de couverture : Felix Morrow, James Cannon et Jean van Heijenoort

Présentation

Pierre Broué

Le bilan post mortem

C'est en gros à partir de la fin de 1943 et jusqu'en 1946 que se discute le bilan des années précédentes, mais, pour certains des protagonistes, tout se passe comme si la situation s'était maintenue intacte, en quelque sorte « *gelée* » en Europe, où de l'eau a pourtant coulé sous les ponts hâtivement reconstruits.

Un texte de van Heijenoort signé Marc Loris sur les problèmes de la révolution italienne, qui n'a pas été communiqué aux militants américains, pour qui il a été écrit, paraît dans la revue du comité exécutif européen, *Quatrième Internationale*. Nous savons par son auteur qu'il a été à plusieurs reprises remanié dans l'espoir de le voir déclaré acceptable et porté à la connaissance des militants. Rien n'y a fait, les trotskystes américains ne l'auront pas lu, du moins comme élément de discussion de l'actualité. Quand il est publié, il est évidemment dépassé. Il attaque durement, dénonce l'« *ultra-gauchisme* » dans les rangs de la IVe Internationale : « *Le danger opportuniste est énorme, en vérité, mais c'est la raison pour laquelle le danger sectaire ne devrait pas être ignoré mais attentivement surveillé. L'opportunisme n'élimine pas l'ultra-gauchisme ; au contraire, il l'engendre* ». Il est clair que c'est un danger dont il pense qu'il se manifeste aussi à la direction du parti américain, bien qu'il se garde de l'affirmer.

Les militants du SWP en revanche ont pu lire un autre texte de Van, signé Daniel Logan, accueilli, lui, dans leur *Internal Bulletin*, dans la discussion

préparatoire à la XI^e convention du SWP, où, Goldman et Morrow étant en prison, il est porte-parole de la minorité. Il y traite de l'Europe et des tâches, sur la même ligne que le précédent. On y décèle cependant un peu de lassitude qu'une grande partie des documents de la majorité soient « *des répétitions de [la] position socialiste qui auraient pu être écrites il y a un, deux, cinq ou dix ans* » ! Mais l'isolement des opposants américains étant réalisé aux Etats-Unis et peut-être, quoique dans une moindre mesure, en Europe, les dirigeants pensent qu'on peut faire semblant de débattre et lâcher la bride. Ce texte paraît dans *Fourth International*.

Felix Morrow, à son tour, confie son analyse à ses camarades de parti dans des bulletins intérieurs de discussion de 1945 et 1946. Il y fait un procès impitoyable de la méthode des dirigeants : « *Au nom de l'orthodoxie marxiste, les dirigeants de la majorité essaient de coller au plus près à la lettre des documents programmatiques et sont toujours prêts à accuser les minoritaires d'être des hérétiques et des "chercheurs de nouveauté"* ». A travers ces qualificatifs très durs, il est tout à fait évident qu'il les accuse d'être prêts à employer tous les moyens pour conserver la direction de leur parti. Les exemples qu'il donne de la façon dont ils ont conduit les débats pour la Convention de 1944 et surtout rendu compte de ses travaux ne plaident pas en faveur de leur souci de démocratie de parti. Ce faisant pourtant, ils s'opposent en fait aux recommandations faites de sa prison par Cannon.

Comme il arrive souvent quand la discussion est en décalage avec la réalité, les rapports des hommes avec les événements ont changé et ceux qui interviennent dans les débats n'ont trop souvent à offrir qu'un embellissement de la situation réelle et des prophéties. La minorité proposait de lancer des mots d'ordre pour des revendications démocratiques et de transition faisant avancer la révolution. En 1944-1945, ce sont les majoritaires qui saluent « *la révolution allemande* » comme si elle allait avoir lieu très prochainement, et la minorité, plus axée sur l'Italie, rappelle par la voix de Goldman qu'il n'y a pas eu de révolution italienne, mais seulement ce qui aurait pu être son début.

Certains débats prennent un peu de chair. Ainsi la construction du parti, qui n'est plus désormais un organisme qui sera, fera, dira et vivra abstraitement et au futur, mais un combat concret dont il faut définir les voies et les moyens. Felix Morrow remet en avant la perspective de l'« *entrisme* » en Europe, au

moment où, là-dessus, les jeux sont largement faits. La majorité semble plutôt attachée à la forme qui lui a été imposée depuis la fin du « *tournant français* » dans le cours des années trente : le parti-groupuscule-qui-grandit, le parti-secte, dira Hal Draper, sur lequel les « *trotskyistes* » projettent l'histoire du parti bolchevique alors que rien ne le leur permet théoriquement puisque ce parti était lui-même le parti traditionnel des travailleurs russes et ne fut jamais une secte, ce que les partis nés de l'Opposition de gauche furent pratiquement toujours. La « *question belge* » permet de poser concrètement la question de la monarchie — ou de la république — pas seulement dans les textes mais dans les usines et les rues des villes industrielles de Belgique.

Le débat s'élargit puisque le secrétariat européen s'y implique, après, semble-t-il, quelques mois d'hésitation. Morrow, qui lui reproche à juste titre de ne pas répondre aux questions qui le gênent, et bombarde le secrétariat européen d'interpellations ironiques, ferraille par ailleurs, dans toutes les directions, commence à regarder du côté de Shachtman « et de ceux des scissionnistes de 1940 qui n'ont pas renié le marxisme ». Le Britannique Ted Grant s'offre une vraie partie de « *rigolade* » au détriment du Français Pierre Frank, de ce qu'il appelle sa « *stupidité sectaire et sa confusion* », et de sa pensée qu'il juge une caricature du schématisme des majoritaires : pour les gens comme Frank, selon lui, le monde serait régi par une téléologie idéaliste où les êtres humains et les phénomènes sociaux ne peuvent échapper à leur définition dans une histoire où tout est déterminé par un enchaînement rigoureux de possibilités et d'impossibilités. « *Pour la science comme pour le marxisme*, écrit Ted Grant, *le problème commence là où il se termine pour Frank* ». De ce côté là, plus d'analyses concrètes et, de nouveau, des prophéties hors du temps et de l'espace. La découverte de la rupture entre Tito et Staline à partir de 1948, sera, dans ce contexte, une « *divine surprise* ».

C'est dans cette période que Jean van Heijenoort, signant toujours Daniel Logan, est le premier des minoritaires à opérer une vraie révolution culturelle et d'abord dans la phraséologie sur l'URSS sans pour autant renoncer à l'analyse héritée de Trotsky (l'Etat ouvrier dégénéré), pour répondre à ce trait nouveau qu'il appelle le caractère « *tératologique* » de l'Union soviétique stalinienne. Il l'exprime dans un texte paru aussi dans *Quatrième Internationale*, intitulé « *L'Explosion d'impérialisme bureaucratique* » que ses adversaires vont

considérer et dénoncer comme son abandon définitif du marxisme, qu'ils continuent pour leur part à revendiquer et à prétendre incarner. Sa conclusion est un vœu pieux : « *Ce qu'il faut demander à quiconque aborde ces discussions, c'est, bien plus qu'une adhésion immédiate, un désir d'apprendre, un souci de peser tous les arguments, une décision bien établie de faire taire tous ceux qui veulent entraver la recherche par des considérations étrangères au débat* ».

Faut-il ajouter qu'on est proprement ahuri de lire la correspondance entre Cannon, en prison à Sandstone, et les autres dirigeants majoritaires américains. A travers les mots de Morrow, Logan, Goldman, il assure qu'il saisit en eux leur orientation véritable vers une capitulation qui les conduit à abandonner tous les principes du bolchevisme tout en faisant mine de les défendre. S'appuyant sur l'histoire d'Athènes de Grote¹ et ce que ce dernier dit des « *anciens oligarques* » (sic), il écrit, par exemple, que leur conception qu'ont les opposants de la direction du parti est une « *snobocratie* » et n'omet aucun qualificatif injurieux — dilettantes, amateurs, hystériques, bohêmes, etc. — pour ces gens qu'il avait portés à la direction de son parti mais qui sont pour lui des « *intellectuels* » avant d'être des militants, ce qui lui permet de leur dénier le droit de penser.

Il insiste par ailleurs aussi pour que leur soient faites de réelles « *concessions* », qu'on ne fera que semblant de faire, ce que permettent ses propres réserves. Il faut reconnaître que l'écrasante majorité des cadres, qui ont été formés par Cannon, lui restent fidèles, partagent son diagnostic, et défendent les gros mensonges de ses inconditionnels. Il semble même qu'ils en soient si convaincus qu'ils ne semblent avoir jamais songé à rouvrir ce dossier, même quand l'actualité qu'ils subissaient pouvait le leur suggérer.

Bientôt, c'est la Guerre froide. Une autre histoire commence alors, celle de la IVe Internationale à proprement parler. Cette organisation existe vraiment alors sous la houlette de Michel Pablo, sous une forme sans précédent, avec de nombreuses sections nationales, minuscules, un petit appareil international et des méthodes inspirées des « *camarades néo-zélandais* » puisque c'est ainsi que

1. L'historien et banquier britannique **George Grote** (1794-1871) était l'auteur de ce livre que Cannon lut avec délectation pendant son séjour en prison à Sandstone. Mais il faut beaucoup d'inconscience pour en utiliser les « *leçons* » sur un sujet comme la crise du SWP. Dépourvu d'instruction, Cannon n'en avait pas moins une fantastique assurance.

l'on désigne, dans les textes intérieurs, les Nord-Américains. Le SWP en effet, du fait de la loi Voorhis qui lui interdit une affiliation internationale, a officiellement quitté cette Internationale que ses dirigeants ont écrasée de leur poids relatif pendant la guerre et au moment crucial de son développement.

Nous ne nous poserons pas la question de savoir ce que leur disait « *Trotsky invisible* », pour parler comme Cannon en 1940, mais il est tout à fait clair qu'on s'est trouvé alors dans une période nouvelle, très différente de celle où « *le Vieux* » était intervenu pour appeler à la proclamation et la construction de la IVe.

Une page est tournée, pour presque toute une génération qui, aux Etats-Unis, à la différence de ce qui s'est passé en Europe, n'a pas été décimée par la guerre ni fauchée par la répression. Jean van Heijenoort revient aux mathématiques, puis se consacre, à l'université, à la logique dont il devient un spécialiste mondial. Felix Morrow devient un important éditeur. Albert Goldman, radié du barreau pour ses condamnations de militant politique, est chauffeur de taxi. Du côté du SWP, on va épier pendant des années leur moindre expression politique pour démontrer qu'ils étaient bel et bien des « *renégats* » par « *fatigue* » et « *pessimisme* » et que cela justifiait leur exclusion.

Leurs principaux adversaires au cours du débat pendant la guerre sont restés au SWP comme « *permanents* ». Quelques-uns, comme E. R. Frank, s'en vont au cours de la Guerre froide, pas mal d'entre eux seront exclus dans le demi-siècle suivant pour des raisons très diverses. Pourtant la légende de James P. Cannon, proche disciple de Trotsky et lutteur de classe inflexible, est restée très vivante dans le milieu, et le discrédit de ses critiques solidement ancré chez les « *anciens* ».

Jack Barnes ¹, l'homme qui, dans les années 70/80, a exclu tous les anciens compagnons et disciples de Cannon à l'exception de George Novack, ne manque pas de jeter sa pierre à Morrow et aux siens. Il écrit **en 1968** — soit plus d'un demi-siècle plus tard — que, sous « *les pressions de l'opinion petite-*

1. **Jack Barnes**, (né en 1920), adhéra à l'organisation de jeunesse du SWP alors qu'il était étudiant, en 1940. Dirigeant national en 1965, il devint secrétaire national du SWP en 1972 et en fit un parti castrisant dont on peut penser que seule la perestroïka l'empêcha de se rallier au stalinisme, et dont il chassa pratiquement tous les gens de la Vieille Garde, cherchant à se débarrasser de l'héritage gênant pour lui de Trotsky et du trotskysme.

bourgeoise [...], un groupe de membres du parti dirigés par Albert Goldman et Felix Morrow commença à faire écho aux conceptions petites-bourgeoises de Shachtman. Le gros de la discussion avec la fraction Goldman-Morrow tourna autour de son désaccord avec le SWP [qui pensait] que les soulèvements des ouvriers européens [et ceux] des ouvriers et paysans des colonies se produiraient certainement » (sic). Curieusement Jean van Heijenoort n'est pas cité. Le jeune homme qui joue les procureurs à la suite mentionne Gerland, mais ignore ou fait mine d'ignorer qu'il s'agit de lui. Quiconque sait lire ces jugements, de 1946 à aujourd'hui, en a le souffle coupé. Pourtant, même la dernière vague de dirigeants du SWP exclus par Barnes, des hommes de grande valeur morale comme Frank Lovell et bien d'autres, sont restés fidèles à cette condamnation et au diagnostic de Cannon selon lequel les minoritaires étaient « *contre le parti* » — des « *traîtres* » en un mot.

On aimerait pourtant citer ici, afin de clore la présentation de ce volume des réflexions de Cannon dans une lettre de prison du 14 janvier 1945 :

« Toute direction appointée est une bureaucratie [...]. Dans toute mesure de centralisation il y a un danger de développement du bureaucratisme [...]. La concentration des finances aux mains d'une direction comporte le danger de corruption aux deux bouts — excès bureaucratique et soumission de l'autre. Mais quelle est l'alternative à la centralisation [...] ? C'est la question. Dans le domaine de l'organisation du parti, de façon générale, l'alternative est l'amateurisme dans le domaine de la direction qui caractérisait le mouvement radical précommuniste aux EU. C'est un programme pour la futilité. Les dirigeants amateurs ne font que jouer à la révolution. ? Les dirigeants professionnels (permanents) y travaillent. A la fois lucide et borné. »

Mais n'a-t-on pas, au SWP, depuis longtemps enterré la révolution en Europe avec eux, avec ces « *sceptiques* » et ces « *pessimistes* » ? Le demi-siècle écoulé depuis leur condamnation sans appel n'a-t-il pas été celui de la Grande Désillusion ? Là aussi, on peut ne pas être pessimiste — ce qui est mon cas — et penser que oui.

Perspectives et tâches de la Révolution européenne ¹

Résolution adoptée lors du Plénum du Comité Politique du SWP de novembre 1943 ²

Le cours des événements mondiaux durant l'année passée peut être résumé en quatre points principaux d'une signification historique considérable. Ce sont :

1) La chute de Mussolini ³ et l'effondrement du fascisme italien, donnant le signal du commencement de la révolution italienne et par conséquent de la révolution européenne.

2) La prépondérance croissante des forces militaires anglo-américaines sur celles du camp de l'Axe, qui a déjà dévoilé les aspirations de Wall Street à remplacer l'Allemagne nazie comme maître et oppresseur de l'Europe, et pleinement mis en relief le rôle contre-révolutionnaire de l'impérialisme américain sur l'arène mondiale.

3) Les victoires colossales de l'Armée rouge.

4) La dissolution formelle de la Comintern (Internationale communiste).

1. Ce texte est le premier résultat du conflit entre Morrow et la majorité (cf. N° 63).

2. *Quatrième Internationale*, n° 11/12/13, sept. oct. 1944.

3. **Benito Mussolini** (1883-1945), socialiste italien de gauche rallié à la guerre, fondateur du parti fasciste, prend le pouvoir en 1922, chef du gouvernement, « Duce ». Renversé au Grand conseil fasciste en 1943.

Les leçons des événements italiens

Le fascisme italien, qui s'est attaché en 1922 à rénover le capitalisme italien chancelant, sur le dos des ouvriers et des paysans révoltés, s'est complètement épuisé en deux décennies. Le régime meurtrier dont le chef se vantait de construire un nouvel Empire romain, a duré juste assez pour célébrer son 20e anniversaire.

Les ouvriers et les paysans refusèrent purement et simplement de se battre, de travailler ou de se sacrifier pour l'Etat fasciste, qui ne leur apportait qu'oppression, misère, famine, et vaines promesses. Les classes moyennes ont perdu toute confiance dans ces bandits bonapartistes corrompus, incompetents et vaniteux que dirigeait le saltimbanque Mussolini. Finalement, les classes dirigeantes, les capitalistes, les propriétaires terriens, l'Eglise, la Famille royale, la caste militaire et une partie de la clique gouvernementale elle-même ont pensé qu'il fallait chasser Mussolini dans l'espoir d'échapper ainsi à la catastrophe.

Avec le peuple entier contre lui, l'empire d'Afrique perdu, l'économie nationale en faillite et menacé de l'occupation par deux armées ennemies supérieures en nombre, « *le fascisme, au bout du compte, se décomposa en morceaux comme une pomme pourrie* ». A cette épitaphe, le maréchal Badoglio ¹ a ajouté : « *Il n'y eut pas la moindre tentative de résistance d'un seul des sept millions de membres du parti fasciste* ».

Cet écroulement total du fascisme italien crève comme une bulle de savon toutes les théories des renégats du marxisme selon lesquels le fascisme serait une forme nouvelle de société collectiviste-bureaucratique destinée à remplacer le capitalisme et à barrer la route au socialisme. Il est désormais clair que ces théories prétentieuses représentaient en réalité une forme particulière de capitulation intellectuelle et d'adaptation au fascisme. L'expérience italienne a une fois pour toutes, démontré que le fascisme est essentiellement l'instrument politique du capitalisme monopoliste dans le cours de son agonie finale.

1. **Pietro Badoglio** (1871-1956), officier italien, général en 1919, maréchal en 1926, conquérant de la Lybie et de l'Ethiopie, chef du gouvernement après la chute de Mussolini, conclut la paix et sert les Alliés.

La chute du fascisme en Italie est une preuve tangible de la faillite de la domination bourgeoise. Toute la répression, les prétentions et la démagogie de leurs mercenaires fascistes n'ont pas permis au grand capital d'étouffer la lutte de classes et de l'empêcher de se développer. Au contraire, sous le couvercle de fer du fascisme, les conflits sociaux ont dégagé assez de force explosive pour faire voler en éclats le régime.

Les événements d'Italie ont prouvé l'indomptable vitalité de la classe ouvrière. Le fascisme avait écrasé toutes les organisations de masse des travailleurs italiens, leurs syndicats, leurs coopératives, leurs partis. Il avait assassiné, emprisonné, exilé leurs meilleurs dirigeants, mis hors-la-loi les idées révolutionnaires et interdit leur expression, enchaîné les ouvriers aux patrons par l'intermédiaire de l'Etat totalitaire. Il les avait isolés du reste du monde. Néanmoins le prolétariat vaincu et atomisé a rassemblé peu à peu ses forces, s'est redressé de nouveau et a recommencé à lutter pour la liberté et le pain : il a fait apparaître dans ses rangs de nouveaux dirigeants et s'est mis en mouvement pour régler ses comptes avec ses oppresseurs à la première occasion favorable.

Mussolini a signé sa condamnation à mort en entraînant le peuple italien dans l'aventure impérialiste de la Deuxième Guerre mondiale. Après trois ans de tortures et d'horreurs, les masses ont commencé à se révolter. Les ouvriers et les paysans en uniforme ont refusé de se battre, ont déserté, ont reculé ou se sont rendus. Dès mars 1943, des grèves ont éclaté dans les villes industrielles du Nord. Le régime fasciste était incapable de venir à bout de cette révolte. Le pouvoir commençait à glisser des mains de Mussolini. D'autres grèves encore et des manifestations pendant les mois suivants ont montré à l'évidence que la machine de guerre de Mussolini était en train de s'effondrer.

Terrifiées par la révolte montante du peuple, les désastres militaires, la faillite totale du fascisme et la perspective de l'invasion par les armées anglo-américaines, les classes possédantes, sous la direction de la monarchie et de ses aides militaires, inspirées par le Vatican, se sont hâtées de renverser Mussolini et d'établir à la place du fascisme une dictature militaire-monarchiste. Ces conspirateurs de palais espéraient, par un coup d'Etat réalisé à temps, éviter la révolution ouvrière.

Mais la chute de Mussolini a eu les conséquences les plus inattendues et les plus contradictoires. Au lieu de mater l'esprit de rébellion, elle accrut

énormément la volonté révolutionnaire et aiguillonna les masses vers des actions plus audacieuses encore.

La nouvelle de la chute de Mussolini n'était pas plus tôt connue que les sentiments révolutionnaires du peuple se manifestèrent de façon titanesque. Le peuple se déversa dans les rues, manifestant sa joie sans trêve : il se mit à pourchasser la vermine fasciste et à exhaler sur elle sa rage ; il ouvrit les prisons et libéra les détenus politiques, exultant de la joie de sa liberté nouvellement reconquise.

Il exigea la fin de la guerre. Des partis sortirent de terre, des syndicats se dressèrent, une presse libre fut établie, des conseils d'ouvriers et de paysans organisés et la fraternisation commença. Les exilés, de retour chez eux, et les détenus politiques libérés reprirent leur place à la tête des masses. A partir d'une vague de grèves militantes, les ouvriers adressèrent leurs revendications au gouvernement Badoglio.

Ces développements révélèrent le caractère indubitable d'un véritable soulèvement révolutionnaire au cours duquel les masses interviennent directement en tant que force active et décisive dans la détermination des événements. Ce mouvement tumultueux menaçait de passer par-dessus la tête du Roi Victor-Emmanuel ¹ et de son maréchal Badoglio et de renverser le nouveau gouvernement militaro-monarchiste qui avait succédé au fascisme. Pour empêcher tout nouveau développement de la révolution, Badoglio décréta la loi martiale, interdit les réunions de plus de trois personnes, prit des mesures pour renvoyer les ouvriers à l'usine, tua et emprisonna les dirigeants, censura la presse, renouvelant toutes les pratiques de la dictature mussolinienne.

Pendant, tout en s'efforçant de mater la révolution pendant les premières semaines, Badoglio fit miroiter l'espoir de la paix aux yeux des masses — du peuple italien exténué par la guerre. Contre les ouvriers, il utilisa les forces militaires des nazis et des angloaméricains avec qui il était en train de négocier les conditions d'une collaboration. Badoglio et ses généraux laissèrent les nazis occuper l'Italie du Nord, pendant que les avions anglo-américains bombardaient les centres révolutionnaires de Milan, Turin et Bologne.

1. **Victor-Emmanuel III** (1869-1947), roi d'Italie en 1900, soutient Mussolini résolument, le nomme chef du gouvernement en 1922, l'abandonne en 1943. Il abdiqua en 1946.

Les complots militaro-monarchistes

Ces complots contre la révolution étaient facilités et couverts par la politique de trahison des socialistes, des staliniens et des partis libéraux. Au lieu d'organiser et de soulever le peuple pour renverser la dictature de Badoglio et créer une République des Ouvriers et des Paysans, ces partis retinrent les ouvriers qui voulaient se battre ; leur prêchèrent la confiance dans le nouveau gouvernement, leur conseillèrent d'attendre que paix et « *liberté* » leur soient octroyées par la grâce du roi et de Badoglio, en accord avec leurs alliés des forces anglo-américaines. Cette combinaison de répression et de tromperie permit aux anciens complices de Mussolini d'arrêter le développement de la révolution et de chercher refuge, dès qu'ils le purent, dans les bras des Alliés.

Après avoir ruiné le pays, les classes possédantes profondément réactionnaires, avaient contribué à faire de l'Italie un champ de bataille entre les deux camps impérialistes rivaux. Quel que soit le camp auquel ils s'allient, l'une et l'autre partie de la bourgeoisie divisée se sont rangées du côté des oppresseurs étrangers contre leur propre peuple. Pendant que Mussolini appelle les Italiens à mourir pour la résurrection du fascisme et pour le nazisme, le Roi et Badoglio leur demandent de mourir pour l'impérialisme anglo-américain.

Ce comportement cynique des classes dirigeantes italiennes confirme la grande leçon politique donnée aux travailleurs par la bourgeoisie française après la chute de la IIIe République. La classe capitaliste ne se soucie nullement de la démocratie, de l'indépendance nationale ou du bien-être des masses. Seuls l'intéressent ses profits, son pouvoir, ses privilèges et son droit de propriété. Chaque fois que leur suprématie politique et leurs intérêts sociaux et économiques sont menacés par le prolétariat, les classes possédantes sont capables des pires crimes contre le peuple et la nation.

Les ouvriers et paysans italiens ne peuvent se frayer leur voie vers la paix et la liberté qu'en arrachant le pouvoir politique et économique aux mains des capitalistes et en s'unissant à leurs camarades ouvriers d'Europe dans une guerre pour le socialisme. Les combattants révolutionnaires d'Italie ont déjà réalisé d'immortels faits d'armes. Ils ont été la principale force qui a renversé Mussolini et son régime pourri ; leurs actions ont constitué un magnifique prologue pour la

révolution prolétarienne d'Europe qui vient ; ils ont donné aux masses de l'Europe entière un nouvel espoir et un nouveau courage.

Les ouvriers italiens, isolés et pris entre les armées de deux camps impérialistes rivaux ont été temporairement réduits à la défensive. Il ne leur a pas été laissé le temps d'organiser leur propre parti marxiste **fort**¹. Les dirigeants traîtres staliniens et réformistes ont donc eu les mains libres sur le terrain pour désorienter les masses. Les armées de l'Axe et celles des Alliés s'efforcent maintenant, chacune à sa manière, d'achever d'étrangler la révolution.

Malgré la trahison et les actes sanglants de répression, les ouvriers italiens continuent le combat. Ils montrent ainsi que la révolution italienne continue à vivre. La résistance des ouvriers qui se poursuit dans les actuelles conditions défavorables nous donne l'assurance qu'ils reprendront leur marche en avant dès qu'ils en auront l'occasion.

La succession des événements depuis la chute de Mussolini a montré l'étroite connexion entre la révolution italienne et la révolution européenne, **surtout la révolution allemande**². Les héroïques actions des ouvriers italiens ont enflammé les sentiments et les idées révolutionnaires sur tous les continents et ébranlé les régimes de Berlin, Madrid et Budapest. Le déroulement ultérieur de la révolution dans les autres pays d'Europe va donner à son tour une puissante impulsion nouvelle à la révolution italienne, temporairement arrêtée.

Les événements d'Italie ont nettement posé tous les grands problèmes de la révolution européenne. Ils ont confirmé les conclusions des marxistes suivant lesquelles les seules forces révolutionnaires sont les ouvriers, alliés aux paysans. L'unique révolution que la classe ouvrière puisse mener et va mener est la révolution socialiste. La seule issue au règne qui se poursuit du capitalisme monopoleur est le Gouvernement Ouvrier et Paysan, reposant sur les Conseils d'Ouvriers, de Paysans et de Soldats.

1. Cf. articles sur l'Italie, *CLT* n°64.

2. La révolution allemande, dans l'esprit des trotskystes du monde entier, avait été retardée par la prise du pouvoir par les nazis et devait suivre immédiatement leur chute. Mais les Alliés ne l'entendaient pas de cette oreille et sans doute la classe ouvrière allemande avait-elle été plus atteinte que ne le pensaient les trotskystes.

La démocratie bourgeoise

La décadence du capitalisme et l'acuité des conflits de classe ne permettent pas à l'Europe ravagée par la guerre de connaître une autre période prolongée de démocratie bourgeoise. Bien que des régimes bourgeois intérimaires puissent être établis ici ou là comme sous-produits de mouvements révolutionnaires inachevés, ils doivent, par leur nature même, être forcément instables et éphémères. Ils devront faire place soit à la conquête du pouvoir par les ouvriers révolutionnaires soit à la dictature militaro-policière de la contre-révolution capitaliste.

Le fait que les prémisses économiques d'une longue période de démocratie bourgeoise n'existent plus en Europe, n'a cependant pas mis un terme au rôle que peuvent jouer pour entraver la marche de la révolution prolétarienne les démocrates bourgeois et petits-bourgeois. Après la chute du fascisme, le capitalisme tentera de gouverner à travers les seules forces militaires comme l'a déjà montré l'exemple italien. Quand il apparaîtra que ce moyen ne parvient pas à maîtriser les masses insurgées, les capitalistes indigènes alliés aux envahisseurs impérialistes, mettront en avant leurs agents démocrates, social-réformistes et staliniens qui s'efforceront d'étrangler la révolution dans un nœud coulant « *démocratique* ». Quand tous les autres moyens de défense se seront effondrés, les forces capitalistes essaieront de préserver leur dictature derrière la façade de formes démocratiques, allant même jusqu'à celle de république démocratique.

Ce stratagème de la bourgeoisie peut s'accompagner d'une renaissance d'illusions démocratiques dans de considérables secteurs des masses, surtout en l'absence de partis révolutionnaires **de masse**¹. Dans de telles conditions, il est possible et même probable que les partis traîtres du social-réformisme et du stalinisme puissent jouer le rôle dirigeant dans les premières étapes de la révolution. La victoire définitive de la révolution ne peut être assurée que par la direction d'un parti marxiste révolutionnaire. La création de tels partis est la tâche la plus importante de l'avant-garde révolutionnaire d'Europe. Au milieu des gigantesques convulsions qui vont secouer la société européenne, cette tâche peut être accomplie dans un temps très court.

1. La version américaine originale est un peu différente de la version française. Elle se lit : « surtout en l'absence de partis révolutionnaires ».

La vague révolutionnaire peut être si puissante qu'elle permette aux ouvriers de prendre le pouvoir immédiatement après l'effondrement de la dictature fasciste. Il est donc nécessaire de lancer les mots d'ordre de Conseils ouvriers (soviets) et de Tout le Pouvoir aux Conseils ouvriers dès que les masses commenceront à avancer de nouveau contre le régime fasciste ou tout autre de ses substituts.

Les partis trotskystes¹ ont partout le devoir de base de dénoncer et de combattre les illusions selon lesquelles des régimes démocratiques bourgeois stables, qui ont perdu leur base matérielle, peuvent être restaurés en Europe. Ils doivent mener une guerre impitoyable contre les partis réformistes et stalinien et leurs perfides « *Fronts populaires* » qui essaient de limiter la lutte des ouvriers à ce programme réactionnaire et utopique. La IVe Internationale a depuis longtemps prévu que cette question se poserait au cours des premières phases de la chute du fascisme et a pris en ce qui la concerne, une position tout à fait nette. Le programme adopté par la Conférence de fondation de la IVe Internationale (1938) affirme que « *dès qu'elle apparaîtra, la vague révolutionnaire dans les pays fascistes prendra d'un seul coup une extension grandiose et en aucun cas ne s'attardera à des tentatives pour faire revivre quelque cadavre de Weimar* »². Le même programme explique la valeur et la nécessité autant que les limites et le caractère subordonné des mots d'ordre démocratiques en tant que moyens de mobiliser les masses pour l'action révolutionnaire.

Pour gagner les masses, nous aurons besoin de nous lier à elles, telles que nous les trouvons, avec toutes leurs illusions. Notre tâche est facilitée par le fait que les revendications démocratiques ont, dans l'Europe actuelle, des implications révolutionnaires si elle est sérieusement menée, car les gouvernements bourgeois ne peuvent les satisfaire. Tout en se présentant devant les masses avec les mots d'ordre fondamentaux d'« *Etats-Unis socialistes d'Europe* » et de « *Tout le pouvoir aux soviets* », les trotskystes doivent se montrer en même temps les combattants les plus résolus pour les revendications démocratiques. Ces revendications (liberté de la presse, droit syndical, etc.)

1. Dans le texte de la traduction française, « *bolcheviks-léninistes* » figure à la place de « *trotskystes* ».

2. Weimar désigne la République de Weimar qui avait succédé à l'Empire et fait place au 3^e Reich.

seront étroitement liées aux revendications transitoires et l'ensemble sera rattaché à nos mots d'ordre fondamentaux d'« *Etats-Unis socialistes d'Europe* » et de « *Tout le Pouvoir aux Soviets* ».

La révolution prolétarienne peut commencer dans un seul pays mais aucun pays d'Europe ne peut, par ses seuls moyens, sortir de la guerre et de la crise catastrophique de la civilisation contemporaine. Une révolution victorieuse dans un seul pays d'Europe, quel qu'il soit, serait immédiatement contrainte de se défendre contre les attaques militaires des impérialistes et serait obligée de faire appel à l'aide prolétarienne internationale par des moyens révolutionnaires. Dans les luttes qui s'en suivront, il ne sera pas possible de maintenir les frontières surannées et arbitraires des Etats nationaux existants et le prolétariat n'a aucun intérêt à essayer de le faire.

L'Etat national qui fut autrefois l'arène historique du développement des forces productives est depuis longtemps devenu pour elles une chaîne réactionnaire. Le devoir historique urgent et immédiat des peuples d'Europe est la destruction révolutionnaire de l'Etat national réactionnaire et la création des Etats-Unis socialistes d'Europe. La paix, la sécurité et la prospérité ne peuvent être assurées que par l'unification économique et la collaboration socialiste des nations libres d'Europe. Le prolétariat révolutionnaire est l'unique force capable de réaliser ces tâches. Le mot d'ordre central **qui unifie**¹ ces luttes est : « *les Etats-Unis socialistes d'Europe* ».

L'Europe, aujourd'hui réduite en esclavage par les nazis, va être demain envahie par l'impérialisme anglo-américain également pillard. Dans leurs tentatives de remplacer les nazis comme maîtres de l'Europe, les Alliés impérialistes transféreront ainsi sur eux-mêmes toutes les conséquences qui ont empêché Hitler de « *pacifier* » ce continent. La haine des peuples européens déchaînée aujourd'hui contre leurs oppresseurs nazis se retournera demain avec un acharnement accru contre l'impérialisme yankee. L'ardent désir des masses européennes de se débarrasser des envahisseurs et de conquérir leur liberté nationale va nécessairement fusionner avec leur lutte sociale contre les classes dominantes de leur pays et leurs maîtres anglo-américains et donnera une puissante impulsion à la révolution prolétarienne. La fraternisation entre les

1. « qui unifie » n'est pas dans la traduction française.

ouvriers européens et les soldats des forces d'occupation deviendra une nécessité impérieuse sur la voie vers la révolution socialiste en Europe.

Il faudra toutes les forces combinées du prolétariat européen pour organiser et diriger le peuple dans la lutte révolutionnaire contre ses oppresseurs. Le mot d'ordre des Etats-Unis socialistes d'Europe sera le puissant cri de ralliement contre les plans contre-révolutionnaires du bloc anglo-américain de coloniser, exploiter et démembrer le continent européen. Ce mot d'ordre inspirera et guidera les ouvriers européens dans leur lutte pour le pouvoir. C'est à travers les Etats-Unis socialistes d'Europe — et pas autrement — qu'ils réaliseront leur unification économique, leur solidarité fraternelle, leur progrès social et culturel. Ce n'est que sur cette base que l'Europe ruinée et brisée pourra être remise sur pieds et atteindre de nouveaux sommets.

Le rôle contre-révolutionnaire du capitalisme américain

La prépondérance de la puissance américaine a commencé à se manifester partout avec une force qui ne cesse de grandir. La puissance industrielle, financière, militaire des Etats-Unis est devenue le facteur décisif dans la lutte inter-impérialiste pour la domination mondiale.

Les manœuvres diplomatiques et les actions de Washington au cours de l'année écoulée ont servi à dénoncer le prétexte selon lequel ils mènent cette guerre pour défendre la démocratie contre le fascisme et pour étendre au monde entier les « Quatre Libertés ». Elles ont révélé le caractère véritablement réactionnaire des buts de guerre de Washington, dictés par la volonté du Grand Capital américain de dominer politiquement et économiquement le monde.

Le mot d'ordre de « *guerre pour la démocratie* » a été considérablement discrédité dès le début par l'inclusion de Vargas¹ et autres gouvernements despotiques dans la coalition des « *Nations unies* », les démonstrations d'amitié pour le boucher d'Espagne Franco², le dictateur Salazar³ du Portugal, par la

1. **Getulio Vargas** (1883-1954), président du Brésil, avait porté de rudes coups au mouvement ouvrier et s'était rangé dans le camp des Alliés.

2. **Francisco Franco** (1892-1975), officier de carrière formé dans les guerres coloniales, était devenu rapidement le chef des insurgés en 1936 en Espagne, puis le *Caudillo*, dictateur impitoyable.

3. **Antonio de Oliveira Salazar** (1889-1970), catholico-fasciste, fut le dictateur du Portugal à partir de 1932.

cour à Pétain ¹ et le patronage donné à Otto de Habsbourg ² et divers monarques européens en exil ³. Aujourd'hui les relations avec Darlan ⁴ et Badoglio tracent en termes précis la politique contre-révolutionnaire et les buts impérialistes du capitalisme anglo-américain ⁵.

Les rapports avec Darlan, le bourreau de Vichy et collaborateur d'Hitler, ont servi à maintenir les rapports avec l'Empire français et assurer la collaboration des capitalistes français, des gouverneurs de colonies et de la caste militaire. L'ancien système d'oppression coloniale et de surexploitation demeure inchangé sous de Gaulle comme sous Darlan et Giraud. Ni les indigènes d'Afrique, ni les ouvriers français des colonies n'ont acquis la démocratie grâce à l'occupation américaine.

En Sicile, l'AMGOT ⁶ a maintenu à leurs postes tous les anciens fonctionnaires et policiers fascistes, sauf les plus connus et les plus haïs. Toute activité politique est interdite. La presse est contrôlée. *« L'étiquette "fasciste" été enlevée, câble le reporter du New York Times, mais les mêmes hommes continuent à remplir les mêmes fonctions ».*

1. **Philippe Pétain** (1856-1951), vainqueur de Verdun et vrai « patron » de l'armée française, était déjà considéré comme le dictateur idéal par certaines formations de droite. Il prit le pouvoir en 1940 grâce à la défaite.

2. **Otto de Habsbourg** (né en 1912), fils de l'Empereur Charles Ier, prétendant au trône austro-hongrois, était installé aux Etats-Unis et cherchait une place dans le jeu diplomatique des Alliés.

3. Le roi de Grèce et celui de Yougoslavie jouèrent un rôle particulièrement important, car ils étaient un symbole, haï des masses populaires qui combattaient l'occupant et ses agents.

4. **François Darlan** (1881-1942), amiral de la flotte, considéré comme de gauche, fut le chef du gouvernement et le successeur désigné de Pétain. Il négocia avec les Américains son ralliement au nom de Vichy en 1943 et fut assassiné par un jeune royaliste.

5. Cette phrase fut particulièrement critiquée par la minorité qui, tout en admettant que cette politique était la préférée des chefs alliés, ne croyait pas qu'ils n'avaient aucune solution de rechange.

6. Nom de l'administration des territoires occupés mise en place par l'armée américaine.

La politique alliée en Italie

Le couronnement de cette politique a été l'accord avec le Maréchal Badoglio et le roi Victor-Emmanuel, qui ont soutenu le fascisme pendant plus de vingt ans et dont les seuls appuis aujourd'hui sont les industriels, les banquiers et les grands propriétaires terriens. Roosevelt et Churchill utilisent leurs armées et leurs ressources pour soutenir cette dictature monarcho-fasciste détestée des masses italiennes. Ils ne veulent pas que le peuple italien ait un gouvernement de son libre choix, de peur qu'un tel régime ne fasse quelques incursions dans la propriété et le pouvoir capitalistes.

La politique menée par les Alliés en Afrique du Nord, en Sicile et en Italie démontre que leur soutien des forces ultra-réactionnaires n'est due ni à des déviations accidentelles, ni à des nécessités militaires, mais découle d'un plan calculé dicté par les intérêts et les besoins des capitalistes anglo-américains. Elle permet de prévoir ce que sera le programme des Anglo-Américains pour l'Europe. Ils visent à imposer de nouvelles formes de servitude aux peuples européens. Ils se proposent d'écraser toutes les manifestations d'indépendance révolutionnaire des ouvriers européens et d'établir des dictatures militaro-monarcho-cléricales sous la tutelle et l'hégémonie du Grand Capital anglo-américain. Ils ont conclu une alliance avec l'état-major général de la réaction et de l'obscurantisme, le Vatican, pour réaliser leurs plans contre-révolutionnaires.

Les Alliés évitent d'encourager les mouvements populaires démocratiques de libération parce qu'ils ont peur qu'ils libèrent la puissance de la classe ouvrière et la fassent couler vers les canaux de la révolution socialiste. Roosevelt et Churchill comprennent qu'il n'est pas possible aujourd'hui d'établir des gouvernements démocratiques capitalistes stables en Europe. Si elle a le champ libre, si elle jouit des droits démocratiques, la classe ouvrière n'aura pas besoin de beaucoup de temps pour organiser ses partis révolutionnaires et pour renverser ses oppresseurs capitalistes. Le choix, du point de vue Roosevelt-Churchill, est un gouvernement de type Franco ou bien le spectre de la révolution socialiste ¹.

La plus grande contribution que les révolutionnaires américains puissent faire au combat pour le socialisme en Europe est de dénoncer ces visées contre-

1. C'est la phrase clé de la résolution majoritaire

révolutionnaires, de lutter contre elles sans répit, de soulever les travailleurs américains contre le programme réactionnaire du Grand Capital, et d'éveiller les sentiments de solidarité avec leurs frères de classe durement opprimés en Europe et dans le reste du monde.

La signification des victoires soviétiques

La prodigieuse vitalité de la Révolution d'Octobre est démontrée avec éclat par les victoires de l'Armée rouge sur l'impérialisme nazi. Tandis que la France et l'Italie, parmi les vainqueurs de la dernière guerre, se sont écroulées devant les armées qui les envahissaient, l'Union soviétique est restée debout malgré des défaites et des pertes sans précédent et elle a repoussé l'assaut de la puissante machine de guerre nazie. La supériorité de la force de résistance de l'URSS dérive essentiellement du fait que la révolution prolétarienne, écrasée en France et en Italie, a triomphé en Union soviétique.

La volonté inébranlable de lutte et le moral élevé des armées et des peuples soviétiques réfutent les assertions de ces déserteurs qui, s'abritant derrière les crimes de la bureaucratie stalinienne, ont abandonné l'Union soviétique à l'heure du danger mortel. Ils l'ont considérée comme perdue au moment même où, malgré la démoniaque bureaucratie stalinienne, l'Etat né de la Révolution d'Octobre était sur le point de déployer des forces décisives, sans précédent, dans l'épreuve suprême sur le champ de bataille.

En vertu de ses bases sociales établies par la révolution d'Octobre, l'URSS est restée un Etat ouvrier, en opposition fondamentale avec le monde impérialiste. Les réactions des Alliés devant les succès soviétiques et leurs répercussions parmi les dirigeants capitalistes des pays voisins démontrent une fois de plus que les impérialistes le reconnaissent. La perspective de nouvelles avances de l'Armée rouge a terrifié plus qu'encouragé les alliés « *démocrates* » de Staline.

Le traité récemment conclu à Moscou, reposant sur l'accord pour combattre conjointement la révolution européenne, n'a pas éliminé et ne pouvait pas éliminer l'antagonisme fondamental entre les systèmes économiques de l'Union soviétique et du monde capitaliste. L'alliance de Staline avec Roosevelt et Churchill, intrinsèquement contre-révolutionnaire, comme l'a été son pacte avec Hitler, ne se révélera pas plus durable. Ni l'asservissement de Staline à

l'impérialisme, ni ses objectifs contre-révolutionnaires en Europe ne sauraient abolir cet antagonisme fondamental. A une date ultérieure, les antagonismes sous-jacents exploseront en plein jour et, à moins d'une intervention de la révolution européenne ou de concessions de Staline aux impérialistes changeant le caractère fondamental de l'économie soviétique, ils aboutiront à des conflits armés entre l'URSS et l'impérialisme anglo-américain. En s'unissant aux impérialistes anglo-américains contre la révolution européenne, Staline porte un coup mortel à l'Union soviétique elle-même.

La politique fausse de Staline

Le caractère « *énigmatique* » de la politique de Staline qui rend perplexes tant de commentateurs bourgeois s'explique par la position contradictoire de la bureaucratie soviétique qui conduit sa politique réactionnaire nationaliste sur les bases sociales d'un Etat ouvrier dégénéré encerclé par l'impérialisme. La vision nationaliste de Staline le pousse à marchander avec les impérialistes des concessions territoriales et stratégiques à la périphérie de l'URSS en échange de la trahison par lui du prolétariat international. Les inévitables conséquences d'une telle politique de trahison ont déjà été démontrées par les manœuvres de Staline avec Hitler. A peine l'allié de Staline, Hitler, avait-il conquis l'Europe occidentale qu'il se jeta de toute sa puissance contre l'Union soviétique.

Les Alliés anglo-américains de Staline ne peuvent agir autrement. Une fois établis dans une position dominante sur le continent européen, ils devraient nécessairement chercher, comme Hitler, à encercler et étrangler l'URSS afin d'écraser et de démembrer l'Union soviétique, de restaurer la propriété privée et d'ouvrir un vaste domaine à l'exploitation capitaliste.

Staline a pleinement conscience des dangers implicites pour l'URSS de la conquête et de la consolidation de l'Europe par les impérialistes anglo-américains, sur le cadavre prostré de l'Allemagne. Sa politique extérieure ne peut apparaître comme temporairement efficace que tant que l'Europe est divisée entre des camps impérialistes en conflit qui peuvent se neutraliser l'un l'autre et lui permettent de manœuvrer entre eux. Une victoire décisive de l'un sur l'autre ne pourrait qu'être suivie de la guerre contre l'URSS.

L'Union soviétique ne pourrait échapper aux desseins impérialistes du camp de la guerre anglo-américain et s'assurer contre une attaque qu'en

stimulant et en encourageant les soulèvements révolutionnaires des peuples européens. Mais la caste dirigeante de Moscou n'osera pas plus poursuivre cette ligne contre ses actuels alliés qu'elle ne l'a fait contre Hitler. Une révolution prolétarienne victorieuse dans un grand pays européen raviverait et ranimerait la confiance des masses soviétiques en leurs propres forces, régénérerait la révolution d'Octobre et liquiderait la clique détestée du Kremlin.

La politique de Staline, profondément faillie, consiste à chercher une voie moyenne entre ces deux cours fondamentaux :

1) D'un côté il lance les comités de l'Allemagne libre et de la Pologne libre, soutient les partisans yougoslaves et d'autres groupements semblables comme contrepoids à l'influence anglo-américaine et jongle avec le programme désespérément réactionnaire qui consiste à reconstituer des régimes pseudo-démocratiques sur une base capitaliste avec une orientation « amicale » à l'égard de l'URSS.

2) De l'autre côté, il conclut des accords avec les impérialistes anglo-américains pour coopérer avec eux à l'asservissement de l'Europe.

Mais les tentatives de Staline pour trouver une solution moyenne sont vouées à l'échec. Ou la révolution socialiste triomphera d'un bout à l'autre de l'Europe ou bien le continent deviendra la victime et le vassal de l'impérialisme anglo-américain. Ou l'Union soviétique se sauvera en alliance avec le prolétariat européen victorieux ou elle sera éventuellement conquise et détruite par les impérialistes. Il n'existe pas d'alternative. La bureaucratie stalinienne est condamnée dans les deux cas. Ce n'est pas une « nouvelle » classe comme l'appellent renégats et philistins, mais une caste parasitaire de nature transitoire. Il n'y a pas plus de solution aux contradictions du stalinisme qu'il n'y en a à celles de l'impérialisme.

Staline, exploitant le prestige rehaussé de l'Union soviétique qui résulte des victoires de l'Armée rouge, cherche à contrôler les mouvements populaires en Europe pour s'en servir dans ses marchandages avec les impérialistes et les trahir ensuite dès que les conditions nationalistes l'exigeraient.

La bureaucratie stalinienne est capable de toutes les trahisons envers le socialisme et le prolétariat international. L'expérience passée en Espagne en particulier ne laisse aucun doute : confrontés à des soulèvements de masse sur le continent européen, les staliniens seront prêts à tendre la main aux impérialistes

et à jouer les bourreaux. Mais c'est une chose que de se lancer dans une telle entreprise et c'en est une autre que de la mener à bien. Il y a une grande différence entre les conditions de la révolution espagnole et celles de la révolution européenne qui vient. Une révolution, avant la guerre, dans un coin de l'Europe, pouvait être isolée, étranglée et vendue en fonction des manœuvres diplomatiques du Kremlin. Une révolution, dans un pays donné, née de cette guerre, s'étendra rapidement au-delà des frontières nationales et prendra des dimensions continentales. Aucune bureaucratie, même pas la bureaucratie stalinienne, ne peut enchaîner une telle révolution, et aucune puissance impérialiste, y compris les Américains, ne peut la tenir en échec.

Ceux qui tirent des conclusions défaitistes sur les perspectives de la victoire prolétarienne en Europe ignorent surtout l'action révolutionnaire indépendante des masses et leur assignent un rôle purement passif, comme si la bureaucratie stalinienne et les impérialistes anglo-américains étaient deux bandes de bouchers dépeçant un animal égorgé. Le devoir des combattants révolutionnaires est de soulever les masses pour l'action indépendante sous leur propre drapeau et non pas de spéculer, en observateurs passifs, sur les desseins de Staline et des impérialistes, et encore moins de considérer leur succès comme acquis.

La puissance décisive en Europe, c'est le prolétariat révolutionnaire. C'est sur cette force fondamentale que nous, trotskystes, plaçons tous nos espoirs et basons notre politique à travers tous les détours et virevoltes de la diplomatie stalinienne et impérialiste.

La fin de la Comintern

La dissolution par Staline de l'Internationale communiste met fin officiellement à la carrière d'une organisation internationale qui fut jadis, sous Lénine et Trotsky, l'avant-garde du prolétariat mondial et l'espoir de tous les opprimés. L'histoire de la Comintern depuis 1924 est une série d'échecs et de capitulations. Les trahisons de la bureaucratie stalinienne ont infligé les défaites les plus désastreuses à la classe ouvrière mondiale.

Les étapes successives dans le processus de sa dégénérescence après la mort de Lénine comprennent : la proclamation, pour la première fois, de la théorie du « socialisme dans un seul pays », la bureaucratisation de la Comintern et de tous ses partis, l'exclusion de l'opposition bolchevik-léniniste, d'abord

dans le parti russe puis dans l'Internationale, la capitulation sans combat du Parti communiste allemand avec ses 600 000 membres et ses 6 millions d'électeurs devant le fascisme d'Hitler en 1933, la trahison systématique des intérêts du prolétariat mondial au profit de la politique diplomatique du Kremlin, le meurtre des vieux-bolcheviks, l'assassinat de Trotsky, la trahison du prolétariat pendant la Deuxième Guerre mondiale, où il fut livré d'abord à Hitler, puis à Roosevelt et Churchill.

La cynique répudiation par Staline de l'internationalisme et de l'organisation prolétarienne internationale rend le plus grand service idéologique au capitalisme qui cherche à maintenir la division ouvrière sur des lignes nationales, à les duper et les asservir par des illusions et des préjugés nationalistes. La renonciation à l'internationalisme, c'est la renonciation aux principes fondamentaux du socialisme scientifique. Depuis que le *Manifeste communiste* de 1848 a proclamé « *Proletaires de tous les Pays, unissez-vous !* », le mouvement marxiste a enseigné que l'émancipation des ouvriers ne pouvait être réalisée que par leur action commune sur une échelle internationale. La Ière, la IIe et la IIIe Internationales ont toutes trois été organisées à l'origine pour consolider l'union de classe des travailleurs sur le plan mondial, pour la lutte contre le système capitaliste et l'avènement du socialisme.

La IIIe Internationale est née des expériences de la guerre mondiale de 1914-1918. Dès le premier jour de sa création, elle enseigna la nécessité de la solidarité internationale et combattit toutes les variétés de particularisme national. Maintenant, un quart de siècle plus tard, quand la faillite du capitalisme et de son système d'Etats nationaux sont parvenus à la phase finale de leur développement, Staline et son gang de traîtres affirment aux ouvriers qu'il n'y a nul besoin de coopération ni d'organisation internationale.

L'enterrement formel de la Comintern, dix ans après qu'elle ait cessé d'exister en tant que force révolutionnaire, ne signifie pas que les staliniens vont cesser d'intervenir dans le mouvement ouvrier mondial. Ils conservent encore leurs organisations, leur appareil du GPU et leurs ramifications et restent comme avant les agents cyniques de la politique étrangère du Kremlin. Les événements d'Italie ont démontré que les staliniens peuvent pervertir la lutte des ouvriers en démoralisant et trahissant la classe ouvrière. La lutte contre la politique fausse

des serviteurs dégénérés du Kremlin reste une des tâches les plus importantes de l'avant-garde révolutionnaire en Europe et dans le reste du monde.

Le triomphe *qui vient*¹ de la IVe Internationale

La IIIe Internationale qui a été enterrée par Staline dans la honte et la disgrâce, nous a laissé néanmoins pour l'avenir les plus grands trésors. Ses fondateurs, Lénine et Trotsky, nous appartiennent. Leurs enseignements, leur exemple, leurs traditions sont à nous. L'histoire de la longue lutte à l'intérieur de Trotsky, de ses camarades et de ses disciples depuis 1923 constitue la littérature de base avec laquelle la nouvelle génération qui est destinée à diriger la révolution sera formée et éduquée. La quatre premiers congrès de l'Internationale communiste ont produit des documents qui forment le programme fondamental de la IVe Internationale.

C'est de la IIIe Internationale, longtemps avant qu'elle fut morte et enterrée, que sont sortis les cadres fondateurs de la IVe Internationale. La IVe Internationale est la contribution maîtresse de Trotsky à la lutte libératrice de la classe ouvrière mondiale. La IVe Internationale repose sur la base de granit du marxisme non falsifié. Trotsky a incorporé dans son programme toutes les leçons de l'époque d'après Lénine et muni l'avant-garde révolutionnaire des armes idéologiques indispensables dans la lutte qui vient pour le pouvoir. La IVe Internationale est la seule à continuer les traditions progressistes des deux premières Internationales et celle de la Comintern dans ses premières années. L'épreuve de la guerre a détruit tous les autres groupements internationaux. Rien ni personne ne peut dissoudre cette Internationale, héritière de l'Internationale communiste de Lénine et de Trotsky. Aujourd'hui les partis de la IVe Internationale sont petits, mais il en existe dans tous les pays importants. Ils sont liés les uns aux autres par des principes et un but commun. Leurs idées sont justes, leur programme incarne une nécessité historique, leur victoire est assurée.

Sous le drapeau de la IVe Internationale, Parti mondial de la Révolution Socialiste, les ouvriers et les peuples coloniaux se libéreront du capitalisme, du fascisme et de la guerre et créeront la société socialiste de la paix, de la liberté et de l'abondance pour l'humanité entière.

1. « qui vient » est ajouté dans l'édition française.

Marc Loris (Jean van Heijenoort)

Problèmes de la révolution italienne ¹

(9 juillet 1944)

Le fascisme italien, après avoir été le héraut de la réaction, et un modèle largement invité, s'est avéré l'un des chaînons les plus faibles de la chaîne capitaliste. Il s'est effondré, il y a un an, et sa chute est pour la réaction un avertissement comme son apparition en avait été un pour la révolution. Elle révèle leur avenir à Hitler et à tous ses satellites en Europe.

Quand le régime de Mussolini tomba comme une pomme pourrie, l'Italie entra dans une période d'instabilité révolutionnaire. La révolution italienne en est encore à ses tout premiers pas mais elle grandira, luttera, s'éduquera et vaincra. Personne n'a plus aucune illusion quant à la stabilité du régime actuel. Demain, cette instabilité sera celle de toute l'Europe. Après la chute des dictatures, le vide politique sera temporairement rempli par des régimes d'expédients, incapables non seulement de résoudre aucun des problèmes fondamentaux des peuples européens, mais simplement de les regarder en face. Les masses travailleuses rassembleront leurs forces et entreront en action. Le rythme du développement révolutionnaire dépendra de plusieurs facteurs qu'on ne peut analyser ici.

Aussi les problèmes de la situation actuelle en Italie doivent-ils être étudiés avec soin ; d'abord en raison de l'extrême importance qu'ils ont en eux-mêmes ;

1. Cet article ne fut pas publié dans la presse du SWP, mais seulement six mois plus tard dans le numéro spécial de *Quatrième Internationale* sur « La crise révolutionnaire en Europe », pp. 19-22. Van Heijenoort l'avait à plusieurs reprises modifié afin de le rendre « acceptable » et de ne faire passer que ce qui lui paraissait essentiel.

ensuite parce que la révolution italienne n'est que le commencement et, en un sens, la répétition générale de la révolution européenne qui vient.

La République

Le problème central de la vie politique italienne a été jusqu'à présent l'existence de la monarchie. Les discussions sur cette question ont pleinement mises en lumière la servilité, la corruption et l'ignominie de tous les partis officiels italiens, staliniens compris. Le roi a été le complice de Mussolini pendant vingt ans ¹. Avant de quitter les Etats-Unis pour l'Italie, le soi-disant libéral comte Sforza ² écrivait :

« Il se peut qu'une partie des Italiens soit encore pour la monarchie, mais, après tant d'actes honteux et de trahisons, il n'en est ainsi que pour des raisons d'opportunité ».

En tout cas, il est vite devenu évident que les « *raisons d'opportunité* » étaient assez puissantes pour être respectées, même par le comte Sforza. Nous avons alors été témoins de la farce politique la plus répugnante, dont les acteurs étaient quelques épaves du libéralisme, comme Croce ³, Sforza lui-même, les staliniens et divers partis démocrates et social-démocrates. En coulisses, le roi et son fils, les hautes couches réactionnaires de la société italienne, Churchill ⁴ et la diplomatie alliée, se réjouissaient d'un spectacle aussi extraordinaire. Croce, le philosophe du compromis, expliqua qu'il était contre le roi en tant qu'individu mais pas contre l'institution monarchique. Ce fut toujours le rêve des libéraux réactionnaires de conserver la monarchie et de n'avoir que de bons rois. L'agent stalinien Palmiro Togliatti (Ercoli) a déclaré en arrivant de Moscou qu'il était « *contre le roi en tant qu'institution, non en tant qu'individu* »⁵. Il avait

1. Le roi **Victor Emmanuel III** (1869-1947), chef de la Maison de Savoie, avait appelé Mussolini, le chef du parti fasciste, au pouvoir en 1922, et l'avait soutenu jusqu'au bout.

2. Le comte **Carlo Sforza** (1873-1952), un libéral, diplomate puis ministre des Affaires étrangères, avait émigré en 1926, s'était établi aux Etats-Unis en 1940 et venait de revenir en Italie.

3. **Benedetto Croce** (1866-1952), philosophe, avait été ministre de l'Instruction publique au lendemain de la guerre.

4. **Winston Churchill** (1873-1964), leader conservateur, ancien animateur de l'intervention contre la Révolution russe, dirigeait depuis 1940 le cabinet de guerre britannique.

5. **Palmiro Togliatti** (1893-1964), dirigeant communiste italien et membre de l'exécutif de la Comintern, avait été renvoyé de Moscou où il vivait depuis des années

probablement été impressionné par la remarquable et généreuse personnalité du roi !

Un compromis honteux a été réalisé avec la nomination au titre de lieutenant-général du royaume du prince héritier ¹. Quelques coups de revolver symboliques ont montré la vénération et l'amour du peuple italien pour cette marionnette de Churchill, du Pape et de Roosevelt ². La monarchie reste le centre de ralliement de la réaction : des ultra-réactionnaires du « *Parti Bleu* », de l'Eglise et de Churchill, si préoccupé des questions de sécurité en Méditerranée. Tout développement nouveau de la révolution italienne va soulever inévitablement la question de l'existence de ce foyer d'intrigues contre le peuple.

A tous les monarchistes, aux cadavres ambulants du libéralisme et aux stalino-royalistes, le parti révolutionnaire doit répondre par le mot d'ordre : *Proclamation immédiate de la république ! Arrestation du roi, du prince héritier et de toute la famille royale ! Confiscation immédiate de tous leurs biens au profit du peuple !*

Le parti qui, dans les semaines présentes, diffusera inlassablement ces mots d'ordre dans les masses attirera infailliblement leurs attention et les préparera à des mots d'ordre plus avancés : à un stade plus évolué, ce parti jouira de l'autorité d'avoir prévu la marche du développement et d'avoir été aux côtés des masses dans leurs luttes les plus élémentaires. Le bénéfice sera immense.

Le mot d'ordre de la république s'impose d'autant plus, en raison de la situation présente, que les partis ouvriers officiels ont rallié la monarchie.

Ce mot d'ordre n'est pas dirigé seulement contre le régime actuel et contre les Alliés, c'est aussi une arme contre les coalitionnistes ³, les partis stalinien et socialiste.

Les autres mots d'ordre démocratiques

pour reprendre en mains un PC quelque peu désorienté. Le passage à la nouvelle politique indiquée ci-dessus fut appelée « *le tournant de Salerne* », où il prononça un retentissant discours.

1. **Umberto II** (1904-1983) était le fils aîné du roi Victor-Emmanuel, lié à la politique de son père. Il survécut peu après à un attentat.

2. **Eugenio Pacelli**, pape sous le nom de **Pie XII** (1876-1958), était un anticommuniste déterminé. **Franklin D. Roosevelt** (1882-1945), président depuis 1933, avait engagé les Etats-Unis dans la guerre.

3. Le mot de « *coalitionniste* » désigne les partisans de la « *coalition* », c'est-à-dire de l'Union sacrée.

La revendication d'une *Assemblée constituante* est destinée à jouer un rôle important pendant toute une période du développement de la révolution italienne. Le parti révolutionnaire ne peut manquer d'inscrire à son programme le mot d'ordre du *suffrage universel, égal, direct et secret pour tous les hommes et les femmes à partir de 18 ans*. Il est cependant difficile à l'heure actuelle de déterminer avec précision les conditions pratiques de l'emploi de ce mot d'ordre dans l'agitation quotidienne. L'Italie est encore divisée en deux parties par un front militaire, et, tandis que ce mot d'ordre conserve toute sa valeur propagandiste, un appel aux élections immédiates peut bien être hors de question. D'autre part, le problème de l'Assemblée constituante est lié à la question de la monarchie. Il n'est pas impossible que, demain, le lieutenant-général du royaume appelle à tenir des élections, mais tronquées, avec des listes électorales réduites, pour un Parlement muselé par une Chambre haute, elle-même composée de sénateurs indirectement élus, voire nommés par la Couronne. En pareil cas, le mot d'ordre de l'heure peut très bien être de boycotter les élections.

Tandis que l'agitation immédiate pour l'Assemblée constituante peut être ajournée à cause de la division en deux du pays par le front, le parti révolutionnaire peut et doit lancer le mot d'ordre de *l'élection de tous les fonctionnaires par le peuple*. Les Alliés parlent d'une «*épuration*» des fascistes par l'administration italienne. Ils se plaignent des innombrables difficultés d'une telle opération, cherchent une définition du mot «*fasciste*», etc. Quand finalement ils arrivent à chasser une demi-douzaine de fascistes de leurs sinécures grassement payées, ils en sont aussi vaniteux que s'ils avaient répété l'exploit d'Hercule nettoyant les écuries d'Augias. Quelle hypocrisie ! Une administration plus efficace et moins coûteuse pourrait être constituée par *l'élection populaire de tous les fonctionnaires dans les villages et les villes*.

Tout programme de revendications démocratiques comprend *le droit de réunion, la liberté d'expression, la liberté de la presse, la liberté d'association*, surtout en ce qui concerne les syndicats, etc. Le parti révolutionnaire doit non seulement lutter inlassablement pour ces droits mais mobiliser le peuple autour de chaque question concrète où ces droits démocratiques sont en jeu.

Les privilèges de l'Eglise catholique soulèvent en Italie des problèmes brûlants. Le *New York Times* a publié récemment une photo de l'Italie «*libérée*» représentant une classe dans une école italienne avec un prêtre catholique en train de déverser son noir obscurantisme sur la tête des malheureux enfants. Le *Times* donnait à entendre que c'était là l'un des bienfaits apportés à

l'Italie par les « *libérateurs* » anglo-américains. C'est pourtant là un impudent mensonge. Une des premières mesures du fascisme, après sa prise du pouvoir, avait été de ramener les crucifix dans les écoles et de rendre obligatoire l'enseignement religieux à l'école primaire. L'athée Mussolini¹ connaissait aussi bien que le protestant Roosevelt la valeur de l'Eglise catholique pour le conservatisme social.

A l'hypocrite « *liberté de conscience* » des Alliés, le parti révolutionnaire doit opposer la revendication de *la séparation immédiate de l'Eglise et de l'Etat et la confiscation des biens de l'Eglise au profit du peuple*.

L'occupation allemande en Europe a créé à travers tout le continent, y compris dans les pays de l'Europe occidentale, où cette question semblait à jamais résolue, un brûlant problème national. Seuls des « *démocrates* » superficiels peuvent imaginer que ce problème va disparaître avec la défaite de l'impérialisme allemand.

Le problème national subsistera de façon permanente dans une Europe en ruines. Bien des indices montrent, même à ceux qui refusent de les voir, que les « *libérateurs* » anglo-américains se transforment vite en « *envahisseurs* ». Les mots d'ordre démocratiques les plus élémentaires sont non seulement dirigés contre la couronne et ses partisans, les épaves libérales et les staliniens néo-royalistes, mais aussi contre le despotisme paternaliste des Alliés qui ont interdit toute vue politique à l'exception de celle de la réaction. Ainsi, les trois mots d'ordre de république, d'assemblée constituante, d'élections libres ont un caractère directement antiimpérialiste. Le parti révolutionnaire doit y ajouter : *Bas les pattes devant la politique italienne ! Laissez s'exprimer le peuple italien !*

L'Italie a une forte population paysanne que le fascisme a vouée à la pauvreté et au désespoir. L'élaboration d'un programme concret de réformes politiques et économiques dans les villages est un devoir urgent du parti révolutionnaire. Les plans de réforme agraire doivent prendre en considération la structure économique de chaque province, montrer comment on peut surmonter les difficultés, ouvrir des perspectives d'avenir aux prolétaires ruraux et aux petits propriétaires italiens.

1. Rappelons qu'avant d'être le *Duce* des fascistes, **Benito Mussolini** (1883-1945) avait été un socialiste de gauche. Pendant la Première Guerre mondiale il s'était prononcé pour l'intervention aux côtés des Alliés puis avait estimé que l'Italie avait été frustrée de sa victoire par les Alliés. Chef du parti fasciste, chef du gouvernement, il resta au pouvoir de 1922 à 1943.

Cette énumération des mots d'ordre démocratiques signifie-t-elle qu'au stade actuel de la révolution, on ne doit utiliser qu'eux ? Pas le moins du monde. Nous n'établissons aucune barrière entre les mots d'ordre démocratiques, transitoires et les mots d'ordre socialistes. Tous nos mots d'ordre démocratiques et chacun d'eux en particulier sont intégrés dans notre perspective de renversement complet de la société. Nous ne nous limitons pas à ça. L'examen de ce que devrait être le programme de transition socialiste, qui devrait être celui de l'Italie aujourd'hui, dépasse l'objectif de cet article, mais il n'existe aucune contradiction entre un tel programme et les revendications démocratiques ; au contraire, il y a libre et constant passage de l'un aux autres.

C'est indubitablement le devoir du parti révolutionnaire de populariser l'idée des soviets dès maintenant (peut-être sous un nom plus approprié aux traditions révolutionnaires italiennes). L'occasion de créer des soviets pourrait même surgir dans un avenir assez rapproché. Mais les soviets ne tombent pas du ciel. Leur origine est des plus modeste ; un comité de grève, un comité d'usine, un comité de défense contre les bandes fascistes ; un comité de contrôle des prix ; un comité électoral, etc. Dans l'accomplissement de leur tâche limitée, ils se heurtent à des obstacles qui les poussent à entreprendre des actions plus étendues. Une période révolutionnaire est caractérisée précisément par le fait que la solution du plus petit problème influe sur le sort de la société tout entière.

L'opposition entre l'Assemblée constituante et les soviets est actuellement complètement artificielle. Elle ne comporte quelque réalité qu'au stade le plus élevé de la lutte — en fait, à sa conclusion. Si des soviets font leur apparition en Italie dans un avenir proche, ce sera en mobilisant les masses sur la base de mots d'ordre démocratiques. Des soviets peuvent être créés sous la forme de comités électoraux dans le but d'organiser les élections à l'Assemblée constituante, de dresser des listes électorales, etc. Même en remplissant ces humbles fonctions, ils se heurteront à la résistance de l'appareil administratif bourgeois et, petit à petit, seront forcés de prendre conscience de leur pouvoir et de leur rôle futur. S'ils naissent sous une autre forme, en tant que comités d'usine, par exemple, ce qui est possible dans toutes les villes industrielles, leur évolution sera tout à fait semblable.

La formule ne doit pas être Assemblée constituante ou soviets, mais, au moyen de la lutte pour l'Assemblée constituante et les autres revendications, de créer des soviets et de développer leur conscience politique.

Les revendications démocratiques sont le pont qui prend les masses telles qu'elles sont aujourd'hui et les conduit au programme socialiste.

Réponse à des objections possibles

Sans aucun doute, toute proposition d'employer systématiquement et résolument des mots d'ordre démocratiques imposés par l'ensemble de la situation, provoquera ici et là des réactions ultra-gauchistes. Nous pouvons imaginer que la plupart des arguments ne seront pas nouveaux, et, comme notre parti a déjà eu cent fois l'occasion de les réfuter, nous pouvons cette fois attendre tranquillement qu'on nous les propose une fois de plus. Cependant on peut examiner deux ou trois arguments car ce sera une aide pour préciser notre position ¹.

Une argumentation s'opposant à l'emploi de revendications démocratiques peut être la suivante : « *Les masses italiennes sont affamées et désespérées. Elles n'ont cure de la république, du roi ou du prince héritier, elles veulent du pain, etc.* » Cette façon de poser le problème est fortement imprégnée d'anarchisme. Une telle dissociation des tâches politiques et économiques (ou sociales) est tout à fait erronée. En vérité, nous allons maintenant vers une révolution sociale en Italie. Il n'y a pas le moindre doute là-dessus. Mais cela ne signifie pas que les problèmes politiques disparaissent de la scène. Bien au contraire, ils vont surgir, les uns après les autres, grands et petits, exigeant de façon toujours plus impérative une solution.

Même si nous admettons qu'à l'heure actuelle les ouvriers d'avant-garde s'aperçoivent clairement qu'une république ne peut rien leur apporter – à moins que ce ne soit un gouvernement ouvrier et paysan – rien ne prouve que nous en sommes déjà parvenus à ce stade ; il y a derrière cette avant-garde les ouvriers moins avancés, les travailleurs ruraux, les paysans, les petites gens des villes, sans l'aide et le dévouement desquels la révolution est impossible, qui placent pour le moment leurs espoirs d'avenir meilleur en une république, en une assemblée librement élue par eux. Tous les problèmes économiques et sociaux trouvent leur expression concentrée sur le plan politique et la principale question sur ce plan, c'est *monarchie ou république*.

Un autre argument possible contre l'emploi des mots d'ordre démocratiques peut être formulé ainsi : « *Cet emploi serait parfait si la IVe Internationale possédait aujourd'hui en Italie un grand parti capable de mettre*

1. Nous savons qu'il s'agit en réalité d'arguments qui ont été utilisés par des représentants de la majorité de la direction du Socialist Workers Party dans les discussions préparatoires à sa XIe convention.

de larges masses en mouvement. Ce n'est malheureusement pas le cas. Le problème se pose donc en termes tout à fait différents : il consiste en la création d'un parti révolutionnaire puissant, et, pour y parvenir, tout programme de revendications démocratiques est inutile ». Les prémisses de ce raisonnement sont correctes, la conclusion fausse.

Il est vrai que le parti révolutionnaire reste encore à construire en Italie et que la victoire est impossible sans la construction d'un tel parti. Mais cette tâche ne saurait être réalisée en-dehors de la lutte quotidienne des masses. Ce problème a été souvent discuté en Europe, surtout en France et en Belgique, au temps où la situation politique était déjà parvenue à un stade pré-révolutionnaire et où les organisations de la IVe Internationale étaient encore très faibles. Trotsky et le comité exécutif de la IVe Internationale se sont toujours résolument opposés aux tendances qui visaient à limiter strictement l'action de nos groupes à des programmes et à des mots d'ordre propagandistes, jusqu'au jour où nous aurions formé un grand parti surgissant, comme Minerve, de la tête de Jupiter.

Un des résultats de ces controverses fut l'adoption, en 1934, par la section française de la IVe Internationale, d'un *Programme d'action* que chaque révolutionnaire désireux de jouer un rôle dans la révolution européenne qui vient, a le devoir d'étudier de façon approfondie

Il y a enfin un argument que je voudrais réfuter ici, bien que non sans une certaine hésitation, car il est tout à fait banal : « *Comment pouvez-vous écrire quoi que ce soit de valable sur ces questions, ici, à New York, à des milliers de kilomètres de l'Italie ? Il faut laisser ces problèmes aux révolutionnaires italiens. Après tout, ce ne sont pas des questions de principe ou de stratégie, mais des détails de tactique dépendant des dispositions des masses et qui doivent être laissées à ceux qui sont en contact direct avec elles.* » En réalité tous les mots d'ordre que nous pouvons lancer pour l'étranger sont, dans une certaine mesure, des essais. Nous disposons néanmoins pour nous aider d'une grande expérience historique. Notre mouvement a étudié de près les étapes successives de nombre de révolutions, leur histoire naturelle, pour ainsi dire. Les mots d'ordre proposés dans cet article ne représentent rien de neuf et l'évidence historique en faveur de leur application à la situation présente en Italie est si grande que la charge de prouver le contraire retombe sur l'éventuel adversaire : c'est à lui de prouver pourquoi il ne faudrait pas les employer.

Parler de revendications démocratiques comme de questions relevant simplement de la tactique, indignes qu'on s'en occupe de loin, peut être dangereux. Avec la meilleure des stratégies, un parti peut aller à sa perte du fait

d'une tactique fausse. C'est aussi erroné. Il est vrai que chaque revendication démocratique n'a pas un caractère de principe, car nous pouvons changer l'une pour l'autre suivant les circonstances. Mais nous ne pouvons en dire autant de l'emploi des revendications démocratiques en général, car elles appartiennent à notre stratégie de la révolution.

Le danger de l'ultra-gauchisme ¹

La guerre a soulevé une énorme vague de réaction. Les organisations ouvrières officielles n'ont pas été les dernières à suivre et même à renforcer le courant. En paroles et en actions, les staliniens ont été au sommet de la réaction. Les restes de leur Internationale, légèrement offusqués d'un tel degré d'impudence, les suivent de leur mieux.

Dans ces conditions, on pourrait dire : « *Le principal danger est l'opportunisme ; pourquoi se préoccuper de l'ultra-gauchisme ?* » Une telle façon de poser la question est tout à fait fausse. Le danger opportuniste est énorme, en vérité, mais c'est précisément la raison pour laquelle le danger sectaire ne peut pas être ignoré, mais doit être attentivement surveillé. L'opportunisme n'élimine pas l'ultra-gauchisme, au contraire, il l'engendre. L'ultra-gauchisme n'est qu'une autre face de l'opportunisme, son ombre, une réaction infantile contre lui et, en un sens, la rançon que doit payer pour lui la classe ouvrière.

La putréfaction de la IIe Internationale pendant la dernière guerre a provoqué l'apparition de bien des tendances ultra-gauchistes. L'organisation allemande de Luxemburg et Liebknecht ² était imprégnée d'ultra-gauchisme et c'est précisément pour cette raison qu'elle s'est cassée le cou ; en France, l'opportunisme se mêlait à l'ultra-gauchisme dans des mots d'ordre grandiloquents, etc. Lénine fut obligé d'écrire un pamphlet spécial contre l'ultra-gauchisme maladie infantile.

A la fin de la présente guerre et avec la montée révolutionnaire, nous pouvons nous attendre aux mêmes tendances, probablement avec une intensité bien plus considérable. Une nouvelle génération de jeunes révolutionnaires

1. Van aborde ici la question centrale dans le débat avec le SWP dont il considérait que la direction avait des positions ultra-gauchistes. Mais il le fait de biais.

2. **Rosa Luxemburg** (1871-1919) et **Karl Liebknecht** (1871-1919), têtes de file des gauches dans la social-démocratie allemande avant-guerre, fondateurs de Spartakus pendant la guerre, fondèrent le Parti communiste allemand et furent assassinés peu après.

surgira, qui n'aura pas accumulé beaucoup d'expérience. Dans plusieurs cas, notamment en Italie, ils auront grandi dans l'illégalité, sans beaucoup d'occasions d'étudier les leçons du passé. Les crimes de l'ordre bourgeois ont été si atroces, la servilité des fonctionnaires des partis ouvriers si répugnante, que l'on peut s'attendre à bien des réactions d'impatience. De plus, l'Europe a connu quatre années de sabotage et de terrorisme qui ne peuvent pas manquer de laisser des traces d'aventurisme dans la politique de plus d'un bon parti ouvrier révolutionnaire.

Sous les coups de l'expérience, au cours des vingt ans de l'entre-deux-guerres, l'ultra-gauchisme a été obligé d'abandonner plusieurs de ses positions initiales. Mais le point auquel il resta le plus obstinément attaché fut son hostilité à l'emploi des mots d'ordre démocratiques de transition. Notre mouvement doit précisément mener là-dessus une longue lutte. Il n'est pas inutile de signaler dès maintenant qu'un des premiers documents politiques qui nous sont parvenus d'Italie, le *Manifeste* des trotskystes italiens ne contient que quelques parties confuses et erronées qui ont déjà été examinées dans notre presse. Mais un aspect nettement négatif de ce document, c'est son caractère abstrait, sa distance de la vie politique italienne et par conséquent son incapacité à mettre en avant un programme d'action lié aux besoins des masses italiennes.

Nous entrons maintenant dans une époque historique au cours de laquelle la propagande générale ne saurait suffire. Les libéraux, les réformistes et tous les admirateurs du progrès bourgeois ont toujours espéré que la Russie tsariste s'élèverait progressivement au niveau culturel et démocratique de l'Europe occidentale. Ce fut tout le contraire. Avec la désagrégation de la civilisation capitaliste, l'Europe occidentale est tombée au niveau de la Russie despotique et même plus bas encore ; les réformistes et les centristes avaient coutume de considérer le bolchevisme comme un produit de la Russie arriérée, pas assez bon pour le socialisme occidental éclairé.

Et maintenant, l'Europe tout entière est bonne pour le bolchevisme. L'histoire met tous les enseignements du bolchevisme à l'ordre du jour plus impérativement que jamais. Et l'un de ces enseignements, c'est le mépris du bolchevisme pour la simple propagande visant à éclairer quant aux vertus du socialisme, c'est sa capacité à sentir les aspirations des masses, à exploiter le côté progressiste de ces aspirations et, là-dessus, de mener une action susceptible de détacher les masses de leurs partis et de leurs chefs conservateurs. Puisse cette leçon n'être pas oubliée dans les temps présents.

Daniel Logan (Jean van Heijenoort)

La situation européenne et nos tâches ¹

(1^{er} octobre 1944)

Quand on analyse le projet de résolution on se rend compte qu'il contient deux ingrédients. D'un côté, on a des informations sur les conditions en Europe, ou plutôt en Italie, car, conformément à la méthode adoptée par les auteurs de ce projet, on n'étudie que la situation dans ce pays. Ces informations sont très précises et des fragments qu'elle contient sont souvent des réimpressions textuelles d'articles publiés dans *The Militant* et *Fourth International* il y a quelques semaines ou quelques mois. Quelques-uns de ces détails n'ont guère leur place dans une résolution pour une convention nationale mais devraient se trouver dans une thèse bien plus étendue. Par ailleurs, on trouve des répétitions de notre position socialiste qui auraient pu être écrites il y a un, deux, cinq ou dix ans.

Mais, d'une certaine façon, il entre ces deux composantes du projet de résolution, il semble que la réalité concrète de la période dans laquelle nous sommes en train d'entrer avec ses problèmes, ses nécessités, ses tâches spécifiques, ne soit pas saisie. Il y a quelques tentatives en ce sens, mais qui

1. **Internal Bulletin** VI, 8, octobre 1944, publié par le SWP avec en sous-titre « *Contribution à une critique du projet de résolution du Comité national du SWP* », pp. 1-17.

restent bien limitées et dans l'ensemble sans succès. Le projet de résolution ne semble pas centré avec précision. Ce centre est trop proche ou trop limité, car trop éloigné.

Ce défaut est étroitement relié à une série d'appréciations politiques fausses concernant les régimes qui viennent en Europe (et celui d'aujourd'hui en Italie), la nature des interludes démocratiques, etc. Ces erreurs politiques déséquilibrent une résolution qui, bien sûr, comporte nombre de points justes. La première chose à faire, c'est d'examiner ces erreurs.

L'Italie est-elle gouvernée comme sous le fascisme ?

Le point 73 du projet de résolution dit :

« Le fascisme, privé dans ses derniers jours de tout soutien de masse, ne pouvait gouverner qu'en tant que dictature militaro-policière nue. Les Alliés et leurs complices locaux gouvernent aujourd'hui l'Italie virtuellement de la même façon ».

Les auteurs du projet de résolution ont jugé prudent de mettre dans la dernière phrase le mot « *virtuellement* », qui peut fournir la base de pas mal de casuistique. Cependant, ou c'est comme le fascisme, et alors ce mot est sans intérêt — ou ce n'est pas de la même façon — et la première obligation des auteurs était de dire ce qu'est la différence. Comme ils ne l'ont pas fait, nous ne considérerons ce mot que comme un symptôme involontaire de malaise dans l'esprit des auteurs quand ils ont mis sur le papier cette affirmation étonnante.

Que veut dire le projet de résolution par « *les complices locaux des Alliés* » ? Apparemment le gouvernement Bonomi¹ et les partis qui y sont représentés. Les deux plus importants sont les partis communiste et socialiste. Ces deux partis ont — comme le projet de résolution le dit au point 16, et à juste titre — « *le soutien et l'allégeance des masses* ». Autant que je sache, le fascisme n'avait pas « *dans ses derniers jours* » « *le soutien et l'allégeance des masses* ». Ainsi apparaît-il bien clairement que l'Italie n'est pas à l'heure actuelle gouvernée de la même façon — comme le prétend le projet — que sous le fascisme « *dans ses derniers jours* ».

1. **Ivanoe Bonomi** (1873-1952), libéral italien, chef du gouvernement avant Mussolini et après Badoglio, opposant antifasciste modéré au régime, il avait été préféré à Badoglio qui avait un lourd passé fasciste.

Le projet de résolution explique à juste titre dans le point 20 qu'après l'entrée des Alliés dans Rome, « *le gouvernement Badoglio s'est tout simplement liquéfié sous l'hostilité des masses* ». Il a fallu former un nouveau gouvernement, dirigé par le libéral Bonomi. Pourquoi semblable initiative si la domination alliée est « *une dictature militaire nue* » ? De plus, selon le projet de résolution,

« Les staliniens, social-démocrates et leur alliés libéraux ont directement assumé la tâche de garder les masses italiennes dans la soumission aux envahisseurs alliés ».

Si les Alliés utilisent les dirigeants staliniens et socialistes pour maintenir leur domination, cela signifie que leur dictature n'est pas « *nue* », mais qu'elle est couverte de quelque chose et pas simplement « *militaire* », car, autant que je sache, les partis stalinien et socialiste n'ont pas obtenu « *le soutien et l'allégeance des masses* » par la force militaire nue. Le projet de résolution se trompe manifestement quand il identifie la domination actuelle en Italie avec le fascisme, fût-il dans ses derniers jours ou n'importe quand, et, ce faisant, tombe dans des contradictions insolubles.

Ces deux phrases du point 73 révèlent combien les auteurs du projet sont loin de comprendre la situation politique actuelle réelle en Italie, le mécanisme de la domination alliée, et par conséquent combien ils sont mal préparés à esquisser les tâches révolutionnaires actuelles. Supposons que le gouvernement Bonomi tombe demain et que les Alliés appellent Badoglio, si soigneusement mis en réserve par Churchill, « *pour nettoyer ce bordel* », ou même essaient de le faire eux-mêmes. Selon le projet de résolution, il n'y aura aucun changement politique, car ce sera, après comme avant, « *une dictature militaire nue* ». Combien ce projet est loin de notre tradition de caractérisation soignée et précise des régimes politiques ou de la vigilante observation de toute initiative et combien il se rapproche dangereusement de la méthode stalinienne d'identifications et de généralisations improvisées (social-fascisme ¹) !

1. Rappelons que, pendant la période de montée du nazisme au pouvoir, les staliniens rejetaient la responsabilité sur la social-démocratie en disant qu'elle se « *fascisait* ». D'où le terme de « *social-fasciste* » qu'ils substituaient à celui de « *social-démocrate* » et qui était ressenti comme une injure, un important obstacle au front unique entre socialistes et communistes face à Hitler.

« Dictature militaire nue »

Le point 73, déjà cité, déclare :

« Le fascisme, privé dans ses derniers jours de tout soutien de masse, ne pouvait gouverner qu'en tant que dictature militaro-policière nue. Les Alliés et leurs complices locaux gouvernent aujourd'hui l'Italie virtuellement de la même façon. C'est le cadre de la domination qu'ils entendent exercer dans toute l'Europe ».

Et le point 75 dit :

« Les impérialistes anglo-américains et les capitalistes locaux n'ont pas l'intention d'octroyer volontairement la moindre démocratie aux peuples d'Europe ».

Notons comment le projet de résolution pose le problème : les **intentions** des maîtres impérialistes sont prises en considération. C'est bien entendu indispensable pour examiner les plans de l'ennemi. Ce n'est cependant qu'une partie de la politique révolutionnaire. Il en est une autre qui consiste en une investigation soigneuse pour savoir **si** et **comment** ces plans peuvent être réalisés. Les suzerains impérialistes ne réalisent pas leurs intentions dans le vide. Leurs intentions se heurtent à celles d'autres classes. Le résultat de ce conflit est une situation politique concrète, dans laquelle nous devons agir.

Cependant le projet de résolution n'aborde pas cette partie de l'enquête et, par conséquent **les intentions des impérialistes sont données comme la réalité qui vient**. La discussion des perspectives politiques menace ainsi de revêtir un caractère subjectif (ce que les impérialistes veulent ou ne veulent pas), qui est étranger à la méthode marxiste.

Rien ne révèle plus clairement l'erreur du projet de résolution que le mot « *volontairement* ». Le point 76, nous l'avons vu, déclare :

« Les impérialistes anglo-américains et les capitalistes locaux n'ont pas l'intention d'octroyer volontairement la moindre démocratie aux peuples d'Europe ».

Mais la bourgeoisie a-t-elle jamais octroyé « *volontairement* » une démocratie quelconque ? Même au XIXe siècle, le suffrage universel a dû être conquis sur des barricades dans de nombreux pays d'Europe. Les classes n'ont jamais « *volontairement l'intention* » d'octroyer quoi que ce soit.

Elles agissent sous l'impact de l'action d'autres classes. Telle est du moins la manière marxiste d'analyser les initiatives politiques. Et le projet de résolution présente ce fait — que les impérialistes ne veulent pas volontairement octroyer

la moindre démocratie — comme une profonde révélation sur le caractère de l'époque d'après-guerre. Avec l'examen de la situation politique européenne aussi faussement aiguillée sur l'aspect des intentions, nous sommes obligés, pour passer à la critique, d'adopter provisoirement l'hypothèse que le projet de résolution fait implicitement, à savoir que les intentions impérialistes vont coïncider avec la réalité, et nous devons examiner la question : est-ce que la domination des Alliés et de leurs complices locaux sur l'Europe est une « *dictature-militaro-policière nue* », semblable au fascisme « *dans ses derniers jours* » ?

A cette question, nous devons répondre « *Non* » pour nombre de pays européens, nous devons même répondre « *Non* », nous l'avons vu, pour l'Italie aujourd'hui. Bien entendu, il n'y a dans ce pays aucun soutien enthousiaste des Alliés — il s'en faut. Mais jusqu'à présent et encore pour un temps, les masses donnent « *soutien et allégeance* » aux partis socialiste et communiste lesquels, à leur tour, ne sont que de simples rouages dans le mécanisme de la domination anglo-saxonne, ce qui veut dire que cette domination n'est pas une « *dictature militaire nue* ».

Que sera la situation dans les autres pays ? Nous avons eu au cours des toutes dernières semaines l'expérience de la France et de la Belgique. Des milliers de Parisiens ont crié « *Thank you* » aux troupes américaines. Ce sont des foules de petits-bourgeois ? Probablement, quoiqu'il devait y avoir parmi eux de nombreux jeunes ouvriers. Mais il n'y a aucun doute que les ouvriers parisiens sont très heureux d'être débarrassés de la tutelle allemande. Ainsi les Alliés ont-ils accumulé un capital d'illusions qu'ils peuvent très vite gaspiller par leur politique réactionnaire, mais qui existent cependant pour une certaine période, et, quand il s'agit d'une domination tolérée du fait de certaines illusions, il ne s'agit pas d'une dictature militaire nue.

Si la domination des Alliés sur l'Europe devait durer, elle dégénérerait inévitablement en une « *dictature militaire nue* ». Mais il faut considérer ce problème de façon dynamique. **Aujourd'hui**, au point de départ, les Alliés ont dans beaucoup de pays un certain capital d'illusions démocratiques et patriotiques pour couvrir cette domination. Ce capital va-t-il être dépensé graduellement ? Les illusions vont-elles disparaître ? Bien entendu. Mais il y

aura un certain processus — précisément celui de la maturation révolutionnaire des masses —, et notre tactique doit être adaptée aux étapes différentes de ce processus. Pour le projet de résolution, il n'existe que la fin, aucun début et par conséquent pas de processus, pas non plus de questions difficiles sur la tactique.

A quelles initiatives politiques avons-nous assisté pendant ces derniers mois dans des pays qui sont dans la sphère militaire des Alliés ? J'en vois trois importantes : le passage de Darlan-Giraud à de Gaulle, de Badoglio à Bonomi, de Mihajlovic à Tito ¹. Toutes ces initiatives allaient de la droite vers la gauche. Elles résultent, de façon très limitée et déformée, de la pression des masses. Pouvons-nous attendre d'autres changements du même genre à l'avenir ? Je crois que oui, et qu'ils iront plus loin à gauche. Bien entendu il y aura des mélanges tout à fait hétéroclites avec des « *dictatures militaires nues* ». **Mais c'est précisément là où se produiront de tels changements que des perspectives s'ouvriront pour la révolution prolétarienne.** Les cas où l'on sautera d'une « *dictature militaire nue* » des Alliés à la dictature du prolétariat seront des exceptions, non la règle.

Le projet de résolution parle de régimes démocratiques bourgeois en Europe comme d'un bref épisode dans le déroulement de la lutte révolutionnaire (point 77). C'est incontestablement vrai, si on appelle « *brefs* » des interludes qui pourront durer de plusieurs mois à plusieurs années. Mais, de ce fait indiscutable, le projet de résolution tire une conclusion fautive, à savoir que de tels régimes ne méritent guère l'attention. De fait, ils n'ont mérité que six lignes du projet de résolution ? Ici cependant, l'élément du temps n'épuise pas le problème. De la révolution de février en Russie à celle d'Octobre, il s'est écoulé à peine huit mois. Dans le passage de la société tsariste à l'Etat ouvrier, cette période est en réalité « *un bref épisode* ». Mais ces huit mois ont été plus chargés en tournants politiques aigus, en initiatives tactiques du parti de Lénine que huit

1. **Draja Mihajlovic** (1893-1946), officier serbe, monarchiste, lié à la famille royale, organisateur, à partir d'unités de l'armée serbe, des *Tchetniks*, guerillas serbes qui combattirent les Partisans à direction communiste. **Josip Broz dit Tito** (1892-1980), ouvrier croate, prisonnier de guerre gagné au bolchevisme en URSS, membre de l'appareil de la Comintern et chef du PC yougoslave en 1937. Il était l'organisateur des Partisans. Les Alliés, URSS y compris, soutinrent initialement Mihajlovic, puis se rallièrent à la plus grande efficacité de Tito et abandonnèrent le chef des *Tchetniks* qui fut finalement fusillé en 1946.

ans d'illégalité sous le despotisme tsariste. C'est pourquoi nous étudions aujourd'hui aussi attentivement ces huit mois. Un épisode démocratique bourgeois, si « *bref* » soit-il, est une période d'immense responsabilité politique dont nous avons eu de grandes expériences historiques. Nous allons entrer dans semblables « *épisodes* » dans nombre d'Etats européens. A quel rythme ? Nous ne le savons pas, mais c'est précisément pendant de tels épisodes que la révolution prolétarienne a les plus grandes chances de se préparer au succès. C'est précisément pendant de tels épisodes qu'apparaissent les problèmes tactiques les plus nombreux et les plus importants. C'est pourquoi une résolution de la convention nationale du SWP devrait leur consacrer plus de six lignes. Limiter notre attention à de tels « *épisodes* » sous le prétexte qu'ils sont « *brefs* », de caractère « *transitoire* », de simples expressions dans un « *cadre* » général, est un profond pédantisme.

Notons finalement que la théorie de la « *dictature militaire nue* » implique une révision complète du rôle joué par les partis stalinien et socialiste ou par les tendances bourgeoises démocratiques. Si la dictature militaire est « nue », aucun de ces groupes n'a de rôle à jouer. Qu'ils ne soient pas en train de se diriger vers un brillant avenir historique pour des décennies, nous pouvons en être d'accord. Cependant ils pourront jouer et ils joueront un rôle important pendant une période — précisément celle où nous sommes en train d'entrer — en tant que freins sur la locomotive de la révolution. En fait, le projet de résolution le dit à un autre point. Mais il se contredit quand, plus loin, il met en avant la théorie de la « dictature militaire nue » et montre ainsi qu'il s'appuie sur une base théorique qui est loin d'être clairement et profondément élaborée. Nous allons en voir un autre exemple.

Un type nouveau de démocratie bourgeoise

Un des points de la résolution qui plongent le plus dans la perplexité est le point 73. Essayons de le débrouiller bien que ce ne soit pas un travail facile. Le projet de résolution essaie d'établir une différence fondamentale entre les régimes démocratiques qui existaient entre les deux guerres mondiales (1918-1939) et ceux qui peuvent apparaître à l'avenir.

Les régimes démocratiques à venir en Europe seront plus anémiques, moins stables, plus prompts à devenir des dictatures, que ceux du passé — il n'y

a pas de discussion là-dessus. Mais ce n'est pas assez pour le projet de résolution. Il veut établir un sorte de distinction essentielle entre passé et avenir reposant sur « *les conditions économiques et sociales* ».

Le point 74 déclare :

« La démocratie bourgeoise, qui a fleuri dans la période de montée et d'expansion du capitalisme et la modération des conflits de classe qui fournissait une base pour la collaboration entre classes dans les pays capitalistes avancés est aujourd'hui dépassée en Europe ».

Je pense que les auteurs du projet de résolution savent que la période de montée et d'expansion du capitalisme européen s'est terminée non en 1939, mais en 1914. Et, en un sens, la démocratie bourgeoise est dépassée depuis 1914. Mais ce n'est pas ce que veut dire le projet de résolution. Quand il dit que la démocratie « *est dépassée en Europe aujourd'hui* », il ne veut pas dire « *aujourd'hui* » de façon générale, comme la période où nous sommes entrés en 1944, mais spécifiquement à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, en opposition à la période 1914-1939. Le point 76 dit :

« Les conditions économiques et politiques interdisent la restauration de la démocratie bourgeoise, même sous les formes déchirées par la crise qui existaient après la dernière guerre ».

Enoncée clairement, la théorie avancée par le projet de résolution est la suivante : la fin de la période de montée du capitalisme, qui s'est produite en 1914, interdit en 1944 la restauration des formes politiques qui existaient entre 1919 et 1939. De deux choses l'une : ou bien la cause économique a un effet immédiat, alors aucun régime démocratique n'aurait dû apparaître après 1914, c'est évidemment faux ; ou, bien que la base économique se soit effondrée, les formes politiques « *peuvent survivre* » « *se survivre à elles-mêmes* ». C'est là l'interprétation correcte. Mais alors, pourquoi cette « *survivance* » elle-même de la démocratie bourgeoise a-t-elle été arrêtée en 1914 par une condition économique qui est apparue en 1944 ?

Les auteurs du projet de résolution citent la Deuxième Guerre mondiale comme explication possible de l'impossibilité de la restauration de régimes démocratiques bourgeois même sous « *les formes déchirées par la crise* » qui existaient entre 1914 et 1939. Ce serait cependant une théorie tout à fait différente de celle qui est offerte par le projet de résolution, car ce projet tente de

fonder cette impossibilité sur une condition économique, la fin de la montée du capitalisme en 1914. Mais attendons de voir comment les auteurs du projet de résolution essaieront de sortir de la difficile situation théorique dans laquelle ils se sont fourrés et, indépendamment de quelque cause que ce soit, examinons cette prétendue impossibilité du retour de formes politiques qui ont existé entre 1918 et 1939.

Relisons le point 76 du projet de résolution :

« Les conditions économiques et politiques interdisent la restauration de la démocratie bourgeoise, même sous les formes déchirées par la crise qui ont existé après la dernière guerre. Des gouvernements bourgeois démocratiques ne peuvent apparaître en Europe que comme des régimes intérimaires destinés à enrayer la conquête du pouvoir par le prolétariat ».

Les futurs gouvernement démocratiques bourgeois possibles en Europe seront des gouvernements intérimaires et ils ne seront pas une répétition des formes qui existaient entre 1918 et 1939. Cette distinction implique que les formes démocratiques entre 1918 et 1939 n'avaient pas un caractère intérimaire. Une véritable innovation dans notre mouvement ! La perspective fausse sur l'avenir se transforme soudain en embellissement du passé.

Devons-nous vraiment informer les auteurs du projet de résolution que la plupart des régimes démocratiques en Europe entre les deux guerres mondiales **avaient** un caractère intérimaire ? C'est assez clair en Italie, Pologne, Allemagne, Espagne, etc. pour ne pas parler du régime de Kerensky ¹. Dans certains pays d'Europe occidentale, (France, Angleterre, Pays scandinaves), la démocratie bourgeoise prenait de plus en plus un caractère intérimaire dans les années précédant l'éclatement de la Deuxième Guerre mondiale. Non, vraiment, la tentative du projet de résolution de tracer une distinction entre les deux types de démocratie n'est pas très heureuse.

Peut-être les auteurs du projet de résolution veulent-ils dire que, dans le passé, les régimes démocratiques ont souvent commencé à exister après un soulèvement révolutionnaire malheureux, comme une sorte de sous-produits, tandis qu'à l'avenir ils n'apparaîtront qu'avant un assaut révolutionnaire. Cela impliquerait qu'à l'avenir **ou bien** (1) aucune tentative révolutionnaire ne sera

1. **Aleksandr Fiodorovitch Kerensky** (1881-1970), avocat, fut chef du Gouvernement provisoire en Russie de juillet à octobre 1917.

jamais battue, **ou** (2) toute défaite sera suivie d'un régime dictatorial. En fait, c'est ce qu'écrivait au point 77 le projet de résolution :

« Inévitablement ils (les régimes démocratiques bourgeois) seront remplacés par la dictature du prolétariat émergeant d'une révolution ouvrière triomphante ou par la sauvage dictature des capitalistes qui suivra la victoire de la contre-révolution ».

Ni l'une ni l'autre de ces deux propositions n'est justifiée. Prenons notre document international le plus autorisé, le Manifeste de la IV^e Internationale sur *La Guerre impérialiste et la révolution prolétarienne*. Il dit :

« La révolution ne va-t-elle pas être trahie cette fois aussi, dans la mesure où il y a deux Internationales au service de l'impérialisme alors que les éléments authentiquement révolutionnaires ne sont qu'une petite minorité ? En d'autres termes, allons-nous arriver à préparer à temps un parti capable de diriger la révolution prolétarienne ? Pour répondre correctement à cette question, il faut la poser correctement. Naturellement tel ou tel soulèvement peut être vaincu et même doit l'être du fait de l'immaturité de la direction révolutionnaire. Mais il ne s'agit pas d'un soulèvement unique. Il s'agit d'une époque révolutionnaire entière ».

Cela répond à la proposition (1) que des défaites sont possibles. Quant à la proposition (2), ce document poursuit :

« Le monde capitaliste n'a pas d'issue, à moins que l'on considère comme telle une agonie prolongée. Il faut se préparer pour de longues années, sinon des décennies de guerres, de soulèvements, de brefs intermèdes de trêve, de nouvelles guerres, de nouveaux soulèvements ».

« *De brefs intermèdes de trêve* » c'est précisément ce qu'a été la démocratie dans nombre de pays d'Europe entre les deux Guerres mondiales ; des intermèdes de trêve dans lesquels les classes qui s'affrontaient se sont préparées à de nouveaux combats. C'est ce qu'était la république de Weimar. Demain comme hier, nous pouvons attendre de tels intermèdes démocratiques après la défaite temporaire d'assauts révolutionnaires. La seule différence entre le passé et l'avenir est que, dans l'avenir, les intermèdes seront plus brefs. C'est une certaine différence quantitative, mais il n'y a pas de différence qualitative entre deux espèces de régimes de démocratie bourgeoise avant 1939 et après 1944, une différence prétendument basée sur « *les conditions économiques* » qui existent depuis... 1914. L'affirmation du projet de résolution selon lequel

« Les conditions économiques et politiques interdisent la restauration de la démocratie bourgeoise même sous les formes déchirées par la crise qui existaient après la dernière guerre »

montre qu'il ne comprend pas bien ni le passé ni l'avenir.

L'échec d'un sauvetage

La discussion peut sembler passablement compliquée et quelque peu obscure au lecteur non initié. Mais je vais donner la clé du mystère.

L'histoire a commencé il y a presque un an, dès le plénum du 15^e anniversaire (octobre 1943). Les auteurs du projet de résolution originel pour ce plénum présentèrent un projet qui excluait explicitement la possibilité que des gouvernements de démocratie bourgeoise existent jamais en Europe.

Confrontés à l'opposition à cette conception de quelques camarades, spécialement les camarades Morrow et Morrison, le plénum a dû abandonner cette position intenable, bien qu'il le fit sans la plus grande clarté et précision. Depuis, les événements ont révélé la fausseté de la théorie originelle à tout un chacun, peut-être même à ses auteurs. Ainsi les auteurs de l'actuel projet de résolution ont dû admettre la possibilité en Europe de régimes démocratiques, mais, comme ils se sentaient solidaires des malheureux auteurs de la théorie du plénum, et avaient peut-être même quelque sympathie pour eux, ils durent trouver une sorte d'excuse : « *Oui, il y aura à l'avenir des régimes démocratiques, mais, voyez-vous, ils ne seront jamais ce qu'ils avaient été dans le passé* ». C'est ainsi que vint au monde la théorie des deux sortes de démocratie bourgeoise, celle d'avant 1939 et celle d'après 1944. La création fut parfaite quand une base « *économique* » fut trouvée pour elle : « *la différence, voyez-vous, provient de la fin de la montée du capitalisme* »... qui s'est produite en 1914.

La différence entre les deux sortes de démocratie est aussi fautive théoriquement que la prétendue impossibilité de régimes démocratiques bourgeois à l'avenir, et, d'une certaine façon, elle sème plus de confusion car elle tend à étendre cette conception tant au passé qu'à l'avenir.

Nous ne serions pas surpris si le projet de résolution, avec un arsenal théorique fourni par des conceptions comme « *la dictature militaire nue* » ou les

deux sortes de démocratie bourgeoise, est incapable de centrer avec précision les tâches politiques de la période présente.

Le problème des revendications démocratiques

L'Europe bouillonne maintenant de mouvements révolutionnaires qui ont jailli sous l'impact de la tyrannie allemande. Dans toute l'Europe, les masses sont allées très à gauche : elles veulent la liberté, sont sensibles à toute espèce d'oppression. C'est un énorme danger potentiel pour la domination des Alliés et en conséquence toute la domination bourgeoise en Europe. Comment transformer ce danger potentiel en péril réel et direct ? C'est le problème central de l'heure. Dans cette transformation, les programmes de revendications démocratiques ont un rôle important à jouer. Leur rôle a été grand dans le développement de toutes les crises révolutionnaires (Russie, Allemagne, Espagne, etc.). mais avec les conditions qui prévalent en Europe aujourd'hui, elles acquièrent une importance particulière.

Des milliers, des dizaines de milliers peuvent apprendre par la propagande directe. Ils constituent l'avant-garde ; ils viennent au parti révolutionnaire sur la base de son programme socialiste. Mais des millions, des dizaines de millions — et la révolution est impossible sans la participation active de dizaines de millions — devront venir au socialisme à travers leur expérience propre. Ils ont à écarter l'un après l'autre les régimes sur lesquels ils ont eu des illusions. Ils doivent écarter les mauvais dirigeants en qui ils ont pu mettre leur confiance. La tâche du parti révolutionnaire est d'aider et de faciliter autant que possible ce processus, mais il ne peut sauter par-dessus. C'est précisément à quoi servent les revendications démocratiques ou transitoires. C'est précisément la méthode bolchevique pour gagner les masses en étant avec elles dans l'action, par opposition à l'endoctrinement propagandiste sur les avantages du socialisme dans l'esprit de la IIe Internationale.

Sous la monarchie, nous appelons à la proclamation de la République. Sous un régime bourgeois démocratique, nous appelons aux formes les plus démocratiques (une seule chambre, élections immédiates, etc.). Quand la marée révolutionnaire a monté suffisamment haut, nous appelons à l'expulsion du gouvernement des représentants des partis bourgeois. Nous appelons les dirigeants opportunistes à prendre le pouvoir s'ils ont la confiance de la majorité

des travailleurs, etc. Voilà ce que seront les problèmes vitaux de tactique en Europe dans les mois qui viennent.

Il est vrai que le projet de résolution parle de revendications démocratiques. Il consacre même à ce problème cinq lignes — pas moins. Mais il ne montre pas la connexion spécifique d'un tel programme et de la situation politique présente. Comment peut-il remplir semblable tâche, armé qu'il est de théories politiques fausses que nous avons examinées ? Ainsi les phrases sur les revendications démocratiques dans le projet conservent un caractère général, abstrait, et ne peuvent pas ne pas apparaître comme simplement **rituelles**.

Pendant des années, nous avons discuté avec des opposants sur le problème des revendications démocratiques, surtout concernant les pays dominés par le fascisme. Nous avons fait des prédictions. Ainsi, il y a plus de onze ans, Trotsky écrivit, à un moment où le fascisme n'avait pas encore installé dans toute l'Europe sa tyrannie la plus brutale (aujourd'hui 400 millions ont souffert sous elle) :

« Le régime fasciste conserve les préjugés démocratiques, les recrée, les inculque à la jeunesse et est même capable de leur donner, pour peu de temps, une très grande force ».

Que penser de cette prédiction ? La récente expérience française l'a-t-elle ou non confirmée ? Quelle est la situation présente ? Le projet de résolution ne donne aucune réponse.

La façon accidentelle et superficielle dont l'ensemble du problème des revendications démocratiques est traité est bien exemplifiée par les mots d'ordre mentionnés dans le texte. Voici les mots d'ordre démocratiques qui sont donnés :

« *Election libre de tous les fonctionnaires, liberté de la presse* » (point 53). Pourquoi ceux-là sont-ils ainsi extraits des autres ? Qu'en est-il des autres ? C'est vrai qu'il y a, à la fin de la phrase, un petit « *etc.* » dans lequel on peut fourrer n'importe quoi.

La « *libre élection de tous les fonctionnaires* » inclut celle des administrateurs des villages, villes et cités. Mais comprend-elle celle des députés ? Que dire du problème du Parlement et de la représentation démocratique ? Il y a plus de treize ans, Trotsky estima possible de lancer sous forme d'hypothèse le mot d'ordre d'Assemblée Constituante pour l'Italie lors de la chute du fascisme. En août 1943, *The Militant* reproduisit cet article de

Trotsky sans ajouter aucun commentaire quant à l'utilisation de ce mot d'ordre. Cependant nous ne sommes plus en 1931 mais en 1944. Nous avons maintenant — nous devrions avoir — sous nos yeux la réalité. Comment ce problème se présente-t-il aujourd'hui ? Le projet de résolution garde là-dessus le même silence que *The Militant*.

Une autre revendication démocratique importante aujourd'hui en Italie est celle de **République**. Apparemment les auteurs du projet de résolution ne l'ont pas rangée parmi les mots d'ordre démocratiques, parce que, bien que dans la tradition de notre mouvement, elle n'est pas aussi rituelle que la liberté de la presse, ne vient pas seul sous la plume. Ou y a-t-il une autre raison ? Ce mot d'ordre est l'un des plus indiqués par la situation actuelle, et nous allons l'examiner un moment.

La question de la République en Italie

Un des problèmes centraux de la vie politique italienne a été jusqu'à présent l'existence de la monarchie. Les discussions là-dessus ont jeté une vive lumière sur la servilité, la corruption et l'ignominie de tous les partis italiens officiels, y compris les staliniens. Le roi a été le complice de Mussolini pendant vingt ans. Avant de quitter les Etats-Unis pour l'Italie l'auto-intitulé libéral comte Sforza ¹ a écrit : « *Il se peut qu'il existe une fraction des Italiens qui soient encore pour la monarchie, mais après tant d'actions honteuses et de trahisons, ce ne pourrait être que pour des raisons de commodité* ». Cependant il est vite apparu que les « *raisons de commodité* » étaient assez puissantes pour être respectées par Sforza lui-même. Nous avons assisté alors à l'une des farces politiques les plus répugnantes dont les acteurs étaient quelques naufragés du libéralisme comme Croce ² et Sforza lui-même, les staliniens et les divers partis démocrates et social-démocrates. En coulisses, la croûte supérieure réactionnaire de la société italienne et la diplomatie alliée se réjouissaient de cet extraordinaire spectacle.

1. **Le comte Carlo Sforza** (1873-1952) diplomate, ministre des affaires étrangères, ambassadeur, sénateur, avait été un des chefs de file de l'opposition modérée au fascisme jusqu'en 1926 où il s'était exilé. Il avait gagné les EU en 1940.

2. **Benedetto Croce** (1866-1952), philosophe et politicien italien, opposant modéré au fascisme, resté en Italie pendant son régime, avait de l'autorité chez les intellectuels.

Croce, le philosophe du compromis, expliquait qu'il était « *contre le roi en tant que personne, mais pas contre l'institution monarchique* ». Les poltrons libéraux ont toujours rêvé de conserver la monarchie et de n'avoir que de « *bons rois* ». Le garçon de courses stalinien Palmiro Togliatti (Ercoli)¹, arrivé de Moscou, a déclaré qu'il était « *contre le roi en tant qu'institution mais pas en tant que personne* », car il avait sans doute été impressionné par la remarquable et généreuse personne du roi. Un compromis honteux a été conclu quand le prince héritier est devenu lieutenant-général du royaume².

La monarchie demeure le centre de ralliement de la réaction : les réactionnaires du « Parti bleu », l'Eglise et la diplomatie alliée. Tout développement nouveau de la révolution italienne soulèverait inévitablement la question de l'existence de ce foyer d'intrigues contre le peuple, la Cour.

A tous les maquignonnages entre les monarchistes, les cadavres ambulants du libéralisme et les stalino-royalistes, le parti révolutionnaire doit répondre par le cri : **Proclamation immédiate de la République !** Arrestation du roi, du prince héritier et de toute la famille royale ! Confiscation immédiate de toutes les propriétés royales au bénéfice du peuple !

Le parti qui, pendant les semaines que nous vivons, diffuserait inlassablement ces mots d'ordre dans les larges masses attirerait inéluctablement leur attention et ainsi les préparerait à entendre des mots d'ordre plus avancés. A une étape ultérieure, il jouirait de l'autorité d'avoir prévu la marche du développement et d'avoir été avec les masses dans leurs luttes les plus élémentaires. Le bénéfice en serait énorme.

Le mot d'ordre de république est d'autant plus imposé par toute la situation actuelle que les partis ouvriers officiels ont rallié la monarchie. Le mot d'ordre n'est pas dirigé seulement contre le régime actuel et les Alliés, mais il est aussi une arme aiguisée contre les coalitionnistes, les partis stalinien et socialiste.

1. **Palmiro Togliatti**, dit **Ercoli** (1893-1964), compagnon d'Antonio Gramsci à *l'Ordine nuovo*, à Moscou depuis les années 20, avait été installé par Staline à la tête du PC italien et était l'un des responsables de la Comintern. Il revint après l'armistice de 1943 et se prononça pour le soutien de la monarchie pour des raisons militaires : la nouvelle politique, « *le tournant de Salerne* » fut annoncée par un retentissant discours prononcé dans cette ville.

2. Le prince **Umberto** allait devenir le roi **Humbert II** (1904-1983) pour quelques mois en 1946 et mourut en exil.

Pour éclairer un peu ce problème, il nous faut essayer de déterminer à quel stade nous nous trouvons de la révolution italienne. Dans ce but, des parallèles historiques et des exemples sont utiles, et même indispensables ¹. A condition de les utiliser avec suffisamment de prudence et de ne pas oublier les différences, ils peuvent nous fournir de convenables points de repère.

En l'espace de vingt ans, le fascisme a peu à peu perdu son influence dans la « *masse* » de ses partisans petits-bourgeois et est devenu un pur et simple régime bonapartiste, reposant essentiellement sur l'appareil policier. Aussi la chute de Mussolini a été presque aussi anodine que le renvoi d'un autre chef bonapartiste, Primo de Rivera ², en janvier 1930. Le général Berenguer ³ lui succéda. Le premier résultat fut l'abolition de la censure, les discussions politiques éclatèrent et le problème politique qui en était le centre était l'existence de la monarchie. Un an passa pendant lequel les démocrates bourgeois prodiguèrent les discours grandiloquents, les étudiants manifestèrent, les ouvriers luttèrent contre la police. En février 1931, Berenguer démissionna : deux mois plus tard, Alfonso XIII ⁴ fut obligé de fuir et la république fut proclamée. La révolution espagnole était en marche vers de nouveaux sommets.

Si l'on se réfère au calendrier révolutionnaire espagnol, il faut bien se rendre compte que l'actuel régime du lieutenant-général correspond à l'intermède Berenguer. Les différences entre les deux situations sont importantes et évidentes. Une nouvelle guerre mondiale se déroule, à laquelle participe l'Italie, occupée par deux camps adverses. Des troupes étrangères resteront longtemps encore sur le sol italien. D'autre part, une révolution européenne générale approche, à laquelle le sort de la révolution italienne sera étroitement lié. En tout cas, à l'étape présente, le parallélisme historique démontre clairement la justesse du mot d'ordre de république.

1. On sait quelle place parallèles et exemples tenaient dans la méthode de travail de Trotsky avec qui l'auteur avait travaillé sept ans.

2. **Miguel Primo de Rivera y Orbaneja** (1870-1930), général espagnol lié au roi, prit le pouvoir par un *pronunciamiento* en 1923 et se retira en 1930.

3. Le général **Damaso Berenguer Fusté** (1873-1953) s'était distingué dans la guerre contre la révolte rifaine puis avait été nommé Chef des Hallebardiers de la Garde, avant d'être chef du gouvernement (1930-1931) et de créer les *Regulares*, unités de soldats marocains encadrés par des officiers espagnols, destinées à la répression et au maintien de l'ordre public.

4. **Alfonso XIII de Bourbon** (1886-1941), fut roi d'Espagne de sa naissance à 1931.

Pendant des mois, le problème des revendications démocratiques pour l'Italie a été complètement oublié par notre presse. Il y avait des commentaires journalistiques sur les initiatives politiques prises, comme la formation du gouvernement Bonomi, etc. Il y avait une constante réaffirmation de notre programme socialiste. Mais il n'y avait nulle indication de la façon d'appeler les masses à l'action. Un demi-tournant a eu lieu le 22 juillet quand *The Militant*¹ en vint à écrire sur une série de revendications démocratiques, bien que de la façon la plus obscure et la plus confuse. Le mot d'ordre de « *renversement de la monarchie* » fut lancé. Pourquoi sous cette forme négative et non comme la proclamation immédiate de la république ?

Depuis lors, notre presse en est venue à répéter quelques fois une « *République ouvrière et paysanne* ». Il doit être clair qu'il ne s'agit pas d'une revendication démocratique ni même transitoire. Ce n'est qu'une expression plus populaire pour la dictature du prolétariat, et, en tant que telle, elle a jusqu'à présent conservé un caractère purement propagandiste. Il n'y a pas d'objection à son utilisation, bien sûr, mais il doit être clair que cela n'élimine nullement le besoin actuel de la revendication démocratique de la proclamation de la république.

Il est bien entendu que cette discussion ne devrait pas tendre à donner au mot d'ordre de république en Italie une importance disproportionnée. C'est à l'heure actuelle un mot d'ordre d'agitation très utile dont le poids spécifique dans nos activités quotidiennes devrait cependant être laissé, à cette étape, à l'estimation des camarades directement intéressés.

Si nous avons particulièrement insisté sur lui, c'est parce que ce mot d'ordre est très important comme révélateur. Il est toujours très facile d'écrire ou d'adopter des formulations générales sur les revendications démocratiques. Il y en a eu pendant des années dans nos documents. Mais tout cela n'a guère de valeur si on reporte toujours indéfiniment des applications concrètes sur les revendications démocratiques. D'un autre côté, bien des signes indiquent qu'on pourrait bientôt entrer dans une nouvelle étape en Italie. Il peut se faire que la

1. **The Militant** était l'hebdomadaire du SWP.

question de la République soit vite réglée. Le mot d'ordre qui aurait alors une grande importance est : **Gouvernement Togliatti-Nenni** ¹.

Le danger de l'ultra-gauchisme ²

Quelques camarades soulèvent contre l'utilisation actuelle des revendications démocratiques l'argument suivant : une telle utilisation serait excellente si la IVe Internationale avait maintenant en Italie un grand parti capable de mettre en mouvement de grandes masses, mais malheureusement ce n'est pas encore le cas. C'est pourquoi le problème est bien différent.

A l'heure actuelle, il est de construire un fort parti révolutionnaire et pour cela aucun programme de revendications démocratiques n'est utile. Les prémisses de ce raisonnement sont justes, mais la conclusion fautive. Il est bien vrai que la construction d'un parti révolutionnaire en Italie est encore devant nous et que la victoire est inconcevable sans qu'on ait forgé un tel parti. Mais cette tâche ne peut pas être réalisée en-dehors de la lutte quotidienne des masses — en serre, pourrait-on dire.

Cette question a été débattue très souvent en Europe, particulièrement en France et en Belgique en 1934-36, à l'époque où la situation politique était déjà prérévolutionnaire et les organisations de la IVe Internationale encore très faibles. Trotsky et l'exécutif de la IVe Internationale se sont toujours résolument opposés aux tendances qui voulaient restreindre nos groupes à des programmes et des mots d'ordre strictement propagandistes jusqu'au jour où ils auraient réuni un grand parti et surgiraient, comme Minerve de la tête de Jupiter. On ne peut pas combattre un danger opportuniste possible dans un jeune parti par une « *petite dose* » d'ultra-gauchisme, mais seulement en traçant une politique bolchevique juste.

Je pense que la résolution devrait comporter une mise en garde brève mais nette contre l'ultra-gauchisme. La guerre a suscité une terrible vague de réaction. Les partis ouvriers officiels n'ont pas été les derniers à suivre ou même impulser cette vague. Les staliniens ont été, en paroles et en actes, à la pointe de la

1. **Pietro Nenni** (1891-1981), dirigeant socialiste après-guerre, émigré en France, lié à la politique de Front populaire et allié du PC longtemps après la guerre.

2. Van aborde ici la question centrale dans le débat avec le SWP dont il considérait que la direction avait des positions ultra-gauchistes. Mais il le fait de biais.

réaction. Les restes de la IIe Internationale, légèrement choqués par une telle impudence, suivent du mieux qu'ils peuvent.

Dans ces conditions, on pourrait dire : « *Le principal danger est l'opportunisme ; pourquoi se préoccuper de l'ultra-gauchisme ?* ». Une telle façon de poser la question est tout à fait fautive. Le danger opportuniste est énorme, en vérité, mais c'est précisément la raison pour laquelle le danger sectaire ne peut pas être ignoré, mais doit être attentivement surveillé. L'opportunisme n'élimine pas l'ultra-gauchisme, au contraire, il l'engendre. L'ultra-gauchisme n'est qu'une autre face de l'opportunisme, son ombre, une réaction infantile contre lui et, en un sens, la rançon que doit payer pour lui la classe ouvrière.

La putréfaction de la IIe Internationale pendant la dernière guerre a provoqué l'apparition de bien des tendances ultra-gauchistes. L'organisation allemande de Luxemburg et Liebknecht ¹ était imprégnée d'ultra-gauchisme et c'est précisément pour cette raison qu'elle s'est cassé le cou ; en France, l'opportunisme se mêlait à l'ultra-gauchisme dans des mots d'ordre grandiloquents, etc. Lénine fut obligé d'écrire un pamphlet spécial contre l'ultra-gauchisme, maladie infantile.

A la fin de la présente guerre et avec la montée révolutionnaire, nous pouvons nous attendre aux mêmes tendances, probablement avec une intensité bien plus considérable. Au dernier plénum, j'ai parlé du danger qui vient de l'ultra-gauchisme. Depuis lors, des événements, dans un pays au moins, sont arrivés à l'ordre du jour, pour ainsi dire, afin de démontrer la réalité de ce danger. En Angleterre les « *ruptures* » deviennent un sérieux problème. Dégoûtés de la politique de trahison des dirigeants syndicaux et du parti stalinien, les ouvriers quittent les syndicats et demandent pourquoi un syndicat ² ? Les anarchistes profitent de cet état d'esprit. Ce n'est que le premier signe de ce qui va arriver.

1. **Rosa Luxemburg** (1871-1919) et **Karl Liebknecht** (1871-1919), têtes de file des gauches dans la social-démocratie allemande avant-guerre, fondateurs de Spartakus pendant la guerre, fondèrent le Parti communiste allemand et furent assassinés peu après.

2. C'est la même année que commença le développement dans la section britannique, le Revolutionary Communist Party, d'une « *Fraction de Gauche* » qui animait des comités de base, notamment de grévistes en grèves sauvages.

Une nouvelle génération de jeunes révolutionnaires surgira, qui n'aura pas accumulé beaucoup d'expérience. Dans plusieurs cas, notamment en Italie, ils auront grandi dans l'illégalité, sans beaucoup d'occasions d'étudier les leçons du passé. Les crimes de l'ordre bourgeois ont été si atroces, la servilité des fonctionnaires des partis ouvriers si répugnante, que l'on peut s'attendre à bien des réactions d'impatience. De plus, l'Europe a connu quatre années de sabotage et de terrorisme qui ne peuvent pas manquer de laisser des traces d'aventurisme dans la politique de plus d'un bon parti ouvrier révolutionnaire.

Sous les coups de l'expérience, au cours des vingt ans de l'entre-deux-guerres, l'ultra-gauchisme a été obligé d'abandonner plusieurs de ses positions initiales. Mais le point auquel il resta le plus obstinément attaché fut son hostilité à l'emploi des mots d'ordre démocratiques de transition. Notre mouvement doit précisément mener là-dessus une longue lutte. Il n'est pas inutile de signaler dès maintenant qu'un des premiers documents politiques qui nous sont parvenus d'Italie, le *Manifeste* des trotskystes italiens, ne contient que quelques parties confuses et erronées qui ont déjà été examinées dans notre presse¹. Mais un aspect nettement négatif de ce document, c'est son caractère abstrait, sa distance de la vie politique italienne et par conséquent son incapacité à mettre en avant un programme d'action lié aux besoins des masses italiennes.

Nous entrons maintenant dans une époque historique au cours de laquelle la propagande générale ne saurait suffire. Les libéraux, les réformistes et tous les admirateurs du progrès bourgeois ont toujours espéré que la Russie tsariste s'élèverait progressivement au niveau culturel et démocratique de l'Europe occidentale. Ce fut tout le contraire, Avec la désagrégation de la civilisation capitaliste, l'Europe occidentale est tombée au niveau de la Russie despotique et même plus bas encore ; les réformistes et les centristes avaient coutume de considérer le bolchevisme comme un produit de la Russie arriérée, pas assez bon pour le socialisme occidental éclairé.

Et maintenant, l'Europe tout entière est bonne pour le bolchevisme. L'histoire met tous les enseignements du bolchevisme à l'ordre du jour plus impérativement que jamais. Et l'un de ces enseignements, c'est le mépris du

1. Notons cependant qu'en l'absence de van Heijenoort, le secrétariat inspiré par E. R. Frank (et, derrière lui, Cannon) avait refusé l'affiliation du groupe italien, et que Van, de retour, fit renverser la décision.

bolchevisme pour la simple propagande visant à éclairer quant aux vertus du socialisme, c'est sa capacité à sentir les aspirations des masses, à exploiter le côté progressiste de ces aspirations et, là-dessus, à mener une action susceptible de détacher les masses de leurs partis et de leurs chefs conservateurs. Puisse cette leçon n'être pas oubliée dans les temps présents.

Les Etats-Unis socialistes d'Europe

Le projet de résolution dit au point 32 sur le mot d'ordre des Etats-Unis socialistes d'Europe :

« Il correspond aux besoins et aux expériences des masses européennes qui sont en train d'apprendre que c'est seulement par la destruction de l'Etat national dépassé et réactionnaire et par l'unification économique et la collaboration socialiste des peuples libres d'Europe que la menace de nouvelles guerres dévastatrices peut être supprimée et la liberté et le bien-être matériels assurés. »

Quelques lignes plus haut, le projet de résolution avait indiqué que le prolétariat d'un pays européen aidera militairement les ouvriers d'un autre pays « *en ne se préoccupant pas, courageusement, des frontières dépassées et réactionnaires* ».

Ces formules ne manquent pas d'ambiguïté et peuvent recouvrir une position juste comme une position fautive. Sans connaître l'interprétation exacte qui leur est donnée par les auteurs du projet de résolution, je crois nécessaire de donner ici ma position personnelle, comme contribution à une formulation plus précise de la question dans la résolution finale.

Aucun doute que, dans la lutte militaire contre l'impérialisme et ses agents le prolétariat, courageusement, n'hésitera pas à ne pas se préoccuper des frontières nationales. Mais cela signifie-t-il que les frontières d'Etat vont disparaître du jour au lendemain ? Je ne le pense pas. Les problèmes nationaux européens ne peuvent pas être supprimés par la signature d'un décret abolissant les frontières des états. Il faudra toute une époque historique pour les résoudre.

« *Etats-Unis* » implique l'existence d'Etats différents, c'est-à-dire de frontières. Il signifie que chaque nation de la fédération a le droit de dire oui ou non, le droit d'auto-détermination, jusques et y compris le droit de sécession. Les Etats-Unis socialistes d'Europe ne peuvent reposer que sur la conviction de chaque peuple que ce n'est que par une organisation fédérative que l'Europe

peut vivre ; la violence ne peut pas accélérer l'acquisition de cette conviction, mais peut au contraire la retarder.

Après le renversement de la bourgeoisie, nous ne souhaitons pas marcher au socialisme par la violence, mais en convaincant patiemment les peuples de la supériorité de la centralisation. Exactement comme dans la question agraire, nous ne sommes pas partisans de la « *collectivisation forcée* » mais voulons démontrer au paysan, par sa propre expérience, les avantages des grandes entreprises collectives sur la petite propriété, de même dans la question nationale, nous sommes contre toute « *unification forcée* » et la seule garantie réelle, pas fictive, c'est le droit de sécession.

Le mot d'ordre des Etats-Unis socialistes d'Europe est une tentative de résoudre le conflit entre les nécessités centripètes d'une économie centralisée et les tendances centrifuges héritées des siècles passés. C'est une formule dynamique, dont le contenu ne cessera de changer. Elle commencera sans doute par la collaboration militaire, puis viendra un coordination des plans économiques et ainsi de suite jusqu'à une unification économique, sociale, politique et culturelle totale du continent. On n'y arrivera pas en un jour, ni même en quelques années et en outre cela dépendra largement de ce qui se passera dans le reste du monde.

A une certaine étape, le processus de centralisation par la fusion des divers Etats européens en un seul, qui dépérira ultérieurement ou commenceront-ils à dépérir avant d'avoir été totalement amalgamés ? Nous ne pouvons le dire maintenant, mais nous pouvons n'avoir jamais un seul Etat.

Les meilleurs exemples que nous ayons jusqu'à présent d'unification fédérative sont ceux de deux nations bourgeoises : la Suisse et les Etats-Unis d'Amérique. Dans les deux cas, la force motrice pour l'unification vint d'une menace extérieure. En Suisse, les cantons urbains et ruraux avaient des intérêts fortement divergents, mais ils étaient également menacés du danger de domination autrichienne. En Amérique, les treize colonies étaient loin de voir du même œil toutes les questions, mais elles devaient unir leurs forces pour résister à l'Angleterre. De la même façon, en Europe, la force motrice de l'unification sera la nécessité de combattre la domination du suzerain yankee et conduira à une coopération militaire, économique et politique.

A quel rythme ? Impossible de le dire. L'exemple de l'Amérique montre aussi que la construction d'un pouvoir fédéral fut un processus long, s'étendant sur plus d'un siècle et nécessitant une guerre civile de quatre ans. Les nations européennes aujourd'hui sont certainement plus séparées les unes des autres que ne l'étaient les treize colonies [américaines]. Le socialisme aura sans doute d'autres méthodes que le capitalisme pour atteindre l'unification. Il serait puéril et dangereux cependant de s'attendre à la disparition des frontières nationales et la disparition soudaine de tous les problèmes nationaux un beau matin, par la signature d'un décret.

Le capitalisme en putréfaction va léguer au prolétariat victorieux un continent ravagé par les guerres et les haines nationales. Il faudra apaiser les soupçons. Toute initiative précipitée ne peut que les raviver, ralentir et non accélérer la véritable unification socialiste. De toute façon, quel que soit le rythme, le premier grand pas sera fait, non par l'établissement d'un Etat européen unique, mais par la formation d'une fédération d'Etats qui implique des frontières, d'un nouveau type bien sûr, mais des frontières entre Etats ouvriers, néanmoins des frontières, pour un certain temps.

Conclusion

Je ne peux pas dire que j'aie abordé toutes les questions que je voulais, mais ce document est assez long et la discussion qui vient nous montrera sans aucun doute les questions qui méritent investigation et clarification.

Les erreurs théoriques du projet de résolution sur la « *dictature militaire nue* » ou les deux sortes de démocratie bourgeoise doivent être corrigées sans équivoque. Cela affermira l'axe de la résolution. L'attention doit être concentrée sur les problèmes spécifiques de la période où nous sommes en train d'entrer. La question des revendications démocratiques ne peut pas être traitée en cinq lignes, mais il faut en examiner en profondeur tous les aspects. Le mot d'ordre de proclamation immédiate de la république en Italie doit être intégré. Bien qu'une bonne partie du projet de résolution soit utilisable, il faudra en récrire une bonne partie.

Nous entrons maintenant dans une période de transition qui va aller de l'effondrement de la domination allemande sur l'Europe à la dictature du

prolétariat. **La question du caractère et de la longueur de cette période est liée directement au problème de la formation du parti révolutionnaire.**

Celui qui ne fait pas suffisamment attention à cette période, qui fait comme si nous allions la traverser automatiquement, essaie de sauter par-dessus théoriquement, ignore ses problèmes particuliers, etc. — quiconque fait cela (et je crois que les auteurs du projet de résolution le font dans une large mesure) **obscurcit les problèmes et augmente donc les difficultés dans la construction du parti.** L'aide la plus importante que les membres du SWP peuvent apporter maintenant à leurs camarades européens, est de corriger avec soin le projet de résolution et de présenter un document impeccable.

Felix Morrow

Bilan de la discussion en Europe ¹

(25 mars 1945)

Le numéro de décembre 1944 de *Fourth International* est un repère de bien mauvais augure dans l'histoire de notre parti. Il prétend informer ses lecteurs de la nature et des résultats du combat politique à la XIe Convention en novembre. En fait, pourtant, le compte rendu qu'il donne est si désespérément inexact qu'il faut revenir aux documents et rappeler au parti ce qui s'est réellement passé.

La discussion politique a commencé au plénum d'octobre 1943 du Comité national, quand le Comité politique a présenté un projet de résolution sur la situation européenne auquel la minorité objectait. Les trois thèmes principaux contestés sont énumérés ci-dessous avec indication de leur sort final.

1. La théorie des « gouvernements de type Franco » comme seule méthode devant être employée par l'impérialisme US et la bourgeoisie européenne dans le gouvernement de l'Europe.

Là-dessus la minorité disait « *que le projet de résolution se trompait en excluant la possibilité de l'utilisation de méthodes bourgeoises-démocratiques par la bourgeoisie européenne et ses maîtres impérialistes américains ; qu'ils*

1. *Internal Bulletin*, VII, n°4, mai 1945, édité par le SWP.

essaieraient selon toutes probabilités d'endiguer la révolution européenne non seulement en utilisant des dictatures militaires et fascistes, mais aussi, quand ce serait nécessaire, par celles de la démocratie bourgeoise ». Quelques phrases des amendements de la minorité étaient incluses dans le texte final de la résolution du plénum, mais il restait à côté d'elles le point de vue opposé aux principales formulations de la pensée de la majorité. En septembre 1944, le comité politique sortit son projet de résolution sur le même sujet pour la XIe Convention à venir : il reprenait de nouveau la théorie de la « *dictature militaire nue* » comme seul modèle de gouvernement de l'Europe. La minorité proposa des amendements pour gommer cette théorie. Jusqu'à la veille même de la Convention, le Comité politique resta sur son terrain. Mais alors il présenta une série d'amendements « *littéraires de clarification* » **qui ont supprimé sur cette question les formules que la minorité proposait de supprimer**. Ainsi en vint-on à un accord substantiel entre minorité et majorité.

2. Le Comité politique n'a pas dit un mot dans son projet de résolution au plénum sur la méthode des revendications démocratiques et transitoires, c'est-à-dire sur la méthode pour gagner la majorité des ouvriers et des paysans au parti révolutionnaire.

La minorité a proposé des amendements pour remédier à cette omission. Au lieu de les accepter, le Comité politique a introduit dans la résolution finale du plénum l'affirmation que le Programme de 1938 de la IVe Internationale « *fait apparaître clairement la validité et la nécessité, ainsi que les limites et le caractère subordonné des mots d'ordre démocratiques comme moyen de mobiliser les masses pour l'action révolutionnaire* ».

Cette formulation semait la confusion parce que (1) elle n'affirmait pas la méthode des mots d'ordre démocratiques et de transition — la méthode inclut les uns et les autres et ne les oppose pas les uns aux autres — comme la méthode pour gagner une majorité des masses, et (2) elle semblait minimiser le rôle des revendications démocratiques dans la période qui vient en Europe. Aussi la discussion sur cette question a-t-elle continué après le plénum. Le Comité politique, une année plus tard, a substantiellement corrigé cette position quand son projet de résolution de la convention a abandonné la caractérisation dans la résolution du plénum des « *limites et du caractère subordonné* » des mots d'ordre démocratiques et parlé à la place de « *programme courageux de*

revendications transitoires et démocratiques » et de la méthode « *pour rassembler les masses pour la lutte révolutionnaire* ». L'unique mot d'ordre démocratique concret présenté par la minorité — pour l'Italie —, à savoir la proclamation immédiate de la république démocratique, a été repoussé par la majorité, mais la résolution n'a pas pris position sur cette question. Tout ce qui est dans la résolution finale est la généralisation formellement correcte du rôle des revendications transitoires et démocratiques. En ce qui concerne la résolution, donc, il n'y reste rien de la discussion originelle sur cette question.

3. La troisième discussion importante commencée au plénum d'octobre 1943 était formulée comme suit par la minorité : « *que le projet de résolution est erroné en ce qu'il minimise le danger stalinien ; nous devons reconnaître que les victoires de l'Armée rouge ont temporairement rehaussé le prestige du stalinisme ; et nous devons donc inclure dans la résolution une mise en garde contre le réel danger du stalinisme pour la révolution européenne* ». Repoussant cette idée, la majorité a persisté à répéter dans la résolution finale du plénum ses formulations initiales : toute une partie de « *La Signification des victoires soviétiques* », qui n'y a vu que des conséquences positives, et une condamnation des « *défaitistes* » qui « *ne font que prévoir une répétition des événements d'Espagne dans les manœuvres politiques de Staline en Europe* », la majorité soulignant « *l'énorme différence des conditions entre la révolution espagnole et la révolution européenne qui vient* ». Mais un an plus tard, le Comité politique a dû battre en retraite ; son projet de résolution de septembre 1944 pour la convention a abandonné les formulations du plénum et, comme l'avait proposé initialement la minorité, met en garde contre « *le danger indiscutable que Staline soit prêt à réitérer son travail de bourreau en Espagne à l'échelle du continent* ». Ainsi cette discussion aussi était close.

C'est ainsi, brièvement, que se posaient les trois principales questions en discussion et leur conclusion finale. Le gros de cet article va être consacré à un exposé plus détaillé de ces trois questions et à la preuve documentaire de ce qu'étaient sur elles la position de la majorité et de la minorité. L'objet de cette esquisse préliminaire est d'abord de permettre au lecteur de comprendre le caractère du numéro de *Fourth International* de décembre 1944.

***Fourth International* sur le vote de la Convention**

Un article de « la rédaction de *Fourth International* » informe les lecteurs que la résolution sur l'Europe a été adoptée par 81 voix contre 5. Tels sont les termes du numéro de décembre 1944, répétés dans le numéro de janvier 1945¹.

Les procès verbaux de la convention montrent que les délégués de la minorité ont présenté et voté une motion en deux parties : (a) pour les amendements à la résolution et (2) **pour** la résolution. Avant de venir à la convention, les délégués de la minorité étaient prêts, après que fut réglé le sort des amendements de la minorité, qu'ils fussent adoptés ou repoussés, à voter pour la résolution. Ils y étaient prêts parce que le camarade Logan, l'auteur des amendements de la minorité pour la convention, avait écrit en les présentant dans le *Bulletin intérieur* en octobre :

« Il doit être clair qu'il n'y a, entre les auteurs du projet de résolution et moi, aucun désaccord fondamental sur les perspectives stratégiques pour l'Europe [...] Il est vrai que l'avenir peut montrer que les divergences présentes couvrent des divergences de plus en plus fondamentales. Mais à l'étape actuelle, mon but est de consolider et de corriger le projet de résolution, non de le recouvrir d'un nouveau projet [...] Nous n'en sommes qu'au tout début de la plus grande crise révolutionnaire de l'histoire. Nous suivrons son développement de mois en mois, de semaine en semaine. Bientôt nos camarades européens nous aideront de plus en plus dans ce travail. Nous développerons, nous affinerons, et, si nécessaire, nous corrigerons nos prévisions [...] C'est pourquoi maintenant, au début d'une telle période, je n'ai nullement l'intention d'aggraver les divergences politiques avec les auteurs du projet de résolution ».

1. De Sandstone, Cannon avait envoyé des instructions très précises : « *aucun compromis avec la furonculose intellectuelle* » ; « *nous ne pouvons accepter aucun vote pour la résolution du CN du fait qu'il "incorporerait" les amendements de Cassidy et serait ainsi acceptable* » « *vote de brèves motions adoptant le point de vue du CN et rejetant la "critique" de Cassidy et autres* ». (Lettres du 26 octobre). Mais il prévoyait aussi la publication de documents qui ne le furent pas. Or, dans une lettre du 28 novembre 1944, Cannon précisait : « *Il est essentiel de publier les résolutions dans la revue, et de publier avec elles le vote sur les amendements Logan et les critiques Cassidy repoussés, en donnant le nombre des voix. Il va sans dire que ce rapport doit être objectif et loyal...* »

Quand le camarade Logan écrivit cela, les différences d'origine sur le rôle des revendications démocratiques et transitoires et sur le danger stalinien, avaient été résolues par le changement de position de la majorité, de la résolution finale du plénum au projet de résolution pour la convention. Mais il restait encore la divergence sur la théorie de « *la dictature militaire nue* » comme « *modèle* » pour l'Europe.

A la convention pendant les amendements de dernière minute du comité politique firent disparaître des amendements des minoritaires les suppressions proposées qui écartaient cette théorie de la résolution. Ainsi les trois divergences originelles étaient-elles résolues.

Dans ces conditions, comment les délégués de la minorité auraient-ils voté contre la résolution ? Ils avaient la satisfaction de savoir que leur combat n'avait pas été vain. Leurs principaux amendements avaient été intégrés dans la résolution. Que les dirigeants de la majorité n'aient pas admis qu'ils avaient changé de position est de mauvais augure pour la santé future du parti : de telles méthodes éduquent mal et dans la confusion les membres du parti. La résolution elle-même a eu à souffrir de telles méthodes ; tout en cédant sur les questions débattues, ses auteurs y ont gardé ambiguïté et nuances de leur ancienne position. Néanmoins, lue telle qu'elle est, la résolution de la convention avait de toute évidence abandonné les positions de la résolution du plénum qui avaient été discutées. Même si les délégués de la minorité avaient souhaité accentuer les divergences politiques, il ne restait aucune base sur laquelle voter contre la résolution finale.

Ce qui est particulièrement choquant à propos du rapport de *Fourth International*, sur le vote de la minorité sur la résolution, c'est que la minorité a dû longuement batailler à la convention pour avoir le droit de voter pour cette résolution. Le Comité politique a essayé d'obtenir qu'il n'y ait vote que sur une motion approuvant la ligne de la résolution et condamnant la « *ligne* » des documents Morrow et Logan. Mais les délégués de la minorité n'ont voté que pour leur propre motion — les amendements minoritaires — et la résolution. Et ainsi, ce que les dirigeants de la majorité dans la salle n'ont pas réussi à gagner à la convention, ils l'ont affirmé comme un fait dans les pages de *Fourth International*.

Un tableau documentaire et pourtant faux de la discussion

Dans *Fourth International* de décembre ont été reproduits des documents des deux côtés : le lecteur peut croire qu'il voit les deux côtés de la discussion. Mais les documents de la majorité sont la résolution finale de la convention de novembre 1944 adoptée à l'unanimité et un discours d'E. R. Frank ¹, porte-parole du Comité national, de défense de la résolution sous sa forme de projet, cependant que le document de la minorité imprimé avec eux est ma critique de décembre 1943 du plénum d'octobre 1943.

Il est vrai que mon article de décembre 1943 est valable pour une compréhension complète de la discussion qui, comme je l'ai expliqué, a son origine à ce plénum ; c'est pourquoi (à l'origine, il n'avait été donné qu'aux membres du Comité national), j'ai insisté pour qu'il soit donné aux membres. Mais mon article n'est valable que si on le lit en conjonction avec la résolution du plénum d'octobre 1943 qu'il critique ; il appartient à cette étape de la discussion. Sans un mot d'explication cependant, le numéro de décembre 1944 de *Fourth International* oppose mon article de 1943 à la résolution finale de la convention de novembre 1944. On ne dit pas au lecteur que cette résolution qui date d'une année plus tard ne répète pas les erreurs que je dénonçais dans la résolution du plénum de 1943.

Ainsi le lecteur égaré découvre-t-il que je me plains de choses qu'il ne trouve pas dans la résolution finale de la convention. Que se passe-t-il, va-t-il se demander. On lui apporte une réponse, avec une réponse à l'article par la rédaction et le discours du camarade Frank, rapporteur pour le Comité national. Ces deux documents disent au lecteur que, derrière la position apparente de la minorité, il y a des divergences beaucoup plus graves : la minorité a « *une appréciation exagérée du rôle de la démocratie bourgeoise et de ses potentialités* », une théorie économique fautive sur laquelle elle fonde son appréciation, elle pense que l'impérialisme US a une « *puissance inépuisable* », elle est dupe du vernis démocratique de l'impérialisme, etc.

1. Bert Cochran, dit E. R. Frank (1915-1984), étudiant en sciences sociales et pianiste, vint du PC à la CLA en 1934, devint membre du CN en 1938 et fut pendant la guerre l'homme de Cannon au secrétariat de la IVe. Il rompit en 1952.

Aucune de ces absurdités n'aurait été le moins du monde plausible si le Comité politique avait publié, à côté de la résolution finale de la convention, un document de la minorité correspondant à *cette étape* de la discussion. Ce document était disponible : l'intervention à la Convention, du rapporteur de la minorité, le camarade A. Stein. Lue avec la résolution finale, l'intervention du camarade Stein aurait rendu compréhensible l'ensemble de la situation, car il traitait des amendements de dernière minute présentés par le Comité politique et montrait comment, loin d'être « *des amendements littéraires de clarification* », comme l'assurait le Comité politique, ils avaient supprimé dans le projet de résolution les principaux points restants qui étaient contestés par la minorité. Lue en conjonction avec la résolution finale, l'intervention du camarade Stein aurait rendu clair au lecteur qu'il y avait maintenant un accord substantiel et comment on y était arrivé. Mais on ne l'a pas publiée.

Peu après notre retour de prison, le camarade Goldman¹ protesta au Comité politique sur la façon dont la position de la minorité avait été présentée dans *Fourth International*. Nous avons proposé que le rapport de la minorité du camarade Stein à la Convention, qui aurait dû être publié dans le numéro de décembre, soit au moins publié maintenant. Nous avons été battus au vote.

E. R. Frank exposa leurs raisons : la majorité avait le droit de choisir celles des revendications de la minorité qui devaient être publiées quand on portait la discussion à la connaissance du public à l'extérieur. C'est une proposition profondément bureaucratique que de refuser à une minorité le droit de choisir les documents qui la représenteront. Même si cependant la proposition du camarade Frank était juste, celle ne justifie certainement pas le fait que la majorité oppose son document d'octobre-novembre 1944 à un document de la minorité de décembre 1943 et prétende à l'adresse du public que cela lui donne une image exacte de la position des deux camps à cette convention de novembre 1944. Tout membre du parti qui pense, quelle qu'ait été sa position au début de la discussion, doit condamner ce procédé.

Nous en venons maintenant à l'article de la rédaction sur la convention. En apparence, c'est un résumé du cours de la discussion depuis le plénum d'octobre 1943. Au lieu de cela, il cite « *trois faiblesses essentielles* » dans l'article de

1. **Albert Goldman** dit **Morrison** (1897-1960), ancien du PC, fut l'avocat de Trotsky et des dirigeants du SWP lors du Procès de Minneapolis. Il était du noyau de la minorité.

décembre 1943 de Morrow, et prétend que c'est cela qui était en discussion, bien que, comme nous allons le voir, aucune des trois n'était centrale dans les problèmes qui étaient réellement en discussion. Avant de pouvoir le montrer cependant, il nous faut revenir aux véritables discussions, démontrer par une documentation adéquate ce qu'elles étaient et comment elles ont été résolues.

Nos divergences de méthode

En outre, cependant, nous devons essayer d'indiquer quelque chose de plus : les très réelles différences de méthode entre la majorité et la minorité. Au nom de l'orthodoxie marxiste, les dirigeants de la majorité essaient de coller le plus possible à la lettre des documents programmatiques et sont prompts à traiter la minorité d'hérétique et de chercheuse de nouveauté. En fait le gros de ce que la minorité avait à dire fait partie de la tradition écrite du mouvement trotskyste, bien qu'il semble que les dirigeants de la majorité ignorent parfaitement ce matériel. Mais le test pour des marxistes, c'est précisément quand les écrits de nos maîtres ne nous donnent pas une réponse toute prête.

« *Nous avons un programme achevé et tout ce que nous devons faire maintenant, c'est l'appliquer* », crient les dirigeants de la majorité. Mais notre programme est-il achevé pour notre temps, plus que le programme du marxisme révolutionnaire en 1870, 1914, 1923 ? Toute situation a en elle un élément de nouveauté, certaines plus que d'autres, de sorte qu'elle n'est pas exactement comme les situations précédentes — et précisément ce processus est la base matérielle pour la croissance ininterrompue de la théorie et de la pratique du marxisme révolutionnaire.

Cela ne signifie pas que les fondamentaux de notre programme changent toujours : ils sont l'essence distillée de presque un siècle de mouvement révolutionnaire. Mais on doit savoir distinguer entre ce qui est fondamental et ce qui, dans un document programmatique, n'est réellement pas du tout programmatique mais une simple prédiction concernant les événements à venir et qui, de toute évidence, doit être testée et corrigée dans les années ultérieures. On doit d'abord regarder la réalité d'aujourd'hui, puis voir jusqu'où précisément elle correspond à nos documents programmatiques antérieurs ; c'est la méthode marxiste. Les dirigeants de la majorité font le contraire : répéter scrupuleusement et sans souci de la réalité présente des « *fondamentaux* » qui ne

sont souvent absolument pas des propositions programmatiques mais de simples prédictions antérieures. Dans les pages qui suivent, nous en verrons des exemples grotesques. Nous verrons aussi des propositions qui ont été proclamées comme l'essence même du marxisme et qui, après examen, s'avèrent totalement étrangères à la méthode marxiste. Que le lecteur étudie avec attention ce qui suit et décide ensuite qui sont les véritables héritiers des traditions marxistes : les lanceurs de citations et les chasseurs d'hérésie, ou ceux qui essaient en toute modestie de faire pour leur temps ce que nos prédécesseurs dans la tradition théorique marxiste ont fait pour le leur.

I. La théorie du « type Franco » ou de « la dictature militaire nue »

Que va-t-il se passer en Europe ? C'était la question à laquelle nous essayions de répondre en préparant le plénum d'octobre 1943. Bénéficiant de conditions bien plus favorables que nos camarades européens, nous étions en position de leur offrir nos considérations sur le développement de la situation et leurs tâches dans ce cadre.

Les Alliés sont déjà en Italie du sud. Bientôt ils seront en France. Lentement mais sûrement, ce continent est débarrassé des nazis. Quels types de gouvernements remplaceront les régimes totalitaires et semi-totalitaires quand les nazis seront chassés d'un pays après l'autre ? Dans quel type d'arène le prolétariat aura-t-il à mener sa lutte dans la période qui vient ?

Trotsky, les camarades italiens, allemands et autres ont souvent analysé la question de ce qui arriverait quand le fascisme s'effondrerait en Italie et en Allemagne. Brièvement, leur réponse a été : à moins que les partis de la IVe Internationale aient été capables de se développer en de grands partis de masse dans les conditions extraordinairement difficiles de l'oppression totalitaire, le renversement ou l'effondrement du fascisme seraient suivis d'une période de démocratie bourgeoise. C'est-à-dire que la transition du fascisme à la république soviétique serait directe ou presque, seulement si le parti révolutionnaire était déjà devenu le principal dirigeant des masses. Mais si le parti révolutionnaire était petit, alors la montée en tempête du mouvement ouvrier, dans les limites imposées par la direction des partis réformistes, n'irait pas plus loin dans la

première période que la destruction de la dictature fasciste et l'établissement d'une démocratie bourgeoise. Dans l'arène bourgeoise-démocratique, le parti révolutionnaire pourrait lutter pour la majorité des masses. La victoire amènerait une république soviétique, une défaite décisive menant finalement à l'effondrement de la démocratie bourgeoise de nouveau, pour une forme ou une autre de dictature militaire ou totalitaire, comme c'est arrivé à la république de Weimar.

La théorie ci-dessus était basée sur l'hypothèse du renversement du fascisme par les forces intérieures au pays, c'est-à-dire directement par les masses. Avant que cela arrive cependant, la guerre est venue ; et en réalité, de ce fait, le fascisme s'est effondré en Italie et le régime semi-totalitaire de Vichy s'est effondré en France dans les conditions de la défaite militaire et de l'occupation par les armées victorieuses. C'est pourquoi le mouvement ouvrier ne s'était qu'à peine mis sur pieds et venait seulement de manifester sa puissance qu'il a eu à subir l'énorme poids des armées alliées.

Quel serait l'effet de la présence des armées alliées ? Est-ce que l'effondrement du fascisme mènerait maintenant, comme cela aurait été le cas en temps de paix, à une période de démocratie bourgeoise ? (il était clair que l'autre variante, celle des partis de masse de la IVe Internationale grandis auparavant sous le fascisme, ne s'était pas réalisée). Ou les armées alliées rendraient-elles cela impossible ?

La réponse de la majorité du Comité politique était que la démocratie bourgeoise était impossible, non seulement à cause des intentions des armées alliées — avant tout les impérialistes US — mais aussi à cause de l'étape du déclin économique atteint en Europe¹. Le projet de résolution de la majorité disait :

1. Dans une lettre de Sandstone du 29 octobre 1944, Cannon assure qu'il faut « *expliquer, dans une analyse d'un phénomène social concret, ce que signifie la méthode historique marxiste : 1) les conditions historiques qui ont déterminé l'origine de la démocratie bourgeoise, 2) l'histoire de son développement et de son épanouissement, de ses crises et de son déclin, ainsi que des facteurs économiques de base qui ont déterminé ce processus à toutes ses étapes. 3) La ruine accélérée de l'économie européenne par la guerre et la totale impossibilité de la guérir sur une base nationaliste-capitaliste* ». C'est de toute évidence la conception mécaniste que dénonce la majorité.

« Aujourd’hui, les accords avec Darlan et Badoglio donnent les grandes lignes, en termes précis, de la politique contre-révolutionnaire et des buts impérialistes du capitalisme anglo-américain [...] Cette politique a eu son apogée dans l’accord conclu avec le maréchal Badoglio et le roi Victor Emmanuel [...] Roosevelt et Churchill utilisent leurs armées et leurs ressources pour soutenir cette dictature militaire-monarchiste, dont se méfient et que détestent les masses italiennes [...] La politique des dirigeants alliés en Afrique du Nord, Sicile et Italie démontre que leur soutien des forces ultra-réactionnaires n’est ni le résultat de déviations accidentelles ni celui d’*“expédients militaires”*, mais découle d’un plan calculé dicté par les intérêts et les besoins des impérialistes anglo-américains. Ils donnent d’avance une prévision du programme anglo-américain en Europe. Ces puissances capitalistes veulent imposer des formes nouvelles de servitude aux peuples européens. Elles proposent d’écraser toutes les manifestations d’indépendance révolutionnaire des ouvriers européens et d’ériger des dictatures militaro-monarcho-cléricales sous la tutelle et l’hégémonie du Grand Capital anglo-américain [...]

Les Alliés ne peuvent cautionner la moindre démocratie en Europe [...] Roosevelt et Churchill comprennent qu’il n’est pas question d’établir des gouvernements capitalistes *“démocratiques”* stables en Europe aujourd’hui. Avec la liberté d’action, avec les droits démocratiques, la classe ouvrière européenne ne demandera pas beaucoup de temps pour organiser son parti révolutionnaire et pour renverser tous ses oppresseurs capitalistes. Le choix, du point de vue Roosevelt-Churchill, c’est un gouvernement de type Franco ou le spectre de la révolution socialiste ».

Et plus loin :

« Mais Staline ne peut faire tourner en arrière la roue de l’histoire ; il est impossible d’ériger une nouvelle série de républiques de Weimar en Europe ».

Telle est l’idée de l’impossibilité de la démocratie bourgeoise en Europe énoncée par le Comité politique.

Il faudrait noter que cette théorie consiste dans les deux ingrédients suivants, très différents :

(1) La dictature militaire comme but *subjectif* des impérialistes ; un but qu’ils ne peuvent *« se permettre »* de remplacer par celui de démocratie bourgeoise, parce que, *« du fait des droits démocratiques, la classe ouvrière européenne n’aura pas besoin de trop de temps supplémentaire pour organiser son parti révolutionnaire et renverser tous les oppresseurs capitalistes »*.

(2) « *Il est impossible d'ériger en Europe une nouvelle série de républiques de Weimar* ». Il en est ainsi parce que, explique la majorité, les préconditions économiques de la démocratie bourgeoise n'existent plus en Europe.

En contradiction avec cette théorie cependant, un autre paragraphe disait :

« Tandis que les régimes intérimaires sur le modèle de la république de Weimar peuvent être érigés ici ou là comme sous-produits de mouvements révolutionnaires inachevés, ils ne doivent être, de par leur nature même, qu'éphémères ».

Commentant cette contradiction, je disais au plénum :

« Dois-je souligner, camarades que ces républiques de Weimar "éphémères" sont toujours des républiques de Weimar et qu'on ne peut assurer que les républiques de Weimar sont impossibles et affirmer aussi qu'il pourra exister des républiques de Weimar ? Ces deux propositions ne peuvent pas être toutes les deux vraies : l'une ou l'autre doit être fausse ».

La critique de la théorie par la minorité

Montrons maintenant ce qui est faux dans ces deux ingrédients séparés de la théorie sur l'impossibilité de la démocratie en Europe.

(1) **La dictature militaire comme unique objectif des Alliés.** Là-dessus, je disais dans mon rapport au plénum :

« C'est une demi-vérité quand la résolution assure : "[...] du fait de sa liberté d'action, ses droits démocratiques, la classe ouvrière européenne n'aura pas besoin de trop de temps supplémentaire pour organiser son parti révolutionnaire et renverser tous ses oppresseurs capitalistes". Et cette demi-vérité devient fausse quand la phrase qui suit immédiatement dit : "*Le choix, du point de vue Roosevelt-Churchill est un gouvernement de type Franco ou le spectre de la révolution*". Faux parce que les deux choix ne sont pas les seuls auxquels se borne la stratégie capitaliste. Roosevelt et Churchill ont malheureusement beaucoup plus de souplesse que les auteurs de la résolution ; les impérialistes, même en ce moment, gardent en laisse, pour les utiliser demain, les adversaires démocratiques de Franco.

Les auteurs de la résolution semblent oublier le caractère à double face de la démocratie bourgeoise. L'une est celle qu'ils montrent en termes plutôt élogieux quand ils disent dans leur paragraphe 31 que la république démocratique signifie pour les travailleurs qu'on leur a donné "*liberté d'action et leurs droits démocratiques*". Mais il y a l'autre côté, les illusions que la république

démocratique est le cadre suffisant pour réaliser les revendications des masses et même achever le socialisme — illusions qui seront malheureusement nourries par le fait que les principaux partis des masses dans le futur immédiat seront des partis réformistes et le fait qui est la façon dont elle peut pour un temps nourrir l'illusion outre que, dans la plupart des cas, les masses n'ont eu que peu ou pas d'expérience du tout de la démocratie bourgeoise pendant une génération ou deux.

Dans les conditions que nous venons d'indiquer, l'impérialisme US passera à l'usage en Europe du second côté de la démocratie bourgeoise et, en dépit du fait que la démocratie bourgeoise a aussi un autre aspect qui favorise les masses ».

(2) « *Il est impossible d'ériger une nouvelle série de républiques de Weimar en Europe* ». Qu'était-ce que la république de Weimar ? Une démocratie bourgeoise hautement instable, déchirée de conflits pendant ses quinze ans d'existence. Pourquoi son instabilité ? Parce que les fondements économiques classiques de la démocratie bourgeoise — le progrès économique, la hausse du niveau de vie, la libre concurrence capitaliste — ont fait place au capitalisme de monopole et au déclin économique de l'Europe. Ce processus a continué. Quelque chose lui-a-t-il été ajouté qu'on puisse dire désormais qu'une république de Weimar est maintenant impossible ? Non, et la majorité n'offre aucune affirmation que quelque chose de nouveau s'est produit depuis 1914, dans le processus économique du capitalisme, qui pourrait justifier cette affirmation de l'impossibilité de la démocratie bourgeoise.

Même si quelque chose s'était produit dans l'économie, ce serait encore absurde de dire, au nom du marxisme, pas moins, que la démocratie bourgeoise est aujourd'hui impossible. Comme Lénine a dû plus d'une fois l'expliquer aux ultra-gauchistes, il est vrai que la démocratie bourgeoise était plus stable et plus aisément achevée sous le capitalisme concurrentiel, mais que cela ne la rend pas impossible sous le capitalisme de monopole (l'impérialisme). Cela la rend seulement plus difficile et plus instable. Comme je l'ai dit au plénum, argumentant contre la proposition de la majorité qu'il est impossible d'ériger une nouvelle série de républiques de Weimar en Europe, parce qu'on ne peut pas faire tourner en arrière « *la roue de l'Histoire* » :

« Ce qui est vrai, et nous sommes tous d'accord là-dessus, c'est qu'un développement ultérieur du capitalisme a provoqué la disparition de certaines des préconditions économiques sur lesquelles la démocratie bourgeoise reposait au XIXe.

Mais la disparition d'un certain nombre de préconditions ne signifie pas aussi la disparition des préconditions politiques. L'existence de partis ouvriers dirigeant de grandes masses est une précondition de la démocratie bourgeoise à notre époque et une précondition qui ne disparaît pas parce que les préconditions économiques de la démocratie bourgeoise ont disparu.

En d'autres termes, la "*roue de l'histoire*" ne peut pas être tournée en arrière en économie, mais elle peut être "*ournée en arrière*" en politique. C'est vrai, pour un temps seulement, seulement dans des conditions d'instabilité, etc. Mais nous sommes marxistes, pas hégéliens, et là où Hegel ne s'intéressait qu'aux époques et aux types et pouvait écarter une période de démocratie bourgeoise de brève durée comme "*irréelle*" et donc non-existante, nous, marxistes devrions savoir que notre compréhension de la réalité et l'existence et l'importance de la durée de trois mois de la république démocratique peut bien être décisive pour l'avenir de la révolution ».

Ainsi ni les ingrédients économiques ni les ingrédients politiques de la théorie de la majorité sur l'impossibilité de la démocratie bourgeoise en Europe ne tiennent à l'épreuve de l'analyse.

Pourtant la majorité des formulations de la majorité citées ci-dessus sont restées dans le texte de la résolution finale du plénum. Il est vrai que quelques phrases exprimant l'idée opposée des amendements minoritaires ont aussi été intégrées, produisant une contradiction entre les deux éléments. Le thème dominant, cependant, est resté la théorie des gouvernements « *de type Franco* ». De même le Comité politique a conservé cette théorie¹ dans son projet de résolution pour la convention de novembre 1944.

Le paragraphe en question sera cité plus loin quand nous montrerons ce qui leur est finalement arrivé.

1. Plus précisément, elle a remplacé « *de type Franco* » par « *dictature militaire nue* ». Je réserve pour une autre occasion la discussion de l'incapacité de la majorité à distinguer entre un gouvernement Franco (c'est-à-dire fasciste), les formes diverses du bonapartisme et « *une dictature militaire nue* » (Note F. Morrow).

La discussion sur les gouvernements de Gaulle et Bonomi

Dans l'intervalle, le premier cabinet Badoglio, qui n'était soutenu par aucun des partis antifascistes, a laissé la place au second cabinet Badoglio, soutenu par la coalition des six partis. Les Alliés avaient chassé les nazis et Vichy de France et le gouvernement de Gaulle, comprenant les partis communiste et socialiste, était installé. Déjà au plénum d'octobre 1943, le caractère du gouvernement italien et celui de la France libre avaient été une question âprement discutée. Cette discussion a continué pendant celle d'avant la convention. L'unique exception que les dirigeants de la majorité ont consenti à leur théorie de l'impossibilité de la démocratie bourgeoise, à savoir « *des régimes intérimaires sur le modèle de la République de Weimar peuvent être érigés ici et là comme sous-produits de mouvements révolutionnaires inachevés* », ne s'appliquait évidemment pas à la France et à l'Italie où l'on ne pouvait pas dire que le mouvement de masse s'était élevé à des hauteurs révolutionnaires. Aussi les dirigeants de la majorité étaient-ils sur la position que les régimes de de Gaulle et Bonomi étaient des dictatures militaires.

La fermeté avec laquelle cette position fut avancée est indiquée dans « *le discours prononcé au nom du Comité national du SWP à la réunion des membres de New York le 4 octobre 1944* » par le camarade E. R. Frank (*Fourth International*, décembre 1944). Ses arguments méritent d'être étudiés longuement, non seulement pour se documenter sur la position de la majorité, mais aussi comme exemple de la fausseté de sa méthode. Le camarade Frank dit :

« Maintenant quelques camarades nous ont informés que la preuve de la théorie de Morrow de la démocratie bourgeoise peut être trouvée dans les régimes Bonomi et de Gaulle, à savoir que nous avons déjà la démocratie bourgeoise en Europe aujourd'hui ou de raisonnables fac-similes d'elle. J'ai décrit avant les origines historiques de la démocratie bourgeoise et ce qu'est un régime démocratique-bourgeois. Je vous ai dit qu'un certain nombre de ses traits incluaient des élections libres, un gouvernement par un parlement élu, divers droits démocratiques-bourgeois etc. Qu'est-ce qui vous frappe au premier coup d'œil quand vous analysez les régimes Bonomi et de Gaulle ? Ils n'ont pas les premières conditions nécessaires d'un régime démocratique bourgeois ou tout autre type de régime indépendant — la souveraineté. Le pouvoir réside dans les mains du conquérant

étranger. Le tout premier droit démocratique manque — celui des peuples italiens et français à déterminer leur propre sort. Deuxièmement leurs gouvernements sont triés sur le volet. Il n’y a pas de parlement et il n’y a pas eu d’élections. Ils gouvernent par “*décrets*”. Il faut expliquer que des gouvernements reposant sur l’autorité des forces militaires du conquérant étranger dont les troupes stationnent dans le pays, qui sont triés sur le volet, qui gouvernent par décrets, sans parlement ni élections, il faut expliquer que ce sont des façades d’une dictature militaire ».

La méthode d’E. R. Frank dans le paragraphe ci-dessus ne peut être décrite que comme idéaliste. Au lieu d’examiner le processus vivant, son mouvement et sa direction, il définit des catégories normatives — souveraineté, parlement, élections, c’est-à-dire des catégories dérivant de certaines périodes dans l’histoire de la démocratie bourgeoise — et tout ce qui n’entre pas dans ses catégories éternelles, il refuse de le reconnaître comme démocratie bourgeoise. La véritable histoire de la démocratie bourgeoise est un kaléidoscope extrêmement varié de formes changeantes. Le marxiste qui le comprend n’a aucune difficulté à identifier les tendances qui s’éloignent et celles qui vont vers la démocratie bourgeoise et les formes très différentes que revêt la démocratie bourgeoise dans les différents pays aujourd’hui. Mais, avec la méthode idéaliste de Frank, il est impossible d’avancer d’un pas.

Une critique des catégories du camarade Frank

La première catégorie de Frank est la souveraineté qui est définie comme n’existant pas quand un gouvernement « *gouverne par l’autorité des forces militaires d’un conquérant étranger dont les troupes sont stationnées dans le pays* ». Où E. R. Frank a-t-il trouvé dans la tradition marxiste un argument qu’une telle souveraineté est « *la première condition d’un régime démocratique bourgeois* » ? Considérons le cas de l’Allemagne battue après la Première Guerre mondiale : les troupes alliées occupaient la Rhénanie et rien ne les empêchait d’occuper aussi le reste du pays ; une commission de contrôle alliée exerçait le droit de veto sur les actes du gouvernement allemand. Pourtant aucun marxiste à l’époque n’a trouvé difficile de reconnaître que l’Allemagne ainsi opprimée par les Alliés était une démocratie bourgeoise.

Peut-on réellement affirmer aujourd’hui que le gouvernement de Gaulle exerce une souveraineté moindre que le gouvernement allemand de 1919 ? D’un

autre côté, nous concèderons que le régime Bonomi — même après les derniers pouvoirs que les Alliés lui ont octroyé — exerce moins de souveraineté que le gouvernement allemand de 1919. Mais cette différence quantitative n'est pas qualitative entre l'Italie 1945 et l'Allemagne 1919. Il n'est pas clair chez le camarade Frank si la catégorie de souveraineté, qu'il tient pour décisive pour déterminer si un gouvernement est une démocratie bourgeoise, n'est pas décisive et que le réel en tant que distinct de la souveraineté formelle d'un gouvernement peut être extrêmement limité et que ce gouvernement peut demeurer quand même une démocratie bourgeoise ?

« Deuxièmement, dit Frank, les conseils de ministres sont triés sur le volet. Il n'y a ni parlement ni élections »

L'argument absurde du camarade Frank nous oblige à répéter l'ABC du marxisme. En avril 1931, le roi Alfonso XIII ¹ s'est enfui et un cabinet a été mis sur pied, « *trié sur le volet* ». Fallait-il attendre les élections parlementaires pour déterminer que c'était là un gouvernement démocratique bourgeois ? En février 1917, le prince Lvov ² a trié sur le volet un cabinet qui n'a jamais renoncé à tenter d'assurer la succession tsariste. Mais devons-nous continuer à énumérer les nombreux gouvernements qui sont ainsi apparus avant et après 1917 comme lendemains de la défaite militaire ou de coups d'Etat ou de la révolution politique et qui, pour l'ABC du marxisme, servent à identifier la démocratie bourgeoise ?

Le camarade Frank cite les catégories « *marxistes* » de souveraineté et d'élections, mais ne dit pas un mot sur la catégorie qui frappe au premier coup d'œil celui qui regarde les régimes de de Gaulle et Bonomi : la catégorie de **la participation ou du soutien du gouvernement par les partis ouvriers et démocratiques bourgeois, qui représentent la majorité de la population politiquement active**. Le camarade Frank souligne triomphalement que l'existence de quelques droits démocratiques ne fait pas d'un régime une démocratie bourgeoise : « *Même sous le tsarisme sanguinaire, souligne-t-il, les bolcheviks purent publier pendant un temps un journal quotidien légal* », etc.

1. **Alfonso XIII** de Bourbon (1886-1941), roi d'Espagne, avait abdiqué et s'était enfui en 1931.

2. **Georgi Evgenievitch Lvov** (1861-1925), prince et leader de la droite du parti cadet, avait dirigé le premier gouvernement provisoire en Russie en 1917.

Parfaitement exact. Mais le gouvernement tsariste, Frank ne le souligne pas, gouvernait sans le soutien des partis qui représentaient la majorité.

Et le camarade Frank essaie alors un petit tour de passe-passe : « *l'argument que la démocratie de de Gaulle est révélée par le fait qu'il repose sur les organisations de gauche n'a aucun poids non plus. Tout régime bonapartiste essaie de se mettre en équilibre entre deux forces de la société en conflit* ». C'est vrai, tout régime bonapartiste fait de l'équilibre entre les deux forces en conflit. Plus encore, presque tous les régimes dans le monde aujourd'hui montrent de très fortes tendances bonapartistes, les régimes de Roosevelt et de Churchill un peu moins que celui de de Gaulle. Pourtant cela ne nous conduit pas à nier que les **régimes** de Roosevelt et de Churchill soient des démocraties bourgeoises. Partout les tendances bonapartistes empiètent fortement sur le contenu démocratique de la démocratie bourgeoise ; néanmoins les tendances bonapartiste et démocratie bourgeoise ne s'excluent pas mutuellement. Le caractère démocratique bourgeois du régime de de Gaulle découle du fait que les « *organisations de gauche* » sur lesquelles de Gaulle « *s'appuie* » représentent l'écrasante majorité de la population. Le tour de passe-passe du camarade Frank ne peut le débarrasser de ce simple fait, que les *tendances* bonapartistes dans une démocratie bourgeoise ne sont pas du tout la même chose qu'un *régime* bonapartiste.

La lecture de notre presse de l'année dernière et plus est une triste expérience des résultats lamentables de la méthode fautive incarnée par le camarade Frank. Le trotskysme signifie l'analyse la plus attentive de la signification des changements dans la composition des gouvernements capitalistes. Il suffit de rappeler, pendant la crise allemande de 1931-32, l'analyse de Trotsky de la signification de la différence entre le premier et le deuxième gouvernement Brüning ; entre ce dernier et le cabinet von Schleicher qui lui a succédé, entre celui-là et celui de von Papen ¹. Pendant ces jours aussi, il y avait des gens qui condamnaient la méthode de Trotsky, l'appelaient une

1. **Heinrich Brüning** (1885-1970), politicien du Centre catholique, avait gouverné de 1930 à 1932 ; le diplomate **Franz von Papen** (1879-1969) gouverna du 31 mai au 17 novembre 1932 ; le général **Kurt von Schleicher** (1882-1934), officier politique de l'armée allemande, essaya d'écarter les nazis du pouvoir en les divisant durant son séjour à la Chancellerie du 2 décembre 1932 au 28 janvier 1933.

glorification de la démocratie bourgeoise et clamaient qu'il était bien plus révolutionnaire de crier que tous ces cabinets étaient un seul et même fascisme. Durant ces jours pourtant, tous ceux qui se disaient trotskystes savaient que ce non-sens ultra-gauchiste des staliniens était un danger mortel pour la tactique authentiquement révolutionnaire.

Au cours de l'année dernière, pourtant, au nom du trotskysme, notre presse n'a trouvé aucune différence entre le premier gouvernement Badoglio — une dictature militaire que ne soutenait aucun des partis antifascistes — et le second qui était constitué avec le soutien des partis de la majorité ; ni entre le premier gouvernement Badoglio et les deux de Bonomi. De même, notre presse ne trouve aucune différence entre le premier cabinet Papandreou, qui comprenait l'EAM¹ et le second où elle n'était pas. Et ainsi de suite. Tout ce qui est arrivé a seulement donné l'occasion de répéter la formule fautive de la résolution du plénum : « *Le choix, du point de vue de Roosevelt-Churchill est un gouvernement de type Franco ou le spectre de la révolution socialiste* ».

Comme je l'écrivais le 23 juillet 1944 [de la prison] de Sandstone, en protestant contre l'éditorial du 10 juin du *Militant* sur « *Les Plans alliés en Europe* » qui répétait pour la nième fois cette formule de gouvernement « *de type Franco* » :

« Que le Polcom explique pourquoi il faut se cramponner à cette formule manifestement fautive. Cela rend-il ceux qui la mettent en avant plus révolutionnaires ? Au contraire. Cette formule ne réussit pas à préparer nos camarades (si les camarades européens la prennent au sérieux) à la lutte révolutionnaire contre la démocratie bourgeoise qui semble bien devoir être le problème majeur en Europe, plutôt qu'au problème principal que le Polcom prétend être celui de "gouvernements de type Franco". Et comme la démocratie bourgeoise vient au premier plan, nous avons l'air d'être dans la position impossible d'avoir joué notre destin sur la prédiction que le capitalisme sera partisan et tombera en défense de "gouvernements de type Franco". En serait-il ainsi, et le capitalisme n'aurait dans son arsenal que cette faible arme ? Mais il n'en

1. **Giorgios Papandreou** (1888-1968), fondateur du parti social-démocrate grec, forma en exil en 1944 un gouvernement d'Union nationale qui devait couvrir la répression britannique contre les forces armées de la Résistance. L'EAM, (Front de Libération nationale) avait été fondée par le PC grec le 16 juillet 1941. C'est d'elle qu'émanaient les forces armées de l'ELAS, les partisans dits communistes.

est pas ainsi et nous devons très vite apprendre à analyser correctement l'arsenal de l'ennemi de classe ».

L'argumentation qui précède devrait suffire à éclaircir au-delà de toute possibilité de distortion, que la discussion sur la question de la démocratie bourgeoise concernait la théorie de la majorité sur «*la dictature militaire nue* » et sa négation de la possibilité de la démocratie bourgeoise. Voyons maintenant ce qui est arrivé à cette théorie.

« Amendements littéraires de clarification »

Deux ou trois jours avant la convention de novembre le Comité politique a sorti une série d'amendements à son projet de résolution. A la convention, quand les délégués ont vu pour la première fois ces amendements, et ensuite aussi, le Comité politique a maintenu qu'il s'agissait simplement «*d'amendements littéraires de clarification* ». Voyons.

Les principaux amendements demandent la suppression des mots en gras ci-dessous :

- paragraphe 49 : « *Le programme [des Alliés] soutenant **des régimes dictatoriaux réactionnaires*** ». Le mot « *serviles* » est mis à leur place comme le proposaient les amendements de la minorité.

- paragraphe 73 : « *Le fascisme privé dans ses derniers jours de tout soutien de masse, ne pouvait gouverner que comme dictature militaro-policière nue. **Les Alliés et leurs complices indigènes gouvernent virtuellement aujourd'hui l'Italie de la même manière. C'est le modèle de gouvernement qu'ils veulent dans toute l'Europe*** ». Cette suppression avait été proposée par les amendements de la minorité.

- paragraphe 75. « *Les **impérialistes anglo-américains et les capitalistes indigènes n'ont pas l'intention d'accorder volontairement la moindre démocratie aux peuples d'Europe*** ». Les amendements de la minorité proposaient aussi la suppression de cette phrase et du paragraphe suivant.

- paragraphe 76 : « *Les conditions économiques et politiques interdisent la restauration de la démocratie bourgeoise même sous les formes déchirées par la crise qui existaient avant la dernière guerre* ». Cela devient « *pour toute période étendue, même comme elle existait avant la dernière guerre* ».

Que reste-t-il, après ces suppressions, dans la résolution, concernant la démocratie bourgeoise en Europe pendant cette période ? Le principal paragraphe qui reste et qui sera cité plus loin est essentiellement la position mise en avant dès le début par la minorité. Il n'y reste rien de la théorie de la majorité, de « *gouvernement de type Franco* » ou de « *dictature militaire nue* », qui était le principal problème discuté, du plénum d'octobre 1943 à la convention de novembre 1944. Pourtant les amendements qui le font ne sont présentés au parti que comme des « *amendements de clarification littéraire* ».

Et il se manifeste un nouveau barrage contre la minorité. Le paragraphe même qui concède la position de la minorité, le paragraphe qui a vu supprimer en lui la théorie de l'impossibilité de la démocratie bourgeoise est maintenant cité par la rédaction de *Fourth International* en réfutation de la minorité. Voilà comment ils font :

« Implicite dans la critique de Morrow et dans la position de la minorité de la convention se trouve une appréciation exagérée du rôle de la démocratie bourgeoise, de ses potentialités, etc. dans la prochaine période. La résolution du parti donne l'estimation juste qui suit :

« Les gouvernements démocrates bourgeois ne peuvent apparaître en Europe que comme régimes intérimaires, destinés à empêcher la prise du pouvoir par le prolétariat. Quand le flot de la révolution menace d'extirper la domination capitaliste, les impérialistes et leurs complices indigènes peuvent essayer comme ultime recours de pousser en avant leurs agents social-démocrates et staliniens et de mettre sur pied un régime démocratique pour désarmer et étrangler la révolution ouvrière. De tels régimes cependant ne peuvent être que très instables, éphémères et de caractère transitoire. Ils constitueront un épisode bref dans le développement de la lutte révolutionnaire. Inévitablement ils seront remplacés soit par la dictature du prolétariat émergeant de la révolution ouvrière victorieuse soit par la dictature sauvage des capitalistes à la suite de la victoire de la contre-révolution ».

Comment le paragraphe ici cité de la résolution peut-il être revendiqué comme une réfutation de la minorité ? Depuis le tout début de la discussion, les amendements de la minorité ont dit : « *Le déclin du capitalisme et l'acuité des conflits de classe excluent une autre période étendue de démocratie bourgeoise pour l'Europe dévastée* ». L'unique paragraphe ci-dessus concède que cela arrivera. D'où vient cette idée ? Elle vient des amendements originaux de la minorité au projet de résolution du plénum. Le paragraphe 23 des amendements de la minorité disait :

« Le fait que les préconditions économiques pour une période étendue de démocratie bourgeoise en Europe aient disparu ne met pas fin pourtant au rôle que la démocratie bourgeoise peut jouer pour endiguer les progrès de la révolution prolétarienne. De même que le fascisme a servi à arrêter les masses, de même la démocratie bourgeoise tentera maintenant de désorienter la lutte révolutionnaire contre le capitalisme. Quand il n'y a pas d'autre bouclier pour les protéger, les forces du capitalisme battent en retraite sous la protection de la république démocratique. Ce phénomène apparaîtra selon toute vraisemblance à notre époque comme dans les périodes antérieures ».

Comparez ce paragraphe d'octobre 1943 avec le paragraphe de la résolution de novembre 1944 et vous verrez que la rédaction de *Fourth International* réfute la minorité au moyen de l'idée même de la minorité que la majorité a combattue pendant plus d'un an.

Le refus du Comité politique d'admettre son changement de position a des résultats d'une indescriptible confusion. Un exemple doit suffire. Qu'est-il arrivé à l'affirmation du Comité politique basée sur les propositions retirées que les régimes de Gaulle et Bonomi sont des dictatures militaires ? Le discours d'octobre du rapporteur du CP, E. R. Frank, qui l'affirmait, paraît dans *Fourth International* de décembre 1944 et l'éditorial du même numéro résumant la discussion ne fait aucune mention du retrait de cette position. Ainsi on dit au public que le discours d'octobre de Frank incluant le matériel sur de Gaulle et Bonomi est encore la position du parti.

Mais si on regarde la résolution finale, le tableau est très différent et, vraisemblablement, les questions de ce type et surtout celles qui ont été le sujet de plus d'une année de discussion dans le parti, sont réglées par la résolution de la convention. Que dit la résolution sur le régime Bonomi ? Elle dit très précisément — ce que personne ne discutait — que le premier cabinet Badoglio était une dictature militaire. Mais sur le régime Bonomi — qui était au centre de la discussion — tout ce qu'elle dit c'est qu'il était un « écran » pour le gouvernement militaire des Alliés. Tout à fait exact, mais la question est : quelle est la nature de cet écran ? Est-ce une dictature militaire ? A cette question, la résolution ne répond pas. Encore plus étonnante est la position de la résolution sur le régime de Gaulle. Je la relis entièrement et n'y trouve rien. Je ne peux en croire mes yeux. Je la relis. Il n'y a rien.

La résolution de la convention, donc, ne prend pas position sur les régimes Bonomi et de Gaulle, et il ne fait pas de doute que, dans un an ou deux, quand nous irons à un Congrès international, les dirigeants de la majorité actuelles nous montreront cette résolution comme une preuve que la description, par la minorité, de la position de la majorité est une caricature. Mais entretemps les dirigeants de la majorité montrent les assertions de Frank, comme preuve que la majorité n'a pas changé de ligne. Avant de quitter la question des amendements de dernière minute de la majorité, qu'on me laisse prendre un autre exemple des inexactitudes du numéro de décembre de *Fourth International*.

Morrow et Logan, écrivant pour la minorité, ont tous deux qualifié le plénum et les projets de résolution de la convention de « rituels » et « *superoptimistes* ». Ils faisaient référence à des incantations (pour n'en citer qu'un exemple) comme la suivante dans la résolution du plénum : « *Ayant ses droits démocratiques, la classe ouvrière européenne n'aura pas besoin de beaucoup de temps supplémentaire pour organiser ses partis révolutionnaires et renverser tous ses oppresseurs capitalistes* ».

Voici comment la rédaction répond à Morrow et Logan dans *Fourth International* de décembre :

« Rien ne pourrait être plus faux que d'essayer, comme le font Morrow et Logan, de caractériser la résolution de la convention comme "rituelle" ou "*superoptimiste*". La résolution dit clairement :

"Nous ne pouvons dire d'avance combien de temps prendra le processus révolutionnaire. C'est seulement la lutte qui en décidera. La révolution européenne ne doit pas être vue comme un gigantesque événement apocalyptique qui en finira d'un seul coup écrasant avec le capitalisme. La révolution européenne sera probablement un processus plus ou moins étalé avec des reflux, des retraites et peut-être même des défaites initiales"

Ce n'est ni du "ritualisme" ni du "*superoptimisme*", c'est du réalisme révolutionnaire. Les critiques de Morrow-Logan dans leur ensemble, avec les amendements proposés par Logan, ont été rejetées à une écrasante majorité par la convention. »

Voilà une très puissante réfutation de Morrow et Logan. Mais elle contient une particularité. Le paragraphe qu'elle cite de la résolution finale de la convention pour réfuter Morrow et Logan **n'y était pas quand Morrow et Logan ont fait leurs critiques et c'est une idée dont ils ont demandé l'inclusion dans la résolution.** Ce paragraphe est un autre de ces

« *amendements littéraires de clarification* » introduits à la dernière minute par le Comité politique. On chercherait en vain ce paragraphe ou cette idée dans le projet de résolution.

L'étrange description de la position de la minorité dans *Fourth International*

Nous en venons maintenant à la partie principale de l'attaque contre la minorité dans *Fourth International* de décembre : l'article « *de la rédaction* » sur la convention. En apparence, cet article résume la discussion, mais il ne dit pas un mot sur la théorie de « *la dictature militaire nue* » qui était la principale question en discussion entre octobre 1943 et novembre 1944. Il ne traite pas des amendements de la minorité — ni de ceux qui ont été présentés au plénum ni de ceux au projet de résolution de la convention. Il ne s'occupe pas non plus des arguments dans les articles du camarade Logan, principal porte-parole de la minorité dans la discussion d'avant convention.

Au lieu de cela, il se borne à mon article de décembre 1943. Dans cet article, je disais :

« Dans les pages suivantes, j'ai essayé autant que possible de ne pas répéter les remarques faites dans les amendements Morrow-Morrison ou dans mes interventions au plénum. Le matériel du plénum est tenu pour acquis puisque [cet article] n'est écrit que pour les membres du CN dont la majorité étaient présents ».

Pourquoi donc *Fourth International* ne s'occupe que de mon article supplémentaire et non du matériel du plénum et de la convention ?

La rédaction de *Fourth International* attribue à la minorité une théorie qu'elle n'a jamais eue. La théorie a tous les signes de la véracité — citations de Morrow, qu'est-ce qui pourrait paraître plus authentique ? — mais on ne la trouvera pourtant pas dans les documents de la minorité.

Sous le titre « La minorité de la Convention », la rédaction de *Fourth International* écrit :

« La minorité de la convention, qui a polémique contre cette résolution (pas vrai — la minorité a polémique contre le projet, mais a voté pour la résolution finale — FM), a son origine dans le plénum du parti [...] L'article du camarade Morrow a été écrit comme critique de la résolution du plénum. Il y a dedans trois défauts majeurs :

(1) L’assertion que l’impérialisme américain a un caractère moins prédateur que l’impérialisme allemand ; que cette différence entre les deux grands impérialismes qui aspirent à subjuguier l’Europe repose sur la différence entre leurs ressources économiques ; et que donc il est tout à fait faux d’y faire référence comme “*également prédateurs*”.

(2) De cette appréciation du caractère “*moins prédateur*” de l’impérialisme américain, Morrow part pour construire sa théorie que les masses européennes, vont être, dans la période qui est devant nous, la proie des illusions centrées autour du caractère et du rôle de l’impérialisme US. Il assure que ces illusions persisteront parce que :

“*A la différence de l’occupation nazie, l’occupation américaine sera suivie de l’amélioration du ravitaillement et de la situation économique en général. Là où les nazis ont enlevé les machines-outils des usines et l’équipement des transports, les Américains vont les apporter. Ces contrastes économiques [...] ne peuvent pas ne pas avoir pour un temps de conséquences politiques*”.

Sur cette double base d’une amélioration “*à court terme*” du niveau de vie en Europe et du renforcement consécutif des illusions démocratiques bourgeoises, Morrow exagère beaucoup le rôle de la démocratie bourgeoise en Europe.

(3) L’assertion que “le principal danger à l’intérieur de la IV^e Internationale” réside “du côté de l’ultra-gauchisme” ».

Telles sont les questions « *majeures* », selon l’éditorial de *Fourth International*, et les lecteurs de cet organe qui n’ont pas d’autre source — et cela désigne non seulement les lecteurs non membres du parti mais aussi la plupart des camarades d’Europe, qui ne verront sans doute pas le *Bulletin intérieur* — peuvent facilement comprendre qu’il en est ainsi. Mais j’appelle tous les membres du parti qui ont lu les bulletins intérieurs à se demander honnêtement et en cherchant bien : est-ce que c’étaient là les problèmes « *majeurs* » en discussion ? N’est-ce pas un fait que *Fourth International* garde le silence sur les problèmes vraiment en discussion ? Dans la mesure où les « *trois faiblesses principales* » découvertes maintenant dans la position de la minorité comme faisant partie de la discussion, sont des points secondaires qui sont apparus dans le cours des bien plus importantes discussions politiques que j’ai indiquées au début de cet article.

La position réelle de la minorité

La description de ma position dans *Fourth International* semble indiquer que j'ai assuré que la démocratie bourgeoise n'aurait un rôle en Europe que comme le résultat d'« *illusions tournant autour du caractère et du rôle de l'impérialisme US* ». Il suffira aux membres du parti de se tourner vers les amendements de la minorité au plénum pour voir qu'il n'en est pas ainsi.

Là aussi, il me faut souligner la différence profonde de méthode entre la majorité et la minorité. La majorité fondait son refus d'admettre la possibilité de la démocratie bourgeoise principalement sur les **butts subjectifs** (méthodes) des Alliés : « *Les Alliés ne donneront pas leur caution à la moindre démocratie, etc.* » Elle ne comprend absolument pas que les buts subjectifs (méthodes) des classes dirigeantes changent sous l'impact de la lutte de classe. La minorité, de son côté, a vu une évolution vers la démocratie bourgeoise en Europe comme la résultante objective de la lutte de classe et de la lutte entre les classes capitalistes en conflit. Les Alliés peuvent ne pas désirer cette résultante objective, la classe ouvrière peut vouloir et en fait cherche à atteindre quelque chose de plus, néanmoins c'est là la résultante objective du conflit entre les diverses forces, à cette étape.

Dans nos amendements au plénum, nous prédisions cette évolution vers la démocratie bourgeoise, non comme le résultat de buts subjectifs mais comme la résultante objective du conflit général. Le facteur n° 1 pour nous était la lutte du prolétariat européen et son effet objectif sur le pouvoir d'Etat. C'est par ce facteur que nous commençons et non par les objectifs de l'impérialisme US, dans la première partie des amendements au plénum sous le titre « *Problèmes de la Révolution européenne* ». C'était une partie entièrement nouvelle ; il n'y avait rien de ce genre dans la résolution de la majorité pour qui il n'existait tout simplement aucun problème de la révolution européenne autre que les armées alliées. Je cite les paragraphes correspondants de cette partie :

« Le fait que les préconditions économiques pour une période étendue de démocratie bourgeoise en Europe aient disparu ne met pas fin pourtant au rôle que la démocratie bourgeoise peut jouer pour endiguer les progrès de la révolution prolétarienne. De même que le fascisme a servi à arrêter les masses, de même la démocratie bourgeoise tentera maintenant de désorienter la lutte révolutionnaire

contre le capitalisme. Quand il n'y a pas d'autre bouclier pour les protéger, les forces du capitalisme battent en retraite sous la protection de la république démocratique. Ce phénomène apparaîtra selon toute vraisemblance à notre époque comme dans les périodes antérieures.

Demain, si nécessaire, le régime Badoglio concèdera des élections générales exactement comme il a dû concéder des comités d'usine. Ce sont bien entendu les masses qui arrachent ces concessions à leurs oppresseurs. Mais ces oppresseurs comprennent aussi la nécessité de sanctionner ces droits démocratiques quand ils n'ont pas d'alternative.

Les événements d'Italie indiquent qu'après l'effondrement du fascisme la bourgeoisie est prête à évoluer vers un gouvernement démocratique bourgeois. Il est vraisemblable que, de même, l'effondrement du nazisme verra une tentative de la bourgeoisie allemande pour sauver sa domination en se cachant derrière des formes démocratiques bourgeoises.

Ce stratagème de la bourgeoisie européenne sera aidé par le début d'une inévitable résurrection des illusions démocratiques dans une partie considérable des masses. L'intensification du sentiment national en Europe comme résultat de la lutte contre l'occupation nazie, un sentiment progressiste au moment donné, peut néanmoins servir à nourrir des illusions démocratiques sur de "*nouveaux gouvernements du peuple*" après l'effondrement du nazisme.

En Allemagne, Italie, Hongrie, Bulgarie, etc., de nouvelles générations ont grandi sans rien savoir de la démocratie bourgeoise et sans aucune participation active à la vie politique. Après la chute du fascisme et de la dictature militaire, ces masses vont vivre un certain nombre d'expériences avant de comprendre que leurs besoins ne peuvent être satisfaits dans le cadre de la république démocratique.

Les principaux partis qui ont émergé après la chute de Mussolini étaient les partis communiste, socialiste et d'Action. Puisqu'ils étaient féroce ment persécutés par le régime fasciste, ces partis ne sont pas tenus par les masses pour responsables des décennies de domination fasciste. Et les masses ne pouvaient pas non plus tester le programme de ces partis dans les conditions de l'oppression totalitaire. Les programmes ne peuvent être testés que dans le cours d'activités de masse, c'est-à-dire seulement après la chute du totalitarisme et de la dictature militaire. C'est pourquoi on s'attend à ce que tant la social-démocratie que le stalinisme, de même que les partis centristes et démocrates libéraux, émergent dans toute l'Europe comme les principaux partis de la première période après la chute des nazis et de leurs collaborateurs.

Cette variante n'aurait pu être évitée que par la croissance de partis de masse de la IVe Internationale pendant la dernière décennie. Cependant les conditions se sont révélées trop défavorables à un tel développement. Sous la persécution des "*démocrates*" bourgeois, des nazis et de leurs collaborateurs, et des staliniens, les

forces de la IVe Internationale devaient être rassemblées sur le continent européen dans les conditions les plus effroyables. Seule la lutte la plus héroïque du petit nombre de cadres de la IVe Internationale leur a permis de survivre et même de grandir dans ces conditions. Qu'ils aient survécu et grandi est la vérification la plus éloquente de la justesse du programme de la IVe Internationale ».

Le dernier paragraphe est particulièrement important. Avec la chute du fascisme et la montée des masses, de nouveau sur leurs pieds, la question de ce qui va arriver ne peut trouver de réponse qu'en termes de la situation des partis marxistes révolutionnaires dans les divers partis européens. Comme je l'ai déjà indiqué, Trotsky a dit plus d'une fois que la chute du fascisme et de la dictature militaire ne pourra être suivie de la révolution socialiste qu'à la condition que des partis révolutionnaires de masse aient réussi à se constituer dans les conditions extraordinairement difficiles du fascisme et de la dictature ; autrement, on aurait d'abord une période de démocratie bourgeoise. C'est ce que ci-dessus on essayait de dire dans les termes concrets d'une réalité qui se développait en octobre 1943.

En contraste, il faut voir le caractère complètement rituel de la position de la majorité dans le fait que l'idée du dernier paragraphe ci-dessus n'apparaisse sous aucune forme dans le projet de résolution de la majorité au plénum. En d'autres termes, elle essaie de prédire le développement d'une situation sans aucune référence à la question de savoir si les partis révolutionnaires dirigent ou non les masses !

Les variantes des méthodes de l'impérialisme US

Ayant décrit les forces internes en Europe qui œuvraient pour la démocratie bourgeoise, mes amendements au plénum en venaient à traiter du rôle de l'impérialisme US. Bien entendu, il n'y avait pas de désaccord entre la minorité et la majorité sur le rôle de l'impérialisme US comme candidat à subjuguier l'Europe, prêt à utiliser à son service toute force réactionnaire. Il apparut cependant des désaccords parce que la majorité refusait de concéder que l'impérialisme US emploierait des variantes comme méthodes dans sa tentative pour dominer l'Europe ; pour la majorité, il n'y en avait qu'une, celle des dictatures « *militaro-monarcho-cléricales* ».

Comme je l'ai dit au plénum :

« C'est un fait caractéristique que les auteurs du projet de résolution consacrent un paragraphe à l'accord Darlan mais ne disent rien de la débâcle de la politique Darlan et du tournant auquel Washington a été contraint, par lequel il en est arrivé à un accord instable avec les gaullistes, c'est-à-dire avec la tendance démocratique bourgeoise de l'impérialisme français ».

Il y a eu beaucoup d'indignation au plénum, surtout de la part du camarade Cannon, quand j'ai défini les gaullistes comme une tendance démocratique bourgeoise. La majorité n'arrivait pas à comprendre ce phénomène bien simple qu'une fraction de l'impérialisme français, la première à résister à l'impérialisme allemand, puis à résister à la domination US, s'appuyait pour une période sur les masses à travers la médiation des partis réformistes. D'où le rejet par la majorité des amendements suivants de la minorité :

« La sorte de résistance que l'impérialisme US rencontrera de la part des autres impérialismes est indiquée par la débâcle de sa politique française. Il a essayé d'imposer Darlan-Giraud, les agents les plus dociles qu'il pouvait trouver, au peuple français. Mais cela s'est avéré impossible, même avant l'intervention des masses françaises : les gaullistes, représentant l'impérialisme français, ont eu la capacité de contrecarrer le plan de Washington. Roosevelt a été obligé d'en venir à un accord, sur une base instable, avec les forces gaullistes et staliniennes. L'impérialisme français est certain de résister à la domination de Washington avec plus de force encore quand la France sera reconquise.

[...] Toute république démocratique bourgeoise qui serait établie deviendrait l'arène de la lutte décisive entre la révolution prolétarienne et le monde impérialiste. Comme il y aura des arènes relativement plus favorables aux travailleurs que les régimes dictatoriaux, Washington fera tout pour renforcer les dictatures fascistes et militaires.

Néanmoins, Washington sera, selon toute vraisemblance, obligée de "*sanctionner*" des régimes démocratiques en Europe pour les mêmes raisons qui poussent la bourgeoisie italienne et allemande dans cette même direction ¹. La force militaire nue, à elle seule, est insuffisante pour atteindre les objectifs de l'impérialisme US ; il faut aussi recourir à la ruse, c'est-à-dire à la démocratie bourgeoise. La pression des masses américaines et britanniques poussera aussi Washington dans ce sens ».

1. On sait que la conspiration appelée « *le complot de juillet* », qui comprenait nombre de grands chefs militaires d'origine aristocratique, comptait aussi à sa tête des diplomates, de hauts fonctionnaires et des politiciens conservateurs comme **Carl Friedrich Goerdeler** (1884-1945), qui aurait dirigé le gouvernement en cas de succès du complot. Elle fut écrasée dans le sang par une répression sauvage en juillet 1944.

Telle était la conception de la minorité : qu'il y avait une évolution vers la démocratie bourgeoise en Italie et en France — c'étaient là les deux pays en discussion — avec la résultante objective de (1) la montée de la lutte du prolétariat ; (2) les limitations de cette lutte du fait de l'hégémonie actuelle des staliniens et des social-démocrates, et de la faible dimension des partis de la IVe Internationale ; (3) la résistance de l'impérialisme français, s'appuyant sur les masses, à la domination US ; (4) la capacité de l'impérialisme US à passer des méthodes de la dictature militaire à celles de la démocratie bourgeoise dans les conditions indiquées ci-dessus ; (5) la pression des masses US et britanniques pour empêcher que soient imposées des dictatures.

Au lieu de rendre compte consciencieusement de la position de la minorité, on trouve dans *Fourth International* une image basée sur des arguments secondaires. Occupons-nous en.

Les méthodes impérialistes des nazis et des US sont-elles identiques ?

La rédaction de *Fourth International* pousse les hauts cris parce que j'ai dit que les impérialismes allemand et US ne sont pas « également prédateurs ». Ils citent cette phrase et laissent horrifiés les camarades d'esprit révolutionnaire mais sans formation. Ils prennent grand soin cependant de ne pas essayer de me réfuter sur la vraie question que j'ai posée : N'est-ce pas un fait que l'impérialisme US emploie des méthodes très différentes de celles de l'impérialisme nazi en Europe ? J'ai écrit :

« Ainsi il est tout à fait faux pour la résolution du plénum, de dire, sans faire de distinction entre les perspectives à long et à court terme : “L'Europe, aujourd'hui réduite en esclavage par les nazis, sera demain envahie par un impérialisme également prédateur, l'Anglo-Américain”. Egalement impérialiste, oui, mais pas “également prédateur”. On pourrait se permettre un tel langage approximatif dans un discours d'agitation ; mais il n'est pas à sa place dans une résolution de plénum, qui devrait donner une estimation froide et précise des différentes méthodes employées par les différents impérialismes »

Au lieu d'affronter politiquement les différences de méthodes des deux impérialismes, la rédaction de *Fourth International*, fait peur aux petits enfants en poussant les hauts cris parce que Morrow a dit que l'impérialisme US n'est pas également prédateur.

On m'a dit que les dirigeants de la majorité avaient fait, dans les branches¹, des interventions contre la théorie choquante de Morrow selon laquelle les Etats-Unis allaient nourrir et reconstruire d'Europe. Bien entendu, ce n'est pas ma thèse ; j'ai dit que l'impérialisme US apporterait ravitaillement et machines-outils là où les nazis avaient emporté tout cela. Cependant il reste un vestige de leurs arguments dans la résolution finale de la convention. Elle dit : « *Une année de domination alliée en Italie a rendu parfaitement clair que les impérialistes anglo-saméricains, dans ce domaine, vont continuer à voler, piller et opprimer comme l'a fait l'impérialisme nazi dans sa domination de l'Europe occupée* ». Et cette généralisation à propos de l'Italie devrait être comprise à la lumière de la méthode particulière de la résolution qui ne traite en détail que de l'Italie et assure que « *l'Italie fournit la clé pour comprendre les événements en France, en Allemagne et dans toute l'Europe* ».

Nous savons tout des vols et pillages pratiqués par l'impérialisme nazi : confiscation totale des biens des Juifs ; démantèlement et expédition en Allemagne des usines et des parcs de machines-outils ; pillage des stocks d'or et des trésors artistiques, etc. L'oppression des nazis, nous connaissons aussi les chambres à gaz, les exécutions de masse d'otages, la domination totalitaire, les déportations massives et le travail forcé, etc.

Les Alliés font-ils de même en Italie et en France ? De toute évidence, non. Appelez la domination alliée, si vous voulez, vol et pillage. Mais vous ne pouvez pas dire « *continuer les vols, le pillage et l'oppression pratiqués par l'impérialisme nazi* » ; Si vous continuez à le dire, comme la majorité a insisté pour le faire, cela va nous ridiculiser devant le monde qui sait mieux.

Nous admettons la déclaration de la résolution que « *la situation économique dans l'Italie occupée par les Alliés ne s'est pas améliorée mais s'est dramatiquement aggravée dans le cours de la première année* ». Mais quel sens a de faire suivre cette affirmation par une déclaration selon laquelle « *un an de domination alliée en Italie a rendu clair sans erreur possible que les impérialistes anglo-saxons, dans cette sphère, continueront le vol, le pillage et l'oppression pratiqués par l'impérialisme nazi dans sa domination de l'Europe occupée* ». Cela signifie-t-il que l'aggravation de la situation économique est le

1. Les branches sont l'organisation de base dans le SWP, reposant sur une base locale.

modèle de la pratique des EU pour l'année prochaine aussi et pour la suivante ? Et pas seulement en Italie, qui « *donne la clé de la compréhension des événements en France, en Allemagne, dans toute l'Europe* ».

Il y a là un exemple extraordinaire d'aveuglement dogmatique et d'obstination. Ayant transformé la discussion avec la minorité sur la démocratie bourgeoise en discussion pour savoir si, oui ou non, l'Amérique enverra du ravitaillement et une aide économique à l'Europe, les dirigeants de la majorité ont presque entraîné le parti dans la supposition folle qu'aucune aide ne viendra.

Une tête « *intelligente* » parmi eux a cependant mis une clause de sécurité. Immédiatement après la phrase qui dit que « *les impérialistes anglo-américains continueront le vol, le pillage et l'oppression pratiqués par l'impérialisme nazi dans sa domination de l'Europe occupée* », suit cette phrase : « *Les Alliés mettront en outre à profit la faim des masses et utiliseront leur contrôle des envois de produits alimentaires à leur disposition comme un levier supplémentaire pour la contre-révolution* ». Mais si les produits alimentaires auxquels il est fait allusion viennent d'Amérique, alors, c'est vrai, c'est un levier « **supplémentaire** » de contre-révolution, mais de type entièrement différent de celui dont disposaient les nazis : en un mot, c'est précisément le type de divergence entre les méthodes de l'impérialisme nazi et celles de l'impérialisme US que j'ai montrés et à propos desquels la majorité a si fort poussé les hauts cris.

Pourquoi les Etats-Unis vont envoyer des produits en Europe

La minorité a essayé d'introduire dans la résolution de la convention une note de santé mentale sur cette question. Un de nos amendements disait :

« Les Alliés n'ont pas cessé de parler d'envoyer du ravitaillement en Italie. Ils essaient ainsi de sauver ce qui reste d'espoir en leur bienveillance. Aucun doute que, quand les masses italiennes reprendront l'offensive, ces propos pourront se matérialiser dans un envoi précipité de produits alimentaires. Ils deviendront ce qu'ils ont souvent été dans le passé, une arme contre-révolutionnaire et un moyen de faire du chantage à la révolution et un outil pour essayer de ressusciter la confiance dans le système bourgeois ».

N'est-ce pas l'ABC du marxisme ? Alors, pourquoi cet amendement a-t-il été repoussé ? Les camarades de la majorité peuvent-ils sérieusement nier que la

concentration des bateaux pour les objectifs militaires a été une cause de la faiblesse de l'envoi de produits alimentaires et que, quand cette question sera réglée, on en enverra beaucoup plus ?

Même si on laisse de côté le fait que l'impérialisme US sera obligé d'envoyer ravitaillement et équipement en Europe pour soutenir la bourgeoisie européenne contre le danger de révolution prolétarienne, y a-t-il une raison pour laquelle l'impérialisme US ne consentirait pas de prêts importants en ravitaillement et en outillage (pour ne pas parler de la vente de biens) et d'être payé en or, trésors artistiques, matériaux, etc. Des camarades de la majorité me disent que leurs dirigeants voient là une raison : l'impérialisme US ne veut pas de nations européennes qui puissent le concurrencer sur le marché mondial. C'est vrai, mais depuis quand une nation capitaliste quelconque a-t-elle refusé de vendre et de prêter à une autre parce que cela aboutirait finalement à ce que cette dernière devienne une concurrente ?

On me dit que les dirigeants de la majorité ont assuré que l'impérialisme US est en train de réaliser la prédiction de Trotsky en 1923 selon laquelle les Etats-Unis allaient imposer à l'Europe des « *ration*s ». Cette phrase de Trotsky est interprétée pour signifier littéralement que l'aide US à l'Europe sera limitée à des livraisons de famine de nourriture, vêtements, etc. Quelle absurdité ! Trotsky n'a jamais dit que l'Amérique ne vendrait ni ne prêterait des machines-outils aux pays d'Europe. Ce n'était pas de cette façon qu'il pensait que l'Amérique ruinait l'Europe. Il savait très bien que c'était avec l'aide des prêts de l'Amérique de 1924 à 1928 que l'industrie allemande était reconstruite et que cela pouvait arriver de nouveau après une autre guerre, sinon en Allemagne même, du moins dans d'autres pays d'Europe. En même temps cependant que ses prêts à l'Allemagne, l'impérialisme américain se répandait partout, si bien que l'industrie allemande reconstruite trouvait partout ses marchés possibles déjà préemptés par les impérialismes, américain et autre.

L'Amérique cherchait à rationner l'Europe, disait Trotsky, dans la sphère des marchés mondiaux. On doit comprendre la distinction élémentaire entre l'Amérique prêtant à l'Europe argent et matériaux pour l'aider à reconstruire son parc industriel et l'Amérique barrant alors aux industries reconstruites la possibilité de revenir à une grande partie de leurs anciens marchés. A la fois pour sauver l'Europe de la révolution et pour continuer à faire tourner les usines

américaines, l'impérialisme US aiderait l'Europe à reconstruire son parc industriel. Mais elle la garderait « rationnée » dans la question du recouvrement de ses anciens marchés. Et sans eux, l'Europe est condamnée à la ruine sous le capitalisme. C'est l'ABC de cette question.

Voilà pour les arguments secondaires sur les méthodes impérialistes US, que *Fourth International* soulève dans le numéro où elle garde le silence sur la véritable discussion de la théorie de la « *dictature militaire nue* ».

II. Pourquoi y a-t-il eu une discussion sur la méthode des revendications démocratiques et transitoires ?

La seconde discussion majeure sur laquelle l'éditorial de *Fourth International* garde également le silence, portait sur les revendications démocratiques et transitoires.

Le même numéro de décembre publie une intervention d'E. R. Frank, qui polémique avec la minorité sur cette question. Regardons cela de près. Frank écrit :

« Pourquoi soudain toute cette agitation sur les revendications démocratiques ? Pourquoi cette insistance qui entraîne maintenant notre parti dans ce débat totalement artificiel ? Au plénum, nous accusions Morrow de vouloir un plan, de tenter d'esquisser un programme d'action concret et de poser les revendications du prolétariat européen. Voici la réponse donnée par Morrow dans son intervention au plénum :

“Par plan, on entend une tentative non garantie d'anticiper à quelle situation concrète nos camarades européens vont être confrontés, quelles revendications démocratiques nos camarades européens devraient lancer dans diverses conjonctures et dans quel ordre ils devraient le faire [...] Frank a dit à la sous-commission qu'ils ne voulaient pas de plan. Moi non plus. Leur objection ne porte pas très bien [...] car les points que j'ai soulevés ne cherchent nullement à anticiper sur les revendications démocratiques et dans quel ordre les lancer ; mais j'indique simplement pourquoi la méthode des revendications démocratiques et transitoires devra être employée dans les conditions générales qui prévaudront sans doute en Europe dans la prochaine période”.

Si c'est ça que veut Morrow, une affirmation de la méthode de combat pour les revendications démocratiques aussi bien que transitoires afin de mobiliser les

masses, il l'a. C'est incorporé dans la résolution du plénum et nous avons inclu une section là-dessus dans notre résolution de congrès ».

Le lecteur qui n'est pas sur ses gardes en concluerait que, depuis le début, la position de la majorité sur les revendications démocratiques et transitoires a été ce qu'il trouve dans la résolution de la convention, et pourrait bien se demander pourquoi Morrow et la minorité se battaient là-dessus. Le camarade Frank vient au secours du lecteur avec une réponse : en réalité Morrow a une théorie de la renaissance de la social-démocratie et « *Morrow apparemment recule et ne peut se décider à énoncer cette perspective de façon nette [...] sauf pour souligner exagérément les revendications démocratiques* ».

Ecrire un document sur *Perspectives et Tâches en Europe aujourd'hui* sans même mentionner les revendications démocratiques et transitoires ne peut être fait que si l'on se contente de crier hurra pour la révolution. La marée nazie se retirait, l'arène politique s'ouvrait, il était clair que l'arène allait être dominée dans la première partie par les partis réformistes, que nos petits cadres seraient confrontés à la tâche de trouver leur chemin vers les masses. Comment ? Le projet de résolution du plénum ne leur donnait que le mot d'ordre d'Etats-Unis socialistes d'Europe. Pas un seul autre ! Pas un mot sur le problème de la conquête des masses.

Cette erreur aurait pu être assez facilement corrigée. La minorité montrait l'erreur, il ne restait qu'à se mettre collectivement au travail, accepter les amendements de la minorité et en outre faire les autres changements nécessaires impliqués par l'incorporation de ces amendements.

Mais les dirigeants de la majorité ne reconnaissent jamais une erreur. Ils n'ont pas voulu accepter les amendements de la minorité. Pourquoi ? Jusqu'à présent, ils n'ont pas expliqué pourquoi. Pourtant les amendements Morrow répétaient simplement l'ABC du marxisme. Le principal paragraphe disait :

« En général seuls des éléments de cadres seront recrutés directement par notre programme et notre mot d'ordre central des Etats-Unis socialistes d'Europe. Gagner les masses exigera de nous lier avec elles comme nous les trouvons, avec toute leur inexpérience et leurs illusions, nous devons leur montrer que nous partageons leurs espérances tout en divergeant sur les moyens de les réaliser. Notre tâche est facilitée par le fait que les revendications démocratiques dans leur ensemble ont aujourd'hui un caractère révolutionnaire en Europe, si on se bat sérieusement pour elles, parce que les gouvernements bourgeois ne peuvent pas les

satisfaire. Les trotskystes doivent apparaître comme les combattants les plus résolus pour les mots d'ordre démocratiques : liberté de réunion et des élections, liberté de la presse, des syndicats et partis politiques, etc. Nos mots d'ordre de transition — pour des emplois et la sécurité sociale, le contrôle ouvrier, le contrôle de la production, etc. — joueront à coup sûr un grand rôle ».

La majorité a poussé les hauts cris contre ma distinction entre ceux — les éléments de cadres — à gagner par le mot d'ordre des Etats-Unis socialistes d'Europe et les grandes masses à gagner par d'autres moyens. Ils proclamaient qu'il y avait sur cette question une divergence programmatique entre nous. Comme ma phrase sur ce point n'était pas directement essentielle au paragraphe sur les revendications démocratiques et transitoires, Goldman et moi l'avons retirée. Dans mon article de décembre 1943, je suis revenu à ces « *divergences programmatiques* », j'ai cédé à l'objection de la majorité au terme d' « *éléments de cadres* » et j'ai reposé le problème comme suit :

« Les meilleurs et les plus réfléchis des ouvriers européens — et cela signifie non seulement des cadres mais des centaines de milliers et même des millions — comprendront que l'unification socialiste de l'Europe est l'unique issue. Mais les meilleurs et les plus réfléchis des ouvriers ne seront pas assez pour faire par eux-mêmes la révolution. Ils ne réussiront qu'en ralliant derrière eux, non seulement des millions mais des dizaines et des centaines de millions. Et ceux-là ne seront pas ralliés par la conception relativement abstraite des Etats-Unis socialistes d'Europe ».

Gagner une majorité des masses — c'est la fonction de la méthode des revendications démocratiques et transitoires. Là-dessus on aurait dû être immédiatement d'accord entre majorité et minorité. Pourquoi, alors, les amendements de la minorité n'ont-ils pas été acceptés ?

A la place, la majorité a présenté ses propres amendements sur cette question et ils apparaissent dans la résolution finale du plénum.

Les amendements de la majorité consistent en des citations du *Programme de Transition de la Quatrième Internationale* (écrit par Trotsky) et des conclusions qui en sont tirées.

Les citations viennent de la partie du programme intitulée « Le programme des revendications de transition dans les pays fascistes ». Dans ces pays, écrit Trotsky, « *à présent, il est impératif qu'un travail propagandiste, préparatoire soit mené, dont seulement l'avenir verra les importants résultats* ». Quel type de

travail propagandiste, préparatoire ? Le dernier paragraphe l'explique : « *Une dénonciation sans merci de la théorie et de la pratique du Front populaire est donc la première condition d'une lutte révolutionnaire contre le fascisme* ». Bref, Trotsky explique comment, sous le fascisme, on peut faire avant tout un travail propagandiste. Ce travail consiste à opposer le programme du Front populaire à la perspective révolutionnaire de la IV^e Internationale : là où le Front populaire propose de s'arrêter avec la démocratie, nous proposons de continuer vers la révolution prolétarienne. Trotsky illustre ce contraste en termes de la prédiction que, quand le fascisme sera renversé, le mouvement de masses dépassera rapidement les mots d'ordre démocratiques et créera des comités d'usine et des soviets. Cette prédiction de 1938 est la base des amendements majoritaires qui sont les suivants :

« Les partis trotskystes ont partout le devoir élémentaire de dénoncer et de combattre les illusions que des régimes démocratiques bourgeois stables, qui ont perdu leur base matérielle, peuvent être restaurés en Europe. Ils doivent mener une guerre irréconciliable contre les partis staliniens et réformistes et leurs perfides "*Fronts populaires*" qui essaient de limiter la lutte des ouvriers à ce programme réactionnaire-utopique. La IV^e Internationale a depuis longtemps prévu l'émergence de cette question dès les premières étapes de la chute du fascisme et s'est exprimée explicitement en ce qui la concerne. Le programme adopté par la Conférence de fondation de la IV^e Internationale (1938) affirme qu'une fois qu'elle aura éclaté, la vague révolutionnaire dans les pays fascistes revêtira tout de suite une immense ampleur et qu'en aucune circonstance elle ne se bornera à l'expérience de la résurrection d'une sorte de cadavre de Weimar.

Le même programme explique clairement la valeur et la nécessité aussi bien que les limitations et le caractère subordonné des mots d'ordre démocratiques comme moyen de mobiliser les masses pour l'action révolutionnaire. A certains moments, de tels mots d'ordre peuvent jouer un rôle sérieux. Mais les formules de démocratie (liberté de la presse, droit de se syndiquer, etc.) ne signifient pour nous que des mots d'ordre accessoires et épisodiques dans le mouvement indépendant du prolétariat et pas un nœud démocratique passé autour du cou du prolétariat par les agents de la bourgeoisie (Espagne). Dès que le mouvement assumera quelque chose d'un caractère de masse, les mots d'ordre démocratiques seront mélangés aux mots d'ordre de transition ; on peut supposer que des comités d'usine apparaîtront avant que les vieux routiniers sortent en hâte de leurs chancelleries pour organiser des syndicats ; les soviets couvriront l'Allemagne avant qu'une nouvelle Assemblée Constituante se réunisse à Weimar. Le même sera vrai en Italie et dans le reste des pays totalitaires et semi-totalitaires »

Et à partir de là, le Comité politique continue en déclarant :

« Dans tous les développements de la lutte militaire et les changements sur le front de guerre, dans tous les tournants et virages de la diplomatie impérialiste et stalinienne, les militants révolutionnaires n'ont nullement besoin de chercher de "*nouvelles formules*" et des improvisations, mais d'adhérer résolument à leur programme qui a été écrit, non pour un jour mais pour toute cette époque de guerres et de révolutions ».

La méthode — ou le manque de méthode

Examinons la nature de la méthode au moyen de laquelle le Comité politique a ainsi « *réfuté* » la minorité. La minorité a essayé de traiter de la situation comme elle se déroulait réellement en octobre 1943 ; la majorité nous réfute — en citant une prédiction d'un document de 1938.

C'est fait, très sévèrement, au nom du trotskysme et comme preuve de l'adhésion de la majorité au programme trotskyste, contre ceux qui sont coupables de « *nouvelles formules* » et d'« *improvisations* ». C'est vrai, la citation vient du programme de 1938. Mais ce document (c'est réellement une pitié d'avoir à l'expliquer à la majorité d'une direction de parti) consiste, comme l'indique la citation, non seulement en positions programmatiques mais en prédictions hypothétiques (« *on pourrait supposer que* », signifie que tel ou tel événement peut se produire à tel ou tel moment). Il devrait être évident que ces deux très différentes prédictions ne peuvent pas avoir forcément pour nous le même poids. Les positions programmatiques sont l'expérience concentrée d'un siècle de pratique révolutionnaire ; les prédictions ne sont... rien que des prédictions. Trotsky a fait bien des prédictions de temps, de ce type, qui se sont révélées fausses. Il a dit plus d'une fois que, deviner d'avance les rythmes pour une période prolongée, est impossible, et qu'il faut y introduire les nécessaires corrections en cours d'expérience. **Y introduire les corrections nécessaires dans le cours de l'expérience.** Trotsky aurait été le premier à faire les corrections nécessaires dans cette prédiction vieille de six ans que le Comité politique cite comme une preuve en 1943.

Pour Trotsky, la prédiction était simplement un façon dramatique d'exprimer la différence entre ce que le Front populaire ferait dans une situation révolutionnaire et ce que la IVe Internationale ferait si elle était à la tête des

masses. Peut-on imaginer Trotsky citant une telle prédiction vieille de six ans comme argument contre ceux qui essaient d'estimer la signification des événements qui se déroulent sous nos yeux ? La présentation, qui se veut littérale, de la prédiction de Trotsky fait paraître Trotsky absurde. La partie du programme d'après laquelle ils citent, dit, quelques lignes après les phrases qu'ils citent : « *Les ouvriers avancés du monde entier sont déjà fermement convaincus que le renversement de Mussolini, Hitler et leurs agents et imitateurs ne se produira que sous la direction de la IVe Internationale* ». Pour une chose, la phrase montre que l'hypothétique prédiction citée par la majorité a été élaborée sur l'hypothèse selon laquelle les partis de la IVe Internationale seraient des partis de masse lors du renversement du fascisme. Pour une autre, il montre le caractère symbolique des images précises dans toute cette partie ; Trotsky ne cherche pas à affirmer littéralement que Mussolini et Hitler précisément ne seront renversés que sous notre direction, mais que la lutte finale contre le fascisme et toute la réaction capitaliste ne peut être menée que par la IVe Internationale.

Si au lieu de cela, on insiste pour prendre ces citations à la lettre, voyez à quel point elles sont fausses : « *la vague révolutionnaire dans les pays fascistes revêtira tout de suite une immense ampleur* » en Allemagne, en Italie « *et le reste des pays totalitaires et semi-totalitaires* ». Peut-on sérieusement parler du mouvement de masse en Italie dans les deux années depuis la chute de Mussolini comme une « *vague révolutionnaire* » et le qualifier de « *grandiose* » ? Et en France après la chute de Vichy ? Et en Bulgarie, Yougoslavie, Roumanie ? Les comités d'usine, comme l'indiquait la prédiction, sont-ils apparus, prenant le pas sur les syndicats ? Y a-t-il encore quelque part des signes de soviets ?

Trotsky aurait été le premier à faire les corrections nécessaires dans son évaluation (et, en fait, il n'aurait pas peu ri de camarades qui citent comme une preuve, six ans après, ses images dramatiques). Mais ce n'est pas la méthode de la majorité. Pour eux la tentative de Trotsky de deviner en 1938, (le mot « *deviner* » est de lui), comme, par exemple « *on comprend que deviner les rythmes d'avance pour une période prolongée est impossible* » — devient une question sacro-sainte de « *programme* » qu'on lance comme Jupiter ses éclairs contre les hérétiques qui ne font que saisir la réalité.

Un an plus tard, le Comité politique écrit une autre résolution, son projet de résolution à la convention, qui commence par affirmer : « *Cette résolution est une réaffirmation et une extension de la résolution du plénum* ». Mais de là disparaît la citation reproduite ci-dessus de Trotsky contre la minorité. Pourquoi a-t-elle disparu ? Les auteurs de la résolution ne nous le disent pas. Mais nous pouvons nous hasarder à deviner qu'ils n'osent pas la répéter après ce qui s'est passé ensuite en Italie, et en France.

Nous voyons ici le caractère extrêmement arbitraire de cette méthode ou plutôt de ce manque de méthode. Une position est prise et des citations fournies pour elle, sans référence à la réalité. Il en suit une longue discussion au cours de laquelle le Comité politique retire, sans explications, les citations et les formulations qui reposaient sur elles. Il les abandonne, non en reconnaissant qu'elles sont fausses, mais en redoublant d'attaques contre la minorité. Il ne les abandonne que quand les événements ne lui permettent pas de les maintenir plus longtemps. Dans ces conditions — et ce sont les conditions dans la direction du parti américain — la fin d'une discussion politique n'apportera pas de progrès dans l'éducation politique des membres du parti ni dans les rapports de la majorité et de la minorité à la direction.

La résolution de la convention ne parle plus des « *limitations et du caractère subordonné* » des mots d'ordre démocratiques mais elle fait essentiellement ce que la minorité avait demandé en premier lieu au plénum d'octobre 1943. Elle n'oppose plus les revendications démocratiques et transitoires les unes aux autres mais parle au contraire d'un « *programme hardi de revendications transitoires et démocratiques* » « *pour rallier les masses à la lutte révolutionnaire* ». C'est tout ce que la minorité réclamait en octobre 1943.

Entretemps cependant une année s'est écoulée — et quelle année ! En Italie surtout, les événements exigeaient une analyse plus poussée et on doit se souvenir que la résolution de la convention, comme celle du plénum, n'a traité en détail que de l'Italie, lui consacrant au moins le tiers de la résolution.

Il semblait à la minorité qu'un mot d'ordre en particulier était spécialement important pour l'Italie : arrestation immédiate de la famille royale et proclamation de la République. La majorité l'a rejeté, mais elle l'a fait à sa façon inimitable. La résolution n'en dit rien. La prétendue justification est que la résolution n'est « *pas un plan* ». Très bien donc : pourquoi les dirigeants de la

majorité indiquent-ils dans une simple motion à la convention, séparée de la résolution, leur position sur le mot d'ordre de république ? La réponse est qu'ils ont décidé d'esquiver cette question. Quelques-uns d'entre eux ont parlé dans les branches (et le camarade Frank à la convention) contre le mot d'ordre, comme opportuniste ; d'autres disaient que nous étions trop éloignés de la scène pour juger de sa valeur, etc. Mais rien par écrit ; je laisse au camarade Logan, qui s'est battu en vain pour inciter la majorité à s'exprimer sur cette question, le soin de raconter cette histoire et d'analyser ses implications.

Pour résumer. Cette question s'est posée à cause du silence de la majorité dans son projet de résolution au plénum sur toute la question des revendications démocratiques et transitoires ; cela a continué à cause de la confusion créée par la citation inappropriée du *Programme de Transition* ; elle s'est concrétisée dans la discussion sur le mot d'ordre de république. Cette dernière a montré qu'en dépit de la généralisation formellement correcte du rôle des revendications démocratiques et transitoires, qui apparaît dans la résolution de la convention, une confusion sans fin dans les têtes des dirigeants et par eux dans le parti. Le moyen de pousser la clarification n'est pas des généralisations avec lesquelles les dirigeants de la majorité seront d'accord, mais en discutant des mots d'ordre particuliers avec lesquels les dirigeants de la majorité seront d'accord, mais dans la discussion de mots d'ordre précis dont le besoin apparaît dans les différents pays.

Comment se pose la question de l'ultra-gauchisme

Ayant abandonné leur position d'origine sur la question des revendications démocratiques et transitoires, les rédacteurs de *Fourth International* ne disent pas un mot sur cette discussion mais font une grosse affaire d'une question qui est apparue de façon accessoire pour eux : le danger de l'ultra-gauchisme dans la IVe Internationale. La rédaction condamne solennellement Morrow et ses associés pour avoir dit qu'il y avait un tel danger.

Comment la question du danger ultra-gauche est-elle venue au premier plan ? Je le dis dans un article de décembre 1943 :

« Pendant la discussion du plénum, nombre de partisans du projet de résolution ont justifié sa négligence du problème des revendications démocratiques et sa

préoccupation de réitérer les fondamentaux programmatiques en faisant référence au danger d'opportunisme et de révisionnisme au sein de la IV^e Internationale ».

Dans ma réponse, je disais :

« Les jeunes partis de la Comintern ont souffert essentiellement non d'opportunisme, mais d'ultra-gauchisme. C'est contre cette tendance que Lénine a écrit en 1920 sa brochure *Le communisme de gauche : une maladie infantile*. Si, en dépit de l'immense prestige des bolcheviks victorieux, la Comintern était à ce point imprégnée de déviations ultra-gauchistes, il est bien plus vraisemblable que ce même phénomène se pose à la IV^e Internationale à la fin de la guerre ».

J'avoue qu'il ne me serait jamais venu à l'idée que quiconque dans notre mouvement polémiquerait contre cette déclaration. Nos partis en Europe sont de jeunes partis. Même là où, comme en France, il y a une certaine continuité avec le passé, les cadres dirigeants sont décimés et des éléments nouveaux et inexpérimentés doivent fournir la direction. Tout ce que je disais donc, c'est que l'ultra-gauchisme est une maladie infantile. **L'unique conclusion pratique que j'en aie tiré est que nous devons mettre en garde nos camarades européens sur la nécessité d'un programme de revendications démocratiques et transitoires.** Cette conclusion pratique est finalement acceptée par la majorité — qui passe alors à l'attaque contre moi pour ces références tout à fait accessoires au danger d'ultra-gauchisme !

Et voilà ces critiques profondes que l'on me fait. Le camarade Frank me fait la leçon : « *Il est infiniment plus juste de dire que, dans la période de montée révolutionnaire, le principal danger provient d'une direction opportuniste. Voyez le parti même de Lénine. En 1917 etc.* » Mais je parlais des partis jeunes, enfants, commençant juste à avancer ; et le camarade Frank me réfute en me parlant de l'opportunisme de Zinoviev et de Kamenev à la veille de la prise du pouvoir par les bolcheviks. Puis il énumère quelques exemples d'opportunisme dans les partis de la Comintern en 1919 et 1920. Exact. Mais la période fourmilla aussi d'erreurs ultra-gauchistes : une seule espèce n'exclut pas l'autre, sauf dans la tête du camarade Frank.

Finalement cet argument écrasant du camarade Frank : « *Ce n'est qu'au III^e congrès de la Comintern, après que la première vague de la marée révolutionnaire fût déjà passée, que la lutte a été d'abord déclenchée contre le danger ultra-gauchiste* ». Le 3^e congrès eut lieu du 22 juin au 12 juillet 1921. Mais *Le Communisme de gauche. Une maladie infantile*, de Lénine est daté du

17 avril 1920 et a été explicitement publié pour préparer la discussion du 2^e congrès qui a eu lieu en juillet-août 1920, c'est-à-dire dans la période de montée révolutionnaire.

La majorité a justifié sa résolution incompétente du plénum en faisant référence au danger d'opportunisme. Argumentant pour les revendications démocratiques, j'ai fait référence au danger plus grand encore de l'ultra-gauchisme. Dans une discussion saine, il n'y aurait pas eu de désaccord d'un instant avec mon truisme. Mais cette discussion, selon *Fourth International*, ne fut rien moins que le rejet de la « théorie » de l'ultra-gauchisme. Je ne vois rien, ni dans les comptes rendus ni dans les documents qui disent cela, mais *Fourth International* me dit : « *La Convention a rejeté l'assertion que l'ultra-gauchisme est le danger principal dans le mouvement trotskyste international* ». Comment l'a-t-elle rejeté ? Par quel passage dans la résolution de la convention ? Par quelle motion ? Rien n'existe.

III. La discussion sur le danger stalinien

La troisième discussion au plénum a porté sur l'importance du danger stalinien pour la révolution européenne. Elle n'est pas non plus mentionnée par la rédaction de *Fourth International* dans son résumé des discussions. En outre, la résolution de la convention donne une explication inexacte du changement de position de la résolution du plénum à celle de la convention. Il faut donc donner une documentation très brève sur cette discussion et son issue.

La discussion a commencé parce que le projet de résolution du plénum contenait une partie intitulée « *La signification des victoires soviétiques* » qui ne voyait que les conséquences positives de ces victoires. Ses principales erreurs étaient :

(1) L'hypothèse d'une rupture rapide entre Staline et les Alliés à cause des différences de classe entre l'Etat soviétique et les puissances impérialistes. Le projet de résolution disait :

« L'URSS, en vertu de ses fondements spéciaux établis par la Révolution d'Octobre, demeure encore un Etat ouvrier en contradiction fondamentale avec l'impérialisme mondial. Les réactions des Alliés aux succès soviétiques et leurs répercussions chez les gouvernants capitalistes des pays voisins ont montré de nouveau que les impérialistes, au moins, reconnaissent ce fait. La perspective de

nouvelles avances de l'Armée rouge a terrifié plus qu'encouragé le monde capitaliste "démocratique" et ouvert une brèche qui ne cesse de s'agrandir entre le Kremlin et ses alliés anglo-américains. Malgré la servilité de Staline, le développement ultérieur de cette division peut et doit conduire à une rupture ouverte et finalement un conflit armé entre l'URSS et l'impérialisme anglo-américain ».

Commentant la dernière phrase, j'ai dit au plénum :

« La claire implication de cette phrase est que la rupture entre l'URSS et les impérialistes anglo-saxons sera un "développement ultérieur" de la situation actuelle en ce sens qu'il va suivre directement cette situation. Cette idée ne laisse pas de place à la possibilité d'un nouvel accord allant encore plus loin, pour la dernière période, comme suite de la conférence de Moscou. Exclure la possibilité d'un tel accord me semble une estimation fautive de la situation actuelle et de la politique de Staline [...] Je trouve dur à comprendre comment les auteurs de la résolution excluent une telle variante et s'attendent à ce que nous soyons rapidement d'accord avec eux là-dessus ».

Mais les dirigeants de la majorité ont obstinément refusé les amendements de la minorité. Ils ont fait quelques corrections mineures mais le thème dominant est resté une rupture imminente entre Staline et les Alliés. Ainsi le danger le plus immédiat de tous pour la révolution européenne, la coalition contre elle des trois puissances, était-il passé.

(2) L'hypothèse qu'il est impossible pour Staline de répéter dans d'autres pays ce qu'il a fait à la révolution espagnole. Le projet de résolution au plénum disait :

« Ces défaitistes professionnels qui ne prévoient qu'une répétition des événements d'Espagne dans les manœuvres politiques de Staline en Europe ignorent la grande différence de conditions entre la révolution espagnole et la révolution européenne qui vient. Une révolution d'avant-guerre dans un coin d'Europe pouvait être isolée, étranglée et vendue dans le cadre des manœuvres diplomatiques du Kremlin. Une révolution continentale ne peut porter le harnais d'aucune bureaucratie, stalinienne comprise, ne peut être en permanence retenue par une puissance impérialiste quelconque, y compris les Anglo-Américains »

J'affirmai contre cela au plénum :

« Mais il y a aussi un autre côté des victoires soviétiques : le prestige sans parallèle de l'Union soviétique que s'est approprié la bureaucratie soviétique. Il nous faut donc affronter le fait que la puissance et l'influence idéologique du stalinisme ne

vont pas s'évanouir paisiblement dans ces conditions. Il nous faut reconnaître que le stalinisme est la principale force organisée aujourd'hui dans la classe ouvrière européenne.

Malheureusement la résolution refuse de reconnaître ce second côté de la situation soviétique. Elle ne dit rien qui indique la puissance du stalinisme aujourd'hui. Au lieu de faire ce qui est indiqué politiquement — dire ce qui est, et mettre en garde contre les terribles dangers encore à venir du stalinisme — la résolution évite d'indiquer la force du stalinisme à ce moment et consacre plusieurs paragraphes à morigéner “*des défaitistes professionnels*” — non nommés et non identifiés d'aucune manière, une sorte d'attaque anonyme qui n'appartient pas à la tradition bolchevique — qui osent penser que Staline peut répéter ailleurs ce qu'il a fait en Espagne...

Considérons d'abord l'ahurissante description de l'Espagne comme “*un coin d'Europe*” et donc susceptible d'être isolée et étranglée. Il est vrai que, géographiquement, l'Espagne est dans un coin de l'Europe ; mais les “les Britanniques aussi, les Pays scandinaves, l'Italie, les Balkans. La position géographique de l'Espagne l'a-t-elle isolée de l'Europe pendant la guerre civile espagnole ? Non, la frontière espagnole était contiguë à celle de la France et les flammes de la guerre civile soufflaient au-dessus de cette frontière [...] L'occupation des usines en France s'est produite en juin 1936, la guerre civile a commencé en Espagne le 16 juillet. L'Espagne n'était isolée du reste du prolétariat européen, ni géographiquement ni émotionnellement [...] L'Espagne était isolée **POLITIQUEMENT**, d'une façon qui pouvait être arrivée au cœur de l'Europe comme dans un coin.

[...] Plus vraisemblablement, la révolution ne commencera pas simultanément dans plusieurs pays mais dans un ou deux seulement — en d'autres termes la situation peut n'être pas différente de celle dans laquelle Staline a écrasé la révolution espagnole. Et Staline abordera cette révolution (ou ces deux) avec plus de prestige qu'il n'en avait en 1936 ».

Tout cela a été adressé à des sourds. La résolution finale du plénum répétait le non-sens sur les « *grandes différences* » entre l'écrasement de la révolution « *dans le coin de l'Europe* » et la situation présente.

Commentant l'échec de la résolution à placer en premier l'alliance des trois puissances et le danger stalinien, j'écrivais dans ma critique de décembre 1943 :

« Le refus de distinguer entre les perspectives à court et à long terme que nous avons relevé dans d'autres parties de la résolution, est peut-être plus évident encore dans les parties sur le stalinisme. Ils “*ignorent*” les perspectives à court terme,

c'est-à-dire qu'ils ne décrivent pas la situation réelle ni l'avenir immédiat ; le résultat ne peut avoir qu'un caractère purement rituel, seulement convaincant pour ceux qui sont déjà convaincus ».

Nous n'avons pas été capables de convaincre la majorité mais les événements l'ont fait — un an après — et l'intervention de la camarade Natalia¹, qui a sans ménagements appelé l'attention sur les erreurs de la majorité sur toutes les phases du stalinisme. Résultat : la résolution de la convention ne répètent pas les formules contre lesquelles nous étions dans la résolution du plénum.

Mais là encore le Comité politique sème une confusion sans fin ; au lieu d'admettre ses erreurs antérieures, il présente son changement de position dans la résolution de la façon suivante :

« Pendant la période où la machine militaire nazie menaçait de détruire l'Union soviétique, nous mettions en avant le mot d'ordre : défense inconditionnelle de l'Union soviétique contre l'attaque impérialiste [...] Le Nouvel Ordre européen d'Hitler s'est déjà effondré [...] Nous mettons donc en avant et soulignons aujourd'hui cette partie de notre programme qui s'incarne dans le mot d'ordre : Défense de la révolution européenne contre tous ses ennemis ».

Ce changement d'accent est juste et nécessaire — mais il n'a rien à voir avec la question en discussion et sur laquelle la majorité a renversé sa position. Dans la résolution du plénum où la majorité condamnait les « *défaitistes* » parce qu'ils trouvaient la situation qui vient analogue à celle d'Espagne. Dans la résolution de la convention, la majorité elle-même dit maintenant que les récents événements « *constituent des signaux indiscutables du danger que Staline se prépare à répéter son travail de bourreau en Espagne, cette fois à l'échelle continentale* ». Cela signifie que la résolution du plénum était fausse ; que celle de la convention est juste et que la contradiction entre les deux ne peut pas être effacée par la référence au changement dans les mots d'ordre dictés par la défaite d'Hitler.

Notre discussion portait sur l'étendue actuelle de l'influence idéologique des staliniens. La majorité nous condamnait comme défaitistes. Une année plus tard, après avoir abandonné en silence sa position, la majorité ose dire par son

1. **Natalia Ivanovna Sedova** (1882-1962) vivait au Mexique et était très critique du SWP, notamment pour ses positions sur la question de l'URSS.

porte-parole Frank : « *Les masses ont bien des illusions, évidemment [...] mais ces illusions, si on les analyse correctement, concrétisées et proprement brisées, laissent voir qu'elles ne sont pas autre chose que le tableau peint par Morrow [...]. Les illusions les plus grandes et les plus dangereuses sur cette question sont à chercher dans la confiance qu'elles font aux dirigeants social-démocrates et staliniens, particulièrement ces derniers* ». En un mot, ce sur quoi la minorité insistait et que le plénum a refusé d'accepter est, un an plus tard, claironné par Frank comme un argument... contre la minorité.

Conclusion

Nous avons déjà vu ce qu'étaient les problèmes en discussion. Nous avons vu comment ils ont été résolus, la majorité sautant sur la position de la minorité. Nous avons vu comment les dirigeants de la majorité n'ont pas reconnu ce changement.

Comment empêcher que continue cette conduite dans ces discussions et celles qui suivront ? Je crains que tant que la direction l'emporte par de tels moyens, elle continue de les employer. Et jusqu'à présent c'est par ces moyens qu'elle a réussi à réunir une grande majorité.

Le parti est composé aujourd'hui de camarades jeunes et inexpérimentés. Je demande à ces jeunes camarades d'étudier de près non seulement les différences à l'origine de la majorité et de la minorité mais les divergences qui continuent dans la méthode d'analyse. Un bref résumé de la principale divergence dans la méthode constituera une pierre de touche qui permettra ensuite à ces camarades d'être plus vigilants sur les vraies questions.

C'était presque un truisme dans le mouvement trotskyste que la question la plus importante en politique, c'est : **et maintenant ?** c'est à cette question que la minorité a essayé de répondre pour les premiers pays d'Europe dont les nazis ont été chassés. Répondre intelligemment à cette question exige une claire distinction entre les perspectives à long et à court terme. Sur une longue course, nous en sommes certains, la révolution prolétarienne va triompher dans toute l'Europe, mais cette perspective à long terme ne répond pas à la question *et maintenant ?* qu'est-ce qui va arriver et que doivent faire les camarades ?

La principale erreur de méthode de la majorité consiste à refuser d'opérer une distinction entre les perspectives à court et à long terme et à laisser les

camarades penser qu'elles sont une seule et même chose. Quelques exemples suffiront pour clarifier tout cela.

La minorité a vu la prochaine étape en Italie et en France comme une évolution vers la démocratie bourgeoise. La majorité a répondu que les Alliés et la bourgeoisie européenne emploieraient la dictature militaire contre les forces de la révolution prolétarienne. Il est certainement exact qu'**à la fin**, la bourgeoisie emploiera la dictature militaire (plus exactement, la dictature et la guerre civile) contre les masses révolutionnaires plutôt que de les laisser avancer vers le socialisme. **Entretemps**, cependant, elle aura d'abord été une arène de démocratie bourgeoise dans laquelle il aura fallu livrer les étapes préliminaires de la lutte de classe montante. C'est cet **entretemps**, si important de façon cruciale pour le destin de la révolution et de la IV^e Internationale que les dirigeants de la majorité ont d'abord nié puis balayé comme sans importance.

La minorité disait qu'il fallait presser nos jeunes partis inexpérimentés d'Europe de formuler un programme de revendications démocratiques et transitoires, afin de trouver leur voie vers les masses. Comme l'effondrement du fascisme est survenu dans les conditions de défaite militaire et d'occupation, il est apparu qu'en Italie il y avait encore à accomplir des tâches démocratiques qui, dans d'autres conditions, auraient été accomplies aux premières heures de la chute du fascisme ; proclamation de la république démocratique, séparation de l'Eglise et de l'Etat, division des latifundia, etc. Toutes ces tâches inachevées sont en même temps des obstacles sur la route vers le socialisme et des occasions pour le parti révolutionnaire de mobiliser les masses dans l'action pour les réaliser et poursuivre au-delà. D'où l'insistance avec laquelle la minorité a recommandé à notre nouveau parti italien le mot d'ordre de république en particulier. En opposition, la majorité consacre un tiers de la résolution de la convention à l'Italie et réussit pourtant à éviter quelque référence que ce soit à la question la plus importante de toutes : **que faire maintenant ?** C'est pourquoi toute l'attitude de la majorité à l'égard des revendications démocratiques et transitoires est purement formelle.

La minorité attirait l'attention sur le rôle du ravitaillement et de l'aide économique US à la bourgeoisie européenne. La majorité réfute cela en disant que l'impérialisme US ne désire pas le retour de l'Europe à un niveau concurrentiel. C'est vrai, mais c'est une **étape ultérieure** et cela ne réfute en

rien l'idée que **d'abord** les US enverront du ravitaillement et des machines. La majorité ici confond la perspective à court terme — ventes et prêts US à l'Europe — avec la perspective à long terme — la monopolisation par les US des marchés mondiaux contre les industries européennes reconstruites.

La minorité a mis en garde sur le fait que le danger le plus immédiat pour la révolution européenne provenait de la croissance actuelle de l'influence idéologique du stalinisme sur les masses européennes et de son alliance avec l'impérialisme US et britannique. La majorité l'a réfuté en faisant référence à la scission à venir dans l'alliance des trois puissances et l'éventuelle disparition de l'emprise de Staline sur les masses européennes. Il est vrai que cela arrivera mais c'est la musique de l'avenir tandis que le prestige de Staline et l'alliance des trois puissances sont les réalités d'**aujourd'hui**.

Ces exemples devraient suffire à montrer que la majorité n'a pas fait de distinction entre le court et le long terme et a réfuté les arguments de la minorité sur les perspectives à court terme avec des assertions hors de propos sur la perspective à long terme.

Après cela, tout membre du parti devrait être vigilant sur cette fausse méthode et cette absence de méthode. Il ne devrait pas penser que l'assertion des « *fondamentaux* » par la majorité est une réponse à la tentative de la minorité de saisir les réalités présentes. Il ne devrait pas penser que ceux qui se proclament en faveur du « *programme* » sont ainsi sanctifiés mais devrait réaliser que le marxisme comprend non seulement des « **fondamentaux** » mais toutes les questions de tactique. Par-dessus tout il ne devrait pas suivre les dirigeants seulement parce qu'ils sont les dirigeants ; il doit donner son allégeance, d'abord, en dernier et toujours, aux idées justes.

Felix Morrow

La lutte pour la République [...] en Belgique ¹

(1945)

Les gigantesques manifestations ouvrières contre le retour sur le trône du roi des Belges Léopold III ont été le premier signe de la profonde radicalisation de la classe ouvrière en Europe occidentale. Faute d'un texte des minoritaires américains portant sur cette question précise, nous avons extrait ce qu'il en est dit dans la première partie, seule publiée, d'un article intitulé « Problèmes tactiques du Mouvement européen ».

Depuis deux ans il y a une discussion dans le Socialist Workers Party sur les problèmes de la Révolution européenne. La position de la majorité du SWP a été très clairement exposée par William Simmons ² dans « *Tâches trotskystes en*

1. « Tactical Problems of the European Movement », *Fouth International*, VII, Jan. 1946, pp. 18-22, ici 18-20.

2. **Arne Swabeck**, dit **William Simmons** (1890-1986), peintre en bâtiment danois, émigré en Allemagne, Roumanie et aux EU où il est un dirigeant socialiste puis communiste. Il rejoint dans les premiers la CLA à Chicago et est un dirigeant important du SWP.

Europe » de *Fourth International* de juillet. Cet article est très utile car il montre clairement ce qui est encore en discussion.

En particulier il montre bien que nous restons en désaccord sur la justesse et l'importance des revendications démocratiques en général et de deux en particulier : la république en Italie et en Belgique, l'Assemblée constituante en Italie, France, Belgique et Hollande. Nous autres, minoritaires, nous insistons en pensant que ces revendications démocratiques ont été et continuent d'être d'une importance fondamentale. Le camarade Simmons, nous le verrons, le nie.

Une question écartée de la discussion

A l'origine, notre désaccord sur cette question a découlé de nos estimations différentes de l'étape actuelle de la conscience de classe du prolétariat européen. Dès 1943, nous avons prédit la sortie de la clandestinité des partis ouvriers traditionnels comme principale direction des masses ; que, par ailleurs, ce serait le résultat de la renaissance des illusions démocratiques pendant la guerre ; que, d'un autre côté, ces partis nourriraient ces illusions, enseignant aux masses que leurs besoins peuvent être satisfaits dans le cadre de l'Etat démocratique bourgeois ; que cette situation dictait aux partis de la IVe Internationale de mettre l'accent sur les revendications démocratiques comme levier pour atteindre les masses et les soulever pour la lutte en faveur de revendications plus profondes.

La majorité du SWP, au contraire, ou bien niait l'existence de ces illusions démocratiques, ou, si elle admettait pour le moment leur existence, ne le faisait que pour prédire leur rapide disparition du fait de la situation économique catastrophique. Comme preuve accablante, elle citait la déclaration de Trotsky en 1940 selon laquelle « *Il ne reste presque plus rien aujourd'hui des illusions démocratiques et pacifistes* » — et refusait de comprendre que le développement ultérieur de la guerre, après 1940, avait ressuscité ces illusions : la renaissance du sentiment national sous l'occupation nazie, la montée d'une génération sans expérience de la démocratie bourgeoise (pas seulement en Italie, Allemagne et Europe orientale) mais aussi, pendant les cinq années d'occupation nazie en Europe occidentale ; la dépendance totale à l'égard de l'Amérique pour le ravitaillement et l'aide économique. Typique de la position d'origine du SWP était cette déclaration de son porte-parole E. R. Frank :

« J'ai lu et entendu des bruits sur le fait qu'il y aurait une formidable renaissance des illusions démocratiques dans les masses parce que la jeune génération n'a pas traversé l'école du parlementarisme, c'est-à-dire pu se faire d'abord "*son corpus d'expériences*" jusqu'au moment où elle pourra secouer ses illusions démocratiques. Quelle incapacité à comprendre le sens des événements et à sentir l'état d'esprit, les aspirations, les sentiments des masses ! » (*Fourth International*, décembre 1944, p. 378)

Dans un éditorial condamnant la minorité, la majorité disait :

« La Convention a rejeté les assertions de Morrow concernant les perspectives de la démocratie bourgeoise en Europe. Les développements depuis la chute de Mussolini ont renforcé le pronostic du parti que le programme de l'impérialisme anglo-américain est si réactionnaire que les illusions initiales des masses, concernant les plans et les intentions des autorités d'occupation alliées, sont vite dissipées par leur propre expérience. En d'autres termes, la crise en Europe est si catastrophique par nature que les illusions démocratiques bourgeoises ne peuvent trouver aucun sol fertile. Cela a été attesté plus tard par les récents événements de France, Italie, Belgique et Grèce » (*ib.* p. 359).

La majorité déduit l'impossibilité d'illusions démocratiques de la situation économique. Elle a ainsi été coupable d'une théorie fautive sur le rapport entre économie et politique, déduisant automatiquement des conséquences politiques de la situation économique. La minorité par ailleurs, insistait que les illusions démocratiques ne pourraient disparaître qu'en résultat d'une expérience politique des masses avec la démocratie bourgeoise.

Et maintenant, enfin, la position de la minorité est reconnue par Simmons, qui écrit :

« Parmi les facteurs importants émergeant des développements en Europe, tels que les énumère Morrow, il y a les suivants : "*la renaissance d'illusions démocratiques dans des fractions considérables des masses*" parce que "*de nouvelles générations ont grandi sans aucune expérience de la démocratie bourgeoise et sans participation à la vie politique*". Il en est indéniablement ainsi. Il estime que "*ces masses devront avoir traversé un certain corpus d'expériences avant de comprendre que leurs besoins ne peuvent être satisfaits dans le cadre de la république démocratique*". Aucun doute, c'est vrai, bien que l'expérience puisse être acquise sous une forme concentrée et en un temps très court.

Le camarade Morrow conclut de l'expérience italienne jusqu'à présent que "*les partis ouvriers traditionnels, de même que les partis centristes et démocrates-libéraux, émergeront dans l'Europe entière comme les principaux partis de*

nombre de pays européens. Je ne peux pas dire pour l'Allemagne, qui est le secteur le plus décisif de la révolution allemande, quoique dans une mesure bien plus limitée, cela puisse aussi devenir vrai là".

Il n'y a encore de ma part aucun besoin, aucun désir de chercher querelle aux formulations générales citées dans le paragraphe ci-dessus [...]...

Dans cette situation, les partis de la IVe Internationale, grands ou petits, doivent aller avec les masses dans ce corpus d'expériences [...] Conformément aux besoins de chaque situation, ils doivent avancer les revendications démocratiques et combattre pour elles » (*Fourth International*, juillet, p. 216).

Nous, de la minorité, ne pouvons que saluer cette déclaration, qui fait disparaître une question chaudement discutée depuis octobre 1943.

Mais la discussion rebondit

Malheureusement, cependant, le camarade Simmons et ceux pour qui il parle ne comprennent pas les conclusions logiques de leur reconnaissance des illusions démocratiques.

Si les masses ont des illusions démocratiques, qu'est-ce qui en découle ? Comment pouvons-nous prouver aux masses que leurs besoins ne peuvent pas être satisfaits dans le cadre de l'Etat démocratique bourgeois ?

Ce n'est pas, bien sûr, un problème nouveau et notre réponse est une réponse léniniste : plus nous pouvons gagner une démocratie complète, plus les ouvriers verront clairement que ce n'est pas leur manque de liberté mais le capitalisme lui-même qui est la cause de leurs souffrances. Dans la lutte pour la démocratie la plus complète, les bolcheviks peuvent démontrer aux travailleurs que ce sont les révolutionnaires, pas les réformistes, qui sont les combattants les plus dévoués aux besoins du peuple.

Contre cela, l'approche de la majorité du SWP élève une objection qui, si elle était juste, dicterait une attitude tout à fait différente à l'égard des revendications démocratiques. Elle est que les réformistes avancent eux aussi des revendications démocratiques et que, par conséquent, le fait d'avancer des revendications démocratiques ne peut distinguer les révolutionnaires des réformistes aux yeux des ouvriers. Simmons le montre comme suit :

« Dans l'Italie du Nord, le mouvement partisan militant, évidemment sous la direction des staliniens, des social-démocrates et des libéraux de gauche, revendique la république. Même la social-démocratie belge a faiblement élevé la

voix pour une telle revendication. En France et ailleurs, des revendications proviennent de ces partis pour une Assemblée constituante, prenant évidemment grand soin que les véritables mesures soient retardées le plus possible [...] Le simple fait d'avancer des revendications démocratiques ne servira pas en lui-même à distinguer les IV^e internationalistes de la position de ces partis. Il est donc important de reconnaître ce fait que les revendications démocratiques ne sont pour nous que secondaires et épisodiques dans le mouvement indépendant du prolétariat et qu'elles le sont particulièrement aujourd'hui en considération de l'effondrement capitaliste total ».

De cette assertion de l'impossibilité de nous distinguer des réformistes sur le plan des revendications démocratiques, Simmons tout à fait logiquement, tire une distinction très nette entre mon approche et la sienne :

« Comment les révolutionnaires peuvent-ils remporter le grand conflit pour la direction ? En soulignant et en insistant sur le rôle des revendications démocratiques ? Non ! Notre conclusion doit être exactement l'opposé de celle que tire Morrow. Elle doit partir de l'idée que les partis de la IV^e Internationale possèdent l'énorme avantage d'un programme révolutionnaire. C'est pourquoi, s'il y a dans la lutte générale quelque chose qu'il faut soutenir et souligner, c'est le contenu révolutionnaire de ce programme. Il leur faut souligner l'issue socialiste de l'effondrement capitaliste en mots d'ordre révolutionnaires clairs et précis. En fait, il leur faut mettre en avant comme leur revendication la plus pressante l'expropriation des capitalistes et la socialisation des moyens de production ».

Le problème est donc clair : nous, minorité, nous affirmons l'énorme importance de ces revendications démocratiques comme la république et l'Assemblée constituante, précisément du point de vue de rendre le parti révolutionnaire capable de trouver sa voie vers les masses. De son côté, le camarade Simmons assure que le parti révolutionnaire ne peut se distinguer des réformistes sur le plan des revendications démocratiques et que donc les révolutionnaires doivent « *faire leur revendication la plus pressante* » de l'expropriation du capitalisme. Tandis que le camarade Simmons ne le dit pas clairement, nous verrons qu'en pratique cette position signifie soit s'opposer soit ignorer les mots d'ordre de la république et de l'assemblée constituante.

A la différence de la première période de la discussion, quand nous étions limités à des considérations théoriques, nous pouvons maintenant argumenter en termes d'expérience de nos camarades et du prolétariat, depuis que les nazis ont été chassés d'Europe occidentale. Même maintenant, nous n'avons que des

informations fragmentaires de nos camarades mais cela suffit à régler cette discussion.

La crise Léopold en Belgique

Très tôt dans la crise Léopold ¹, et avant d'avoir pu apprendre de nos camarades belges, la question s'est posée de la forme sous laquelle il fallait traiter les événements dans *The Militant* et *Fourth International*. C'était là l'épreuve décisive de la différence d'approche entre nous et la majorité dont parle le camarade Simmons.

Au comité politique du 21 juin, j'ai présenté la motion suivante :

« Que, dans notre analyse de la lutte de la classe ouvrière belge contre le retour du roi Léopold, nous condamnions les partis socialiste et communiste pour n'avoir pas pris les mesures suivantes :

Exclusion du gouvernement des ministres bourgeois favorables au retour de Léopold. Ainsi le gouvernement se transformerait en gouvernement socialiste-communiste.

Arrestation de la famille royale, le Régent ² compris, et autres réactionnaires et industriels qui ont comploté avec Léopold pour son retour.

Proclamation immédiate de la république démocratique.

Autorisation d'élection de comités de soldats dans les régiments belges.

Armement des ouvriers. Contrôle de la production par les comités d'usine élus afin d'assurer la poursuite de la production pour les besoins des ouvriers.

Brièvement, ma motivation pour cette motion était que le problème des problèmes, pour le mouvement trotskyste, est d'arracher les masses aux partis socialiste et communiste. Ce ne peut être fait par la propagande pour les vertus du socialisme, que le prolétariat de Belgique d'esprit socialiste connaît très bien, ni par une propagande également abstraite pour la révolution prolétarienne, dont les ouvriers communistes et beaucoup d'ouvriers socialistes croient que leurs dirigeants sont partisans.

1. **Léopold III** (1901-1983), roi des Belges en 1934, avait capitulé militairement en 1940 et était accusé de sympathies pour la collaboration. Emmené en Allemagne, il avait négocié avec le gouvernement son retour de Suisse et la nouvelle provoqua la crise.

2. La régence du royaume, en l'absence de Léopold III, avait été confiée à son frère **Charles comte de Flandre** (né en 1903).

Notre tâche est de montrer le contraste entre ce que ces partis devraient de toute évidence faire et ce qu'ils font réellement dans les situations concrètes qui surgissent. Le retour de Léopold était le type d'une de ces situations. Les partis socialiste et communiste s'opposaient à son retour mais défendaient le maintien de la monarchie. Aux travailleurs qui suivent les partis socialiste et communiste, nous disions : « *Vos partis refusent même de rompre avec la monarchie à un moment où il est clair qu'ils auraient pu s'en débarrasser une fois pour toutes ; quand de tels partis ne proclament même pas la république quand c'est possible de le faire, comment pouvez-vous attendre qu'ils vous mènent au socialisme ?* »

La majorité du comité politique a repoussé ma motion et adopté la suivante :

« *Qu'en dénonçant le rôle des social-démocrates et leur comédie de lutte contre Léopold, nous nous basons sur le programme des camarades belges et soulignons particulièrement la revendication de retrait des troupes alliées.* »

Le « *programme des camarades belges* » auquel cette motion fait référence avait été publié des mois auparavant : **il n'y avait dedans aucune référence à la question de la monarchie.**

[Les ouvriers belges contre la monarchie]

La question en jeu était celle de la monarchie. C'est sur quoi portait la crise belge, et c'est sur quoi portait ma motion. Ma réponse, c'était la république ; le Comité politique a repoussé ma motion et la sienne n'a pas répondu à la question posée.

« Espérons », écrivai-je à l'époque « que nos camarades belges n'ont pas, eux aussi, examiné un programme d'action écrit à une autre époque et avec d'autres situations en vue. Espérons que nos camarade belges ont répondu à la question réelle que la vie leur a posée. Mais s'ils l'ont fait, c'est qu'ils ont suivi une autre méthode que celle de notre Comité politique ».

L'espoir que je plaçais dans les camarades belges était-il justifié ? Quatre jours après les motions citées plus haut, les partis socialiste et communiste ont convoqué une manifestation de masse dans le centre industriel de Charleroi pour réclamer l'abdication de Léopold, c'est-à-dire la continuation de la monarchie sous la forme d'une régence du frère de Léopold. Plus de 10 000 ouvriers sont sortis malgré la tiédeur de la revendication.

Nos camarades sont entrés dans la manifestation avec leurs propres mots d'ordre et ont pu envoyer un rapport de succès : « *Depuis le début, les mots d'ordre lancés par nos camarades de Charleroi, "Léopold en prison", "A bas la monarchie" étaient repris par l'immense majorité des manifestants* », raconte le numéro du 14 juillet de *La Lutte ouvrière*, organe de nos camarades du Parti communiste révolutionnaire de Belgique. Ce succès a été suivi de réactions semblables à nos tracts et à la presse de nos camarades.

Dans son empressement à démontrer que le simple fait de lancer des revendications démocratiques ne permettait pas de distinguer les révolutionnaires des réformistes, Simmons dit que le Parti ouvrier belge n'a donné qu'une « *faible voix* » à la revendication de république. En réalité cependant, il n'a rien fait de ce genre. Avec le Parti communiste, il s'est opposé au retour de Léopold mais a accepté que la monarchie continue. Ce qui est vrai, c'est que, traditionnellement, le mot d'ordre de république est inscrit dans le programme du POB. Loin d'affecter les différences entre réformistes et révolutionnaires, ce fait a ouvert à nos camarades une fantastique occasion d'agitation avec succès auprès des membres du POB, les appelant à obliger leurs dirigeants à appliquer le programme du parti !

Dans leur agitation au cours de la crise Léopold, nos camarades ne se sont bien entendu pas limités au mot d'ordre de république. Leur agitation a suivi la même méthode que ma motion : expulsion des ministres bourgeois, arrestation des réactionnaires, armement des ouvriers, contrôle ouvrier de la production, etc. C'est la méthode des revendications démocratiques et transitoires — tissées ensemble.

[Soviets pour la République ?]

Au lieu de ma proposition pour des comités d'usine et de soldats — une proposition abstraite — les camarades belges firent une proposition concrète, basée sur ce que j'avais ignoré, l'existence de Comités de Vigilance qui dataient du temps de l'occupation nazie et qui étaient maintenant réduits aux directions du POB, du PC et du parti libéral. Nos camarades proposèrent leur élargissement, les transformant de comités « *d'alliance démocratique* » en organes vraiment populaires, expulsant les libéraux (bourgeois) et envoyant siéger dans les comités des délégués démocratiquement élus des ouvriers des

usines et des banlieues. Ces comités devaient prendre en charge le combat pour la république, arrêter les officiers qui préparaient une dictature royaliste, organiser les milices ouvrières, etc.

Que sont ces comités ? Des soviets. Notons cependant qu'ils devaient être lancés sous le mot d'ordre de lutte pour la république. En d'autres termes, à cette étape, c'est la revendication démocratique de la république qui permet à nos camarades de populariser l'idée des soviets. On oublie trop souvent que **les soviets commencent comme organes du front unique du prolétariat spécifiquement créés pour lutter pour une revendication généralement acceptée**. Loin de gêner notre propagande pour les soviets, c'est précisément le fait que le POB est pour la république qui a facilité la revendication de nos camarades pour les comités de base nécessaires pour la lutte en sa faveur.

Le camarade Warde¹ (qui a bien sûr voté contre le mot d'ordre de république pour la Belgique) cherche maintenant à trouver une différence « *profonde* » entre le mot d'ordre utilisé par nos camarades belges et par Morrow : pour les camarades belges, dit-il, « *ce n'était qu'un point de départ* ». Quant à moi, je présume que je suis pour le maintien de la république... Oui, en Belgique [...] le mot d'ordre de république n'est qu'un simple point de départ. Mais, sans lui, on ne peut pas aller dans la direction des soviets. Et c'est là toute l'affaire.

Quelques camarades essaient d'opérer une importante distinction entre appeler à la république et appeler à une république démocratique, c'est-à-dire bourgeoise, l'implication étant que, quand ils parlent de république, nos camarades belges appellent en réalité à une république socialiste. Ce qui est vrai, bien entendu, c'est que, le jour où les réformistes proclameront la république (bourgeoise) nous condamnerons le contenu qu'ils lui donneront comme une trahison des aspirations des travailleurs à une vie meilleure. En ce sens, la revendication de la république est une formule algébrique, les révolutionnaires lui donnant un sens très différent de celui que lui donnent les réformistes : pour

1. **William F. Warde** était le pseudonyme de **George Novack** (né Novograbelski) (1909-1992); fils d'émigrés, brillant étudiant de Harvard, publicitaire, rejoignit la CLA en 1933 puis fut secrétaire du comité de défense de Léon Trotsky. Dans tous les débats internes du SWP, il soutint la direction.

les révolutionnaires, la proclamation de la république est un pas en avant dans la lutte pour le socialisme tandis que, pour les réformistes, elle est une fin en soi.

Mais cela ne change pas le caractère **démocratique** de la revendication de république ; ce n'est pas une revendication socialiste ; elle **ne signifie pas** que nous proposons de remplacer la monarchie par le pouvoir soviétique, car, dans ce cas, nous n'appellerions pas à la république mais à la république soviétique. Toute l'affaire de la situation actuelle en Belgique [...], c'est précisément que le moment n'est pas au mot d'ordre de république soviétique.

Douze questions sans réponse au secrétariat européen ¹

Dans la polémique d'après-guerre entre le Secrétariat européen et la minorité de Morrow-Logan dont nous avons déjà présenté des textes, nous avons choisi de présenter simplement un extrait du texte de Morrow intitulé « Il est temps de grandir », soulignant que la réponse du SE de mars 1946 ne donne aucune réponse à douze de ses questions posées le 10 juillet et le 15 novembre 1945.

1. Le Secrétariat européen a déclaré que « l'utilisation sur une grande échelle de l'Armée rouge comme force contre-révolutionnaire est exclue ». Était-ce ou non une erreur ? Quelles sont les causes théoriques de cette erreur ?
2. Le Secrétariat européen a dit que la bureaucratie soviétique serait incapable « de contrôler les mouvements révolutionnaires que l'occupation et même l'approche de l'Armée rouge déclencheraient dans les pays d'Europe centrale et orientale ». J'ai fait la même erreur plus tôt mais j'ai commencé à la corriger au plénum d'octobre 1943. Une source de cette erreur, comme je l'ai expliqué dans ma lettre du 15 novembre 1945, était notre perspective erronée que le sort de l'Union soviétique serait décidé dans la guerre — soit la régénérescence soit le capitalisme ; une autre source était notre idée fautive, dérivée des événements de Pologne en 39-40 que l'occupation par l'Armée rouge et la nationalisation de l'industrie impliquaient nécessairement un soulèvement des masses dans les pays occupés. Ce n'est certainement pas arrivé en Europe orientale. Il est encore plus certain que rien n'a échappé au contrôle de la bureaucratie soviétique.
3. J'ai écrit : « Nous ne sommes pas en train de répéter 1917-1923. Nous sommes bien en arrière. A l'époque, la révolution russe faisait toute la différence. [...] Cela voulait dire que, sous l'inspiration de l'exemple du parti bolchevique russe, on pouvait mettre sur pied très vite, même en partant de très peu, des partis révolutionnaires de masse en Allemagne, France, etc. Maintenant cependant nous ne pouvons plus nous attendre à un tel processus ». Juste ou non ?

1. « It is time to grow up », Internal Bulletin, SWP, avril 1946, pp. 27-42, ici pp. 28-29.

4. J'ai écrit : « *Je suis catégorique : en Italie, où le Parti socialiste dispose de masses considérables, nos camarades n'auraient jamais dû former un parti à eux mais auraient dû aller dans (et dans la plupart des cas, je suppose que cela aurait signifié, rester dans) le Parti socialiste* ». Juste ou non ?
5. J'ai écrit : « *Je suis aussi catégorique que ce serait une terrible erreur si nos camarades allemands essayaient immédiatement de former en Allemagne un parti à eux : leur place est au Parti socialiste* ». Juste ou non ?
6. J'ai écrit : « *En Belgique, le POB est encore le parti des masses. Je suis certain que dans l'euphorie des jours de la libération, nos camarades belges auraient pu y entrer et s'y organiser en fraction avec leur propre journal, etc.* » ? Juste ou non ?
7. J'ai écrit : « *J'aimerais savoir pourquoi le programme d'action du parti belge est muet sur la monarchie* ». Pas de réponse.
8. J'ai écrit : « *Les thèses du secrétariat européen s'étendent beaucoup sur l'Italie, mais ni là ni dans la résolution il n'y a de référence à la revendication de république démocratique* ». Pourquoi ?
9. J'ai écrit : « *Mais même les revendications démocratiques que vous mentionnez, vous ne le faites que d'une façon que je ne peux pas m'empêcher de qualifier de superficielle. Par exemple, vous mentionnez la revendication pour l'assemblée constituante mais vous vous empressez d'ajouter : "D'un autre côté, lancer de telles revendications au cœur d'une crise révolutionnaire, quand il y a de véritables éléments de dualité de pouvoir, serait la plus impardonnable des erreurs"* ».
10. J'ai écrit : « *Dans un autre paragraphe, vous dites que "dans la période actuelle, le programme « minimum » économique et démocratique est très rapidement dépassé par la logique même de lutte de classe elle-même". Je vais risquer une prédiction, chers camarades, que le programme "minimum" ne sera pas dépassé en France tant que vous n'aurez pas gagné le statut d'un parti légal et tant que La Vérité ne sera pas un journal légal* ». Ai-je raison ou tort ?
11. Ma lettre traite un peu longuement les voies et moyens de combattre pour la légalisation. « *Ni de La Vérité, ni d'autres sources, je n'ai eu l'impression que le parti français mène une lutte véritable pour la légalité* » ai-je écrit en juillet 1945. Votre réponse ne dit pas un mot là-dessus.
12. Au lieu de continuer, laissez-moi vous renvoyer au *Programme d'Action* de 1934 pour la France, dont pratiquement tout est aujourd'hui à propos. Oui on non ? Pas de réponse.

Si le Secrétariat européen avait répondu à ces critiques et à ces questions, les problèmes auraient été considérablement clarifiés.

Courrier

Lettre d'un lecteur italien

[...] Je tiens à intégrer à l'article de Peregalli quelques indications complémentaires dans la partie de l'article consacrée au Partito Comunista Internazionalista. Tirant son origine directe de la « Gauche communiste Italienne », découlant du courant fondateur du Partito Comunista d'Italia, Sezione della IIIa Internazionale » à Livorno en janvier 1921, elle a été le seul et le premier mouvement à s'opposer en temps non suspects, sur des positions marxistes révolutionnaires, à la dégénérescence de la IIIe Internationale et à interpréter critiquement, sur des bases marxistes, la structure économique et sociale de l'URSS.

Cette organisation a gardé une continuité théorique, programmatique, tactique et organisationnelle, au moins jusqu'à la fin des années 70, tout au long du cours de la dégénérescence communiste, en défendant la continuité du programme communiste révolutionnaire et l'autonomie politique de classe du prolétariat.

Permettez-moi d'ajouter aux noms des militants prolétariens communistes, cités par Peregalli dans son article, d'autres noms de militants de classe liquidés, pendant les années 1943/1945 par le stalinisme et le terrorisme fasciste-démocratique ; car ces militants étaient seulement coupables d'être restés fidèles et cohérents sur la ligne de la continuité révolutionnaire de classe :

Giuseppe Biscuola, fusillé en 1945.

Spartaco Ferradini, fusillé en 1945.

Cappellini, Bergomi, Porta, Perona, Mantovani, Garotta Luigi, déportés et disparus dans les Lager nazis.

Angelo Garotta, fusillé en 1945.

Antonio Graziano, tombé en 1945 dans le maquis.

Mario Acquaviva, éliminé par les sicaires centristes en juillet 1945.

Ce mouvement a donc payé, dans les années noires et dures, un lourd tribut de sang, sa cohérence et son attachement aux positions classistes du marxisme révolutionnaire contre toute répression opportuniste, fasciste, stalinienne et démocratique ; seules prémisses, cette cohérence et cet attachement aux positions de classe, pour une reprise future d'un réel mouvement de classe autonome et agissant sur la base de son programme révolutionnaire. Souvenons-nous du cri de Spartakus : « *J'étais, je suis, je serai* ».

Avec mes salutations les plus cordiales

Paolo Gallezio (Milano)

Lectures

Trotsky Bibliography, Compiled and edited by Wolfgang and Petra Lubitz (München ; K. G. Saur, 1999), 2 vols. 3d edition, XXVII 840 p.

Le sous-titre de cette bibliographie informe le lecteur qu'elle contient « une Liste internationale classifiée des publications sur Trotsky et le trotskysme 1905-1998 » et qu'elle a été entièrement revue et élargie. Il est facile de le voir en examinant l'édition précédente, publiée en 1982. Elle ne contenait en effet que 3227 entrées de titres, alors que la présente en a 9 500. En outre, à la différence de la 3^e édition, la précédente se limitait aux entrées publiées dans des langues européennes seulement. La plupart des travaux étaient cités en russe (328), l'anglais venant ensuite à 30 %. L'édition présente donne vingt-cinq langues différentes pour les travaux qui ont paru dans plus de cinquante pays.

Le premier volume commence par une liste de 62 sujets d'inventaires, guides d'archives et autres instruments de travail. Parmi eux, les premiers écrits de Trotsky dans *The Militant (1929-1941)*, l'organe officiel de la Communist League of America, et *The New International (1934-1936)*, la revue théorique du Socialist Workers Party. Les papiers les plus importants de Trotsky ont été, ainsi qu'on le sait, déposés par lui à l'université de Harvard dont la Bibliothèque Houghton a établi les listes dans un catalogue de presque 800 pages. Entre autres caractéristiques, cette collection contient des lettres à son fils, **Lev Sedov** et à sa femme **Natalia Sedova**, ainsi que les documents de la Commission **Dewey** qui a enquêté sur les accusations contre lui dans les célèbres Procès de Moscou. Les papiers de **Jean van Heijenoort**, un des secrétaires de Trotsky en exil, sont dans la Bibliothèque du Collège de Harvard, comme la correspondance soviétique de Trotsky. Un registre des papiers de Trotsky et de Sedov dans la Collection de **Boris Nicolaievsky** déposée aux archives de l'Institution Hoover à l'université de Stanford couvre les décennies de 1920 à 1940. La « Collection sur la Guerre, la Révolution et la Paix » de Nicolaievsky, qui se trouve à l'Institution Hoover est aussi accessible à l'université du Michigan à Ann Arbor dans sa collection microfilmée. Des documents supplémentaires de la collection de **Martin Abern**, un des fondateurs du mouvement trotskyste aux Etats-Unis, sont recensés dans la collection John Dyer qui se trouve à Wayne State University.

Un long deuxième chapitre comprend des pièces biographiques parmi lesquelles la magnifique publication en français de **Pierre Broué**, intitulée simplement *Trotsky*. A mon avis, elle est bien supérieure à la biographie en trois volumes à Oxford d'**Isaac Deutscher** de Léon Davidovitch comme « prophète ». Bien entendu, cela ne diminue en rien le travail de Deutscher qui a été publié en plusieurs langues. En outre, la biographie en quatre volumes de Trotsky par **Tony Cliff** présente des matériaux nouveaux se

trouvant dans les archives soviétiques récemment ouvertes, inaccessibles aux chercheurs il y a quelques années. **Victor Serge** et Natalia Trotsky ont contribué aussi aux études ci-dessus dans lesquelles sont critiquées les idées de Deutscher sur « la victoire dans la défaite » de Trotsky, une tentative honteuse de découvrir le stalinisme compatible avec le trotskysme.

Three who Made a Revolution de **Bertram Wolfe**, dans plusieurs éditions, et le récit partiel pas toujours fiable de feu **Dimitri Volkogonov** sont aussi répertoriés comme le sont des volumes individuels comme ceux de **Robert Wistrich** et de **Ronald Segal**, le dernier étant très largement un livre réécrit de l'autobiographie de Trotsky *My Life*.

Dans les brèves introductions à la vie et l'œuvre de Trotsky il y a un livre broché sous la forme d'un livre de bandes dessinées, par **Tariq Ali**. Intitulé *Trotsky pour les commençants*, il a paru en plusieurs langues. Un portrait plus élaboré mais aussi sympathique est celui qu'a écrit **Irving Howe**, lui aussi traduit en plusieurs langues étrangères. Sont également répertoriées de nombreuses études individuelles de Trotsky parues en allemand, français, espagnol et anglais. La brève étude due à l'auteur de ce compte-rendu « *Leon Trotsky: from Petrograd to Prinkipo* », dans *The Crucible of Socialism* de Louis Pastouras, apparaît aussi dans cette partie. Parmi les nécrologies et écrits de circonstance se trouvent des textes de **James P. Cannon**, **Max Shachtman**, van Heijenoort et, sur une note différente, de **Winston Churchill**.

Dans une section intitulée « Souvenirs et Réminiscences », se trouvent ceux d'**André Breton**, un des fondateurs du surréalisme ; **Max Eastman**, traducteur de *l'Histoire [de la Révolution russe]* de Trotsky et l'un des premiers partisans de la révolution bolchevique, **James T. Farrell**, auteur des romans sur Studs Lonigan et André Malraux, romancier français et futur ministre de de Gaulle, que Trotsky critiqua dans ses articles sur la révolution chinoise des années 20. **Albert Glotzer**, un des fondateurs du mouvement trotskyste US évoque sa visite et son séjour auprès de Trotsky à Coyoacan, en Turquie, peu après l'expulsion de Trotsky d'Union soviétique. L'avocat de Trotsky, **Gérard Rosenthal**, a écrit aussi ses souvenirs sur Trotsky comme le petit-fils de ce dernier, **Esteban Volkov**. Parmi ces souvenirs il y a aussi ceux de Victor Serge, van Heijenoort, **Sara Weber**, une des secrétaires de Trotsky à México.

Ces souvenirs sur Trotsky ont inspiré divers travaux littéraires sur lui dont le drame de **Peter Weiss**, *Trotsky in Exile* et un roman de **Bernard Wolfe**, *The Great Prince Died*. On peut voir des photos de Trotsky pendant la révolution et leur falsification dans la collection de **David King** publiée sous le titre *The Commissar vanishes*, et *Trotsky. A Photographic Biography*. On mentionne aussi une des premières collections par **Francis Wyndham** et **David King** intitulée *Trotsky. A Documentary*.

Le séjour de Trotsky à Vienne et Paris avant la Révolution de février est abordé par une série d'études y compris celle de son ami **Alfred Rosmer**. Son rôle dans la Guerre civile et en tant que créateur de l'Armée rouge sont étudiés dans des travaux anciens aussi bien que récents, dont beaucoup en russe. La chute de Trotsky, son bannissement et son expulsion de Russie aussi bien que la recherche d'un asile sur « une planète sans visa » sont les thèmes de diverses études. Ce chapitre se clot sur son exil et son assassinat.

Le chapitre III est consacré à « la pensée politique, philosophique, socio-économique et militaire de Trotsky », publiés en italien, français, allemand et suédois. **Baruch Knei-Paz**, le chercheur israélien, apporte la contribution de son important *The Social and Political Thought of Leon Trotsky*, tandis que **Nicolas Krasso**, à la différence de Knei-Paz, critique Trotsky pour avoir prétendument ignoré le rôle du parti au bénéfice des « forces sociales », plus abstraites, et qualifie Léon Davidovitch de « volontariste ». **Ernest Mandel** répond à Krasso dans plusieurs polémiques que « tous les écrits de Trotsky après 1917 insistent sur le rôle clé du parti révolutionnaire à notre époque. »

Une section également importante traite de l'origine de la lutte de l'Opposition de gauche contre la « troïka » 1923-1925. On peut y trouver à la fois les premières déclarations des deux fractions (le plus souvent en russe) et quelques-unes des récentes publications de la décennie 90. Parmi ces dernières se trouve un extrait du livre de Pierre Broué, *Le parti bolchevique* (1971) et de **Vadim Rogovine**, « Was There an Alternative Trotskyism ? A view across the Years » (1992).

Cette section est suivie de diverses polémiques qui débattent la célèbre première attaque de Trotsky contre la bureaucratie des soviets et du parti dans son *New Course* (1923). Ces polémiques, à leur tour, conduisent à nombre de travaux sur l'Opposition unifiée et la controverse entre elle et la fraction Staline-Boukharine. Les essais et documents de cette dernière comprennent des attaques contre l'Opposition, de Staline, Molotov, Rykov et Boukharine, aussi bien que la discussion sur « la naissance du stalinisme ». Une autre section recense les attaques qui examinent la prétendue « déviation » de l'Opposition unifiée et un long chapitre sur la politique économique et agraire qu'allait adopter le gouvernement soviétique. Parmi les travaux cités se trouvent ceux de **Richard Day**, **Maurice Dobb**, **Moshé Lewin**, et la majorité des documents de cette section ne sont pas encore traduits du russe. De façon surprenante, la discussion sur la nature de l'Union soviétique se réduit à moins de vingt entrées. Les autres sujets – le danger de guerre, les affaires de la Comintern, la lutte qui continue pour la démocratie du parti, et la défaite de l'Opposition unifiée — sont également traités dans des sections séparées.

L'une des subdivisions les plus longues du chapitre V est intitulée « Leading Figures of the CPSU (1920 & 1930s) about Trotsky and the Trotskyist Opposition ». La contribution de 138 textes de **Nikolai Boukharine** est presque égale par les 120 de **Staline**. **Zinoviev**, **Kamenev** et même **Kroupskaïa** s'unissent dans l'attaque contre « le trotskysme ». « A bas le fractionnisme » est le titre d'une des brochures de Boukharine quand il aide à constituer la fraction stalinienne. Zinoviev pose la question « Bolshevism or Trotskyism » en 1924, comme titre d'un de ses pamphlets tandis que Kamenev le rejoint avec son « *Leninism or trotskyism* » (1925). La polémique de Staline commence par qualifier l'Opposition trotskyste de « déviation social-démocrate » dans le parti bolchevique (1926) et, une décennie plus tard, il appelle ses membres « des agents du fascisme ». Le *Leon Trotsky, Organizer of the Victory* de **Karl Radek**, qui provoqua l'envie des ennemis politiques de Trotsky, parut en 1923. Douze ans plus tard, le titre d'une de ses brochures était *From opposition to the Cesspool of Counter-revolution*. Les résolutions adoptées par le PCUS de 1924 à 1928 et par le comité exécutif de

l'Internationale communiste sur « l'opposition trotskyste » sont à rattacher à ces attaques individuelles. Rapports et résolutions des organismes provinciaux de l'Opposition sont également reproduits dans 116 documents.

Un segment du chapitre VI est consacré aux procès de Moscou. Les staliniens américains présentent leur défense des machinations de Moscou sous des titres comme « The Trial of the Trotskyite Agents of Fascism » et « Trotsky the Traitor ». Le PC français apparaît avec « The Plot against the Russian Revolution » et les staliniens allemands écrivent « Trotsky allié d'Hitler », cependant que le PC de Grande-Bretagne propose « The Truth about Trotskyism ». Par ailleurs, une grande publication savante avec des notes du kremlinologue bien connu **Robert C. Tucker**, intitulée *The Great Purge Trial*, analyse la scène du procès Boukharine. Finalement, nombre de défenseurs de Trotsky, comme Sedov, publient aussi leurs réfutations des calomnies de Vychinsky. Cette section contient ainsi un total de 115 titres.

La section finale de ce chapitre présente « The Dewey Commission of Inquiry and Trotsky's Counter-trial in Mexico ». Parmi les textes énumérés, il y a *The Case of Leon Trotsky* (Harper, 1937, 617 pp.) et *Not Guilty* (Harper, 1937, 422 pp.), le rapport de la Commission dont **John Dewey** était le président.

Le dernier chapitre du premier volume, chapitre VII, est intitulé « The International Trotskyist Movement », divisé en cinq thèmes généraux, de l'origine de l'Opposition de gauche au mouvement trotskyste dans divers pays, rangés par ordre alphabétique. Chaque division contient plusieurs subdivisions comme l'histoire et le rôle de la IVe Internationale, les diverses luttes fractionnelles et scissions, et la littérature sur le trotskysme.

Le volume 2 contient un index des auteurs, avec des références aux textes de chacun. Suit un inventaire des titres avec le numéro de la pièce pour permettre une référence rapide à l'original. Le troisième index donne la source des textes présentés. Le volume 2 se conclut avec un index des séries, des dissertations et colloque.

Il est difficile d'imaginer bibliographie mieux organisée que l'a été par **Wolfgang et Petra Lubitz** celle dont nous rendons compte ici. Chercheurs, militants politiques et curieux ont un outil de travail sur l'histoire et la signification du trotskysme et le rôle historique de Trotsky qui sera indispensable dans les années qui viennent.

Morris Slavin

Les Départs

Rebull, Cabré, Josep (José) (1906-1999)

Josep Rebull, qui était catalan, est mort le 22 mai 1999 à Banyuls où il s'était fixé après son retour de déportation. Dès son enfance, il fut marqué par la puissante personnalité de son frère aîné, Daniel, né en 1890, qui fut connu dans le mouvement syndicaliste révolutionnaire puis communiste, sous le nom de **David Rey** et mérita par le nombre d'années qu'il vécut en prison le surnom de « Blanqui espagnol ».

Expert industriel, il avait été militant du PC en Catalogne puis avait suivi Maurín avec la Fédération communiste ibérique et le Bloc ouvrier et paysan dont il était le secrétaire à Tarragone en 1933. Il passa dans la clandestinité après octobre 1934 et publia *La Batalla* clandestine. A sa légalisation, il en devint l'administrateur. Après les Journées de Mai, il incarna une opposition de gauche, celle de la cellule 72 : cet authentique « mauriniste » porta pendant quelque temps tous les espoirs des « trotskystes » dans la gauche du POUM, pendant la brève période où il fut libre, réfugié en France.

Avec l'occupation de la zone sud, il joignit à Marseille une organisation socialiste de résistance en 1943, fut arrêté et déporté, revint en août 1944 en France, où il vécut jusqu'à sa mort, toujours intéressé par la politique mais loin de l'activité qui avait été la sienne.

Jacques Kergoat (1939-1999) et Jules Fourier (1906-1999)

ont fait l'objet de notices nécrologiques sérieuses dans la grande presse. Tous deux avaient rejoint la LCR par le PSU et sa tendance « socialiste révolutionnaire ». Pour Kergoat, ce n'était qu'un début, pour Fourier, c'était le couronnement d'une vie militante. Contrairement à ce qu'écrivait *Libération*, Jules Fourier ne fit pas partie des Brigades internationales, mais comme d'autres jeunes députés élus en 1936, il fut employé par le Parti communiste comme « courrier » entre Paris et Madrid, la direction du PC et les cadres en Espagne y compris ceux des Brigades.

Faute de place, nous saluerons dans le prochain numéro la mémoire de **Louis Rigaudias** (Rigal) et de **Pierre Pradalès**.

OEUVRES DE LÉON TROTSKY

C'est en 1978 qu'est paru le premier volume de la publication de l'Institut Léon Trotsky, les *Oeuvres*, de mars à juillet 1933, premier volume de la première série des oeuvres d'exil du révolutionnaire russe, publiées sous la direction de Pierre Broué.

De 1978 à 1980, l'Institut Léon Trotsky a ainsi publié sept volumes qui reposaient sur les écrits publiés de Léon Trotsky, la partie « ouverte » des archives de Harvard et différentes archives à travers le monde.

Depuis 1980, à partir du volume 8, le travail qui a été épaulé par la R.C.P. 596 puis la Jeune Equipe « Histoire du Communisme » du C.N.R.S., repose désormais principalement sur la partie « fermée » des papiers d'exil de Trotsky, à la Houghton Library de l'Université de Harvard.

La première série de cette publication s'est terminée avec le volume 24 en septembre 1987.

La nouvelle série est commencée avec les volumes I, II et III : elle couvrira la période de 1928, l'exil de Trotsky à Alma-Ata, jusqu'en 1933, l'appel à la construction de la IV^e Internationale. On a également prévu des volumes de compléments, sur la base de la partie « fermée » pour 1933-1935.

On peut se procurer les volumes des Œuvres en s'adressant à l'administration des Cahiers Léon Trotsky ainsi qu'aux librairies de la Selio. 87. rue du Faubourg-Saint-Denis, Paris (10^e), et de la Brèche, 8, rue de Romainville, Paris (19^e).

ISSN 0181 - 0790

Prix : 90 F

Cahiers Léon Trotsky □ **Institut Léon Trotsky**